

Nous sommes donc un an après.

Après l'effondrement électoral du parti socialiste, la quasi disparition du parti communiste, les candidats de LO, la LCR et du PT rassemblant près de trois millions d'électeurs.

Après.

Ce 21 avril 2002, le total des électeurs de Chirac et de Jospin représente moins de 25 % des inscrits ! 11 millions de citoyens se sont abstenus. S'il est « qualifié » pour le second tour, Le Pen n'a pas progressé en voix. L'élimination de Jospin n'est pas « un coup de tonnerre », mais un cataclysme annoncé.[1]

Les partis traditionnels de la V<sup>e</sup> République, ceux de l'alternance, de la cohabitation, usés jusqu'à la corde, ont été rejetés, avec brutalité.

# Un anniversaire

Issu d'un long, lent et complexe processus de maturation, ce résultat, qualitativement nouveau, interroge l'analyste marxiste, questionne l'intelligence politique. Ce n'est pas seulement une « histoire » française. La superstructure politique s'est également effondrée en Italie : la démocratie chrétienne, le parti communiste ont purement et simplement disparu.

En Angleterre, le parti travailliste malgré son énorme appareil politique et syndical, se fissure et vacille. Ainsi, en Écosse, dans d'autres régions, l'extrême gauche commence à exister alors qu'un véritable processus de radicalisation à la gauche du parti de Tony Blair s'affirme. Cette tendance est inégale, différenciée sur le continent, mais au total, l'effondrement des principaux partis sociaux-démocrates et staliniens, qui ont conçu, bâti l'Europe du Capital, de la

mondialisation, provoque en retour une maturation politique [2] qui s'exprime dans l'action de classe et les élections. Cette configuration politique est totalement nouvelle : elle réunit les possibilités d'un nouveau cours pour le salariat, donc pour les militants révolutionnaires.

Depuis le 21 avril 2002, l'éphéméride politique national a connu deux événements majeurs : le vote Chirac et celui des salariés d'EDF.

L'appel au vote d'union nationale Chirac « contre » Le Pen pour le second tour de l'élection présidentielle constituait bien sûr une bêtise réactionnaire, un effet de la propagande spectacle « antifasciste » mise en œuvre par tous ceux que les résultats du premier tour paniquaient. Passé le sacre chiraquien, la réalité politique a, évidemment, repris ses droits. Le gouvernement Chirac-Raffarin est en déséquilibre, sur un fil

# Comment comprendre la guerre en Irak ?

## Annonce-t-elle le début d'une période politique nouvelle ?

## Quels liens avec la situation du capitalisme ?

## Quelles conséquences pour le combat anti-impérialiste et la lutte sociale ?

Ce numéro de Carré rouge constitue un premier débat en vue d'une caractérisation politique du moment actuel. Les discussions au comité de rédaction sur la guerre en Irak, avant autant qu'après le début de l'invasion, nous ont conduit à faire quelques constats et à formuler une série de questions. Très vite il nous a paru important de ne pas nous les poser seulement à nous-mêmes, aussi à nos lecteurs et à certains de nos amis.

A Carré Rouge, nous avons réagi à l'invasion de l'Irak en l'analysant comme un événement qui ouvre une phase nouvelle dans les rapports politiques entre les principaux États. Jusqu'alors, même après les attentats du 11 septembre, les États-Unis paraissaient encore vouloir gérer avec les autres le « désordre mondial » accentué engendré par la globalisation impérialiste, maintenir « l'ordre » à l'échelle internationale dans le cadre d'une certaine concertation avec les impérialismes secondaires. Le 20 mars, ils ont sauté le pas et décidé que leurs intérêts propres l'emportent sur toute autre considération, y compris celle des besoins de la domination impérialiste dans son ensemble. Ils sont partis en guerre pour re-coloniser l'Irak, accompagnés seulement du Royaume-Uni et de l'Australie. Nous avons esti-

mé aussi que « remodeler le Moyen Orient » à leur guise n'était pour les États-Unis que le premier pas d'une politique qui les mènerait à d'autres guerres.

Le fait que plusieurs pays impérialistes, fussent-ils secondaires, ainsi que les appareils bureaucrate-capitalistes russe et chinois aient décidé de s'y opposer, de sorte que l'agression américaine-britannique a été engagée sans la caution politique du Conseil de sécurité et contre l'avis du gouvernement allemand, de Jacques Chirac, de la Russie et de la Chine, nous a semblé aussi marquer une rupture. D'entrée de jeu, il était évident que le rapport de force militaire entre les forces Américaines et Britanniques d'un côté et celles de l'Irak de l'autre était tel que « la coalition » sortirait nécessairement vainqueur militairement. Mais Bush et Blair nous paraissaient avoir méconnu la force du sentiment anti-impérialiste comme celle de l'appartenance nationale, en Irak et dans tout le Moyen Orient. Au-delà des spécificités de la question kurde, le refus de la Turquie de se subordonner aux exigences des États-Unis nous a paru être l'exemple de rapports politiques que les États-Unis ne maîtrisaient pas, faute de ne pas savoir en tenir compte sérieusement. Il nous a semblé enfin que les fis-

sures dans le bloc impérialiste mondial pouvaient comme souvent dans le passé s'accompagner, avec un temps de retard, de changements dans les rapports politiques entre les classes sociales antagoniques au sein de beaucoup de pays sur tous les continents.

Les militants anti-capitalistes et les militants révolutionnaires ont tout intérêt de chercher à caractériser la situation aussi vite qu'ils le peuvent, même si c'est nécessairement de façon tout à fait provisoire, et même si cela comporte des risques. Les implications pour les salariés et les exploités d'événements aussi importants qu'une guerre comme celle de l'Irak doivent être discutées sans attendre. L'effort de caractérisation ne peut être que collectif, résultat d'une discussion entre militants, groupements associatifs et revues, comme de débats internes aux organisations politiques et aux associations. Tout en étant certains que d'autres lanceraient la discussion aussi, il nous semblait possible de l'ouvrir immédiatement en formulant quelques questions, non limitatives, auxquelles une réponse pouvait aider à donner des éléments initiaux de caractérisation. Des questions ont donc été formulées, puis mises noir sur blanc. Elles ont été envoyées à la liste électro-

nique de Carré Rouge, mais aussi par l'entremise de François Chesnais à des « intellectuels-militants » en France et à l'étranger. Nous sommes heureux qu'une proportion très élevée des personnes à qui les questions ont été envoyées aient répondu, avec tous les risques que comporte une analyse à chaud, faite pour une part dans la dépendance indiscutable d'informations venant d'une presse impressionniste même lorsqu'elle n'est pas manipulée. C'est un signe à la fois d'un intérêt politique très grand et d'un besoin (et d'une volonté) de communiquer, de discuter.

**QUATRE GROUPES DE  
QUESTIONS (POSÉES LE  
24 MARS 2003)**

Les questions posées ont été les suivantes (le chapeau introductif aux questions posant aussi celle du degré de nouveauté de la situation : y a-t-il ou non une rupture de période ?) :

1/« L'invasion de l'Irak par les États-Unis traduit-elle véritablement la maîtrise des événements et des processus politiques dont les stratèges américains se targuent et dont les idéologues de la « fin de l'histoire » comme des « guerres justes » n'ont cessé de faire l'apologie ? N'a-t-elle pas au contraire des allures de fuite en avant, traduisant une crise de direction politique de l'impérialisme d'une certaine ou même d'une grande gravité ? L'agression contre l'Irak n'annonce-t-elle pas le début d'une période d'extrême instabilité internationale, au plan politique comme au plan économique ?

2/Si l'agression américano-britannique doit être évidemment mise en rapport avec le krach boursier ram-

pant et avec la crise financière et économique dont il est l'expression, ne faut-il pas dépasser cet aspect conjoncturel en la reliant aux relations de dépendance économiques fortement parasitaires que les États-Unis ont établies à la faveur de la mondialisation contemporaine avec presque toutes les parties de l'économie mondiale ? N'y a-t-il pas nécessité de définir avec plus de précision les traits particuliers des rapports impérialistes dont les États-Unis sont le pivot et le principal bénéficiaire ?

3/Les clivages apparus au sein du Conseil de sécurité annoncent-ils un retour vers des conflits inter-impérialistes qui auraient une quelconque analogie avec ceux de phases antérieures de l'impérialisme ? S'il s'agit de fissures dans le front impérialiste d'un type nouveau et d'une moindre envergure, quelles en sont les causes et quelle est en tout de même la portée ?

4/La position prise par les dirigeants impérialistes hostiles à la guerre a-t-elle un lien avec les luttes menées dans de nombreux pays par les salariés et les exploités sur le terrain économique, ainsi qu'avec les mobilisations et les regroupements effectués dans le cadre de l'anti- ou de l'altermondialisation ? A quelle condition les manifestations contre la guerre peuvent-elles ouvrir un espace élargi pour le combat anti-capitaliste ? »

La suite de ce numéro est entièrement consacrée à la publication des réponses, complètes ou partielles, que nous avons reçues. Les éléments de classement que nous donnons ici ne sont pas une synthèse, encore moins une « réponse » de « rapporteur » sur le mode bien connu de beaucoup d'entre nous. Ils sont destinés simplement à aider les

lecteurs à lire les textes, à permettre les rebonds et à préparer la suite du débat.

**UN « GUIDE DE LECTURE » POUR FACILITER LA LECTURE DES RÉPONSES (REÇUES ENTRE LE 31 MARS ET LE 8 AVRIL)**

1/A la question contenue dans le chapeau concernant le degré de nouveauté de la situation, de l'existence ou non d'une rupture de période, certaines contributions semblent dubitatives (Gill, Bensaïd). Plusieurs réponses (Samary, Romero, Nottummes et Page) penchent plutôt pour une interprétation selon laquelle l'invasion de l'Irak, pour y instaurer un régime aux ordres des États-Unis et du Royaume-Uni, a surtout un caractère de révélateur. L'agression achèverait de dégager sans fard ce qui était déjà contenu dans la guerre du Kosovo contre la Serbie, et annoncé encore plus clairement dans la réponse aux attentats du 11 septembre et dans l'attaque de l'Afghanistan. Turco ne veut pas dissocier cette guerre d'une longue série d'agressions impérialistes. Pour Johsua, au contraire, cette guerre et la période qu'elle ouvre sont vraiment nouvelles, en ce que la guerre a pour objectif essentiel de la part des États-Unis de faire admettre au reste du monde qu'ils sont les maîtres. Plus que les attentats du 11 septembre, c'est elle qui ouvre vraiment le XXI<sup>e</sup> siècle. Ceux qui sont plutôt d'accord pour dire que l'agression contre l'Irak ouvre une période nouvelle lient souvent leur appréciation aux fissures qu'ils voient dans les rangs impérialistes, entre pays, et aussi, de façon larvée, au sein de la bourgeoisie américaine (Chesnais, mais aussi de façon moins nette Fuentes et Divès). Serfati insiste lui aussi fortement sur la nouveauté,

mais il la situe d'abord dans les relations absolument nouvelles, très peu comprises selon lui, qui se sont nouées entre l'impérialisme et la guerre. Il est également question de ces relations nouvelles ou très accentuées dans le texte d'Antunés. Chesnais suggère que la théorie de Hannah Arendt au sujet des formes de pouvoir politique impliquées par l'impérialisme demeure plus pertinente que jamais.

2/Les deux questions complémentaires (ou faussement contradictoires) : degré de maîtrise réelle des événements et des processus de la part des États-Unis ? ou au contraire politique ayant des allures de « fuite en avant », traduisant ou annonçant, une crise de direction politique de l'impérialisme d'une certaine gravité, ont reçu beaucoup de réponses. Pour Duménil et Lévy, elles ne laissent pas assez de place à une situation plus nuancée qu'ils cherchent à cerner de plus près. En se servant de la notion de « stratégie d'État » empruntée à Henri Lefebvre, Romero est celui qui soutient le plus nettement que la politique des États-Unis est marquée par un degré de maîtrise assez élevé. Un peu dans le même sens, Bensaïd parle « d'enjeux qui valent un pari risqué ». D'autres au contraire considèrent que la situation est (et sera sans doute encore plus dans l'avenir) marquée plutôt par l'écart ou la contradiction entre les ambitions de l'impérialisme américain et leur faisabilité (Katz, Smith).

3/Certains (Callinicos, Husson) situent les raisons de cet « écart » plutôt dans les faiblesses structurelles de l'économie américaine. Husson décèle des incertitudes aux États-Unis mêmes quant à la légitimité de leur hégémonie. D'autres les situent

dans la configuration des relations politiques mondiales, qui interdisent de gérer pendant très longtemps le système impérialiste mondial sur le mode choisi par l'équipe Bush. Celle-ci menace les intérêts vitaux des bourgeoisies impérialistes secondaires, de la Chine et à un moindre degré de la Russie, et les oblige à se défendre. Les conditions de domination de l'impérialisme (comme un tout) autorisent-elles l'ouverture de crises si fortes entre les États et entre secteurs de la bourgeoisie américaine ? Chesnais en doute et parle donc de crise interne au bloc impérialiste. La re-colonisation de l'Irak et d'autres pays voisins, dans une tentative de « remodeler le Moyen Orient », est-elle vraiment à la portée des États-Unis ? Duménil et Lévy, Serfati, Katz, Fabrol, Mabel soulèvent tous cette question et pensent que si l'équipe Bush a cette ambition et qu'elle est mue par la conviction qu'elle est réalisable, il n'est pas du tout sûr que ce soit le cas. Une des limitations majeures des réponses, c'est qu'elles ont très peu à dire sur le Moyen Orient, à l'exception de la contribution de Mather sur l'Iran.

4/La question de savoir si l'agression contre l'Irak annonce le début d'une grande instabilité internationale, au plan politique comme au plan économique, a reçu plusieurs réponses. Pour Serfati, l'instabilité croissante à laquelle il faut se préparer est une conséquence des relations nouvelles entre la guerre et l'impérialisme, qui obligent de prévoir que la guerre pour changer le régime irakien sera sans doute suivie de beaucoup d'autres. C'est la possibilité d'un enchaînement diabolique de guerres qui le pousse à reprendre à son compte le terme de fuite en avant. Pour d'autres, comme Callinicos, les

causes de l'instabilité très grande se trouvent au niveau économique le plus profond, dans la crise de rentabilité du capitalisme. Plusieurs réponses autres que la sienne font aussi très brièvement allusion à l'effet en retour de la guerre sur la conjoncture et disent qu'il sera négatif. Noctiummes et Page font une place importante aux facteurs économiques, mais pensent que l'instabilité aura des causes multiples.

5/Le second groupe de questions concernait les relations entre la guerre et différents niveaux de crise économique : crise boursière, crise du capitalisme américain, crise du système impérialiste comme un tout. Duménil et Lévy s'amuse du mot « évidemment » dans la formulation de la première sous-question quant au rapport possible de la guerre « avec le krach boursier rampant et la crise financière et économique ». Ils donnent au passage un éclairage utile aux relations entre krach boursier et crise économique. Katz ne pense pas qu'il faille se placer à ce niveau. D'autres (Callinicos, Holder, Noctiummes et Page) croient la relation avec l'état actuel de l'économie américaine et internationale pertinente, même si elle n'est pas la seule qu'il faille considérer. Ceux qui disent qu'il faut dépasser l'aspect étroitement conjoncturel des rapports entre crise et guerre divergent ensuite dans leurs réponses. Antunés considère qu'il faut prendre la question au niveau le plus général de la logique destructrice du capitalisme parvenu à un stade où la « rationalité » de la sauvegarde de la propriété des moyens de production et de la domination impérialiste déclenche les formes les plus extrêmes d'irrationalité. Turco parle des contradictions d'un système capitaliste toujours plus

tourné sur lui-même au sein de ses bases triadiques.

6/Est-il correct de caractériser les liens des États-Unis avec presque toutes les autres parties de l'économie mondiale comme parasitaires ? Callinicos et Samary ne le pensent pas. Bensaïd hésite : pour lui c'est « excessif », mais pas complètement faux. Duménil et Lévy, en revanche, répondent que les États-Unis sont effectivement au centre d'un « système mondial de "pompage" des ressources ». Les traits particuliers des rapports impérialistes actuels, dont les États-Unis sont le pivot et le principal bénéficiaire, mais dont les autres pays impérialistes profitent aussi, sont au cœur de la réflexion de Serfati. Husson met en relief, de même que Chesnais, la nature et la signification des quatre ou cinq déficits que les États-Unis s'offrent le privilège de combiner. Divès est également d'accord pour utiliser le terme de parasitaire.

7/L'interprétation de la portée des clivages au Conseil de sécurité et du retour possible à un contexte de conflits inter-impérialistes suscite des réponses très différentes. Pour Katz, il s'agit d'une guerre impérialiste et non inter-impérialiste : la politique des États-Unis est bel et bien dirigée contre l'Europe (faire définitivement avorter l'Europe politique) et contre le Japon, mais ceux-ci n'ont pas les moyens de répondre. Duménil et Lévy voit des raisons aux positions de refus surtout propres à la situation interne des uns et des autres (ils parlent de « re-lustrage d'image personnelle » pour Chirac). Beaucoup de textes pensent (à l'exception peut-être de Turco) que si un retour vers des conflits inter-impérialistes analogues à ceux de phases antérieures

de l'impérialisme est exclu, il y a quand même des fissures nouvelles dans le front impérialiste. L'explication des causes va des enjeux pétroliers (rupture des rapports au sein de l'oligopole pétrolier au profit des groupes américains et détention par les États-Unis d'un levier insupportable) à l'existence de désaccords profonds sur l'appréciation des rapports politiques mondiaux, et donc sur les formes possibles et nécessaires de la « gouvernance » impérialiste mondiale. La question de la « gouvernance » impérialiste mondiale inclut celle du rôle de l'ONU et du Conseil de sécurité. Plusieurs contributions soulignent les dangers politiques très grands de tomber dans le piège du « rôle positif » de ces institutions. Certains (Turco, Fabrol) rappellent les positions marxistes à propos de la Société des nations : « la caverne des brigands » de Lénine.

8/Si la politique des États-Unis est dirigée contre l'Europe et a pour but notamment de faire définitivement avorter l'Europe politique, s'il existe plus que jamais, ainsi que Trotsky l'avait posé, une question « Europe et Amérique » (Husson), il s'agit de savoir si les bourgeoisies européennes et leurs dirigeants politiques peuvent y répondre. La réponse est non : il faut une autre Europe, si celle-ci doit devenir un point d'appui pour les combats anti-impérialistes ailleurs dans le monde. Mais alors, laquelle et comment (Samary, Chesnais), sous l'impulsion de quelles forces ?

9/Beaucoup de réponses s'attachent au dernier groupe de questions. Certaines répondent de façon plus affirmative que d'autres que le combat contre la guerre ouvre un espace élargi pour le combat anti-capitaliste. C'est le cas en particulier de Divès. A

peu près toutes les réponses soulignent très fortement la nécessité de l'indépendance politique du mouvement anti-guerre, mais certains (Holder, Fabrol) y insistent plus que d'autres, analysant le mal causé par ceux qui se sont faits le relais dans le mouvement anti-guerre de l'appui au « vote de la France » à l'ONU, ou qui n'ont pas été aussi clairs qu'il le fallait sur ce point. Le lien entre la force des manifestations contre la guerre et le travail politique fait au sein du mouvement anti- ou alter-mondialiste est analysé par Callinicos. Il considère que la question de la guerre est une pierre de touche et un point de clivage essentiel au sein de ce mouvement. Turco apporte un éclairage intéressant sur les mots d'ordre contre la guerre au sein du mouvement anti-guerre italien. Aucune réponse ne constate de lien significatif entre les combats des salariés et des exploités sur le terrain économique et la mobilisation anti-guerre. Plusieurs contributions se posent la question de la manière de surmonter ce déficit. Elles en reviennent toutes au problème de l'indépendance politique du mouvement à l'égard des gouvernements en place. Les contributions latino-américaines soulèvent la même question par rapport à la lutte contre l'Accord de libre échange des Amériques (ALCA), expression la plus avancée de la mainmise projetée des États-Unis (et des autres impérialismes derrière eux) sur l'ensemble du continent, au Nord comme au Sud.

Ce « guide » est non limitatif. Il comporte certainement des oublis. Il ne demande qu'à être corrigé et amplifié. Il est une invitation à la poursuite de la discussion. Pour avancer, celle-ci devra obligatoirement être enrichie fortement par des apports venant de, ou portant sur le Moyen Orient.

Economistes, co-auteurs de nombreux livres, dont *La dynamique du capital, un siècle d'économie américaine*, 1996, et *Crise et sortie de crise, ordre et désordre néolibéraux*, 2000, tous deux parus dans la collection Actuel Marx Confrontation, PUF.

# Des questions importantes exigeant des formulations

**E**n préalable à nos réponses, nous voulons préciser très brièvement l'usage de trois termes que nous utilisons, ceux de néolibéralisme, d'impérialisme et d'hégémonie. Par néolibéralisme, nous entendons la configuration de pouvoir de classe, qui prévaut approximativement depuis le début des années 1980, où la prééminence de la fraction supérieure des propriétaires capitalistes (actionnaires et créanciers), largement portée par leurs institutions financières, s'est trouvée réaffirmée, en termes de pouvoirs et de revenus. Cette réaffirmation faisait suite à une période de « répression financière » relative, telle qu'exprimée dans ce qu'il est convenu d'appeler le « compromis keynésien ». Dans cet ordre social, la liberté des marchés est un outil, et ne s'oppose pas à l'intervention de l'État dans de multiples domaines (les États ont joué un rôle central

dans l'affirmation du néolibéralisme — s'il y a eu perte de souveraineté elle fut souverainement établie). Par impérialisme, nous ne désignons pas un stade du capitalisme, mais le rapport de subordination et d'exploitation qui relie les principaux pays capitalistes avancés à ceux de la périphérie, moins avancés (l'impérialisme passe lui-même par divers stades s'articulant avec des caractéristiques socio-économiques des pays du centre et de la périphérie). Cette domination et cette exploitation, dont le champ est international, et qui exprime la relation des classes dominantes à ce qui demeure leur État, s'articule aux dominations nationales des classes dominantes de tous les pays, dans des configurations que nous ne pouvons pas discuter ici. Nous utilisons le terme hégémonie dans un sens plus précis que la simple domination, et qui renvoie au système de l'impérialisme

(faisant écho au précédent « historique » de la ligue de Delos de l'antiquité grecque). L'impérialisme est collectif, mais hiérarchisé, dans son rapport aux pays dominés et compte tenu des contradictions inter-impérialistes. Les États-Unis occupent une position de leader parmi les États impérialistes, qui combine à la domination sur les autres pays, une domination vis-à-vis des « partenaires » dans le groupe. Il ne s'agit donc pas d'un simple leader. C'est une caractérisation simple mais importante du système actuel de l'impérialisme.

#### PAS DE MAITRISE

#### COMPLETE, MAIS

#### PAS NON PLUS DE FUITE

#### EN AVANT

La première question oppose d'abord deux interprétations de la situation de l'impérialisme contemporain. La première, en repoussoir, voudrait que la guerre états-unienne traduise une « maîtrise des événements et processus politiques » (a). La seconde suggère l'idée d'une « fuite en avant » face à une « crise de direction politique de l'impérialisme » (b). A cela s'ajoute une interrogation relative à l'éventuelle ouverture d'« une période d'extrême instabilité internationale » (c).

En ce qui concerne les deux premiers points, nous pensons que la situation actuelle tient des deux éléments, mais dans des formulations plus complexes.

La guerre des États-Unis reflète, dans une grande mesure, la conviction des dirigeants de ce pays que leur force militaire et politique est sans rival, et leur garantit la victoire et le contrôle de la situation qui en découlera. A des degrés divers, cette

appréciation, motrice de leur action, traduit une certaine surestimation de leurs pouvoirs. Sur le plan militaire, la victoire éventuelle sera moins facile qu'ils l'imaginaient ; sur le plan politique, ils sous-estiment certainement les difficultés qui résulteront d'une telle victoire (opposition croissante à échelle mondiale et notamment dans les pays musulmans et surtout arabes, nouvelles prétentions israéliennes dans l'achèvement de la conquête de la Palestine, problème du Kurdistan, déstabilisation de la Turquie, nouvelles vagues des luttes dites « terroristes », etc.). Tout délai dans la conduite des opérations échauffe l'opinion des populations, et toute augmentation des pertes de la coalition peut susciter des tensions politiques croissantes aux États-Unis et Royaume-Uni. C'est de ce point de vue que la résistance irakienne apparaît cruciale. Même si elle ne réussit pas à barrer la route de Bagdad, elle peut compromettre sérieusement la stratégie politique états-unienne.

Quant au second point, nous jugeons les termes « fuite en avant » et « crise » inappropriés. Davantage qu'une prise de conscience d'une crise de leur prééminence dans le camp impérialiste, l'action du gouvernement des États-Unis trahit la volonté de porter à un paroxysme l'affirmation de sa position de leader (d'hégémon), et ils s'en vantent : certains dirigeants ne se sont pas retenus pour affirmer explicitement que les européens seront bien contents que les États-Unis leur garantissent l'approvisionnement en pétrole, et cela à un prix raisonnable. Mais le point essentiel est que le contrôle du Moyen-Orient représente une arme de tout premier ordre dans le contrôle exercé sur les autres pays capitalistes développés. Il s'agit là d'un élé-

ment parmi d'autres dans une géostratégie plus globale de contrôle à échelle planétaire.

Peut-on enfin parler de l'ouverture d'une période d'« extrême instabilité » au terme du conflit ? On peut certainement affirmer qu'une victoire trop facile ouvrirait la porte à la poursuite de la stratégie actuelle, car elle ferait la preuve que la méthode forte paie. Autant de chantiers guerriers s'ouvriraient. Il s'agirait d'une catastrophe historique. Une victoire plus douteuse, dans le contexte d'une opposition internationale et nationale croissante, pourrait seule discréditer les forces actuellement dirigeantes aux États-Unis, et conduire ce pays à se replier sur d'autres composantes, jamais abandonnées, de ses stratégies impérialistes (comme la subversion politique et le chantage économique). Cette liste de scénarios n'est évidemment pas limitative, et il est difficile d'en doser les implications relatives en termes d'instabilité. D'innombrables autres éléments sont en jeu, comme, par exemple, la capacité des États-Unis à consolider leur domination (déjà très forte) en Amérique Latine, en achevant l'ouverture sans contrôle des frontières commerciales et financières entre eux-mêmes et des pays de niveau de développement inférieur, incapables, jusqu'alors, de présenter un front uni.

La seconde question se compose également de plusieurs éléments : le rôle présenté comme évident de la crise boursière, financière et économique dans l'explication de la guerre (a) ; au passage l'idée que le krach boursier serait l'« expression » de cette crise financière et économique (a') ; la recherche d'un fondement économique plus général dans les « relations économiques fortement parasitaires que les États-Unis ont

établies » avec le reste du monde (b) ; enfin la nécessité d'une réflexion plus fondamentale sur les caractères de l'impérialisme actuel (c).

Nous ne pensons pas que la situation (la conjoncture) économique actuelle des États-Unis (et/ou du monde) soit une cause importante de la guerre. Tout à fait indépendamment du jugement qu'on porte sur le sérieux des difficultés actuelles de cette économie — son éventuelle crise (dans et au-delà de la récession ou de la chute de la bourse), ou la menace d'une telle crise — la mise en marche de la guerre ne traduit pas la prise de conscience par les autorités états-uniennes de cette faiblesse, mais bien plutôt une conviction générale très « bushienne » de la force et de la supériorité des États-Unis. La dynamique de la guerre doit être comprise dans la ligne du triomphalisme néolibéral des années 1990, et du renforcement de l'hégémonie des États-Unis. Si la conjoncture actuelle a changé beaucoup de choses, Bush ne l'a pas compris. Il raisonne dans un autre cadre.

Qu'on nous comprenne bien : nous ne doutons pas du sérieux de la situation économique présente, qui débouchera pour le moins sur une reconfiguration du néolibéralisme (une nouvelle phase), voire sur son dépassement ; nous affirmons que ce n'est pas la perception de ces échéances qui a motivé l'administration états-unienne. Le fait que la guerre survienne dans une telle situation est éminemment important. Mais savoir si la crise actuelle rendra difficile le financement de la guerre ou si ce financement stimulera l'économie est une question à débattre.

Au passage, à propos du point (a) : nous dirions plutôt que la crise de la bourse procède de la dynamique néolibérale de rétablissement du

pouvoir et des revenus des capitalistes, qui conduisit à l'emballement boursier. Plus qu'une expression, elle constitue maintenant un facteur de crise financière susceptible de déstabiliser l'économie réelle. Ce point renvoie à une discussion plus générale concernant la relation de la hausse des cours de la bourse à la relative croissance aux États-Unis au cours des années 1990, surtout de leur seconde moitié, qui dépasse le champ des présentes questions.

Nous sommes évidemment d'accord avec la thèse (b), que nous défendons dans un récent article [1] ainsi que dans un projet de travail concernant l'impérialisme. Les États-Unis, débarrassés de la menace soviétique, ont vu leur position hégémonique renforcée par les dégâts causés par le néolibéralisme en Europe (beaucoup plus affectée pour des raisons structurelles), et a fortiori au Japon — sans parler de la périphérie passée sous la botte de la finance mondiale, états-unienne en tête. Ils sont au centre d'un système de « pompage » mondial des ressources (un système d'exploitation). C'est dans ce contexte que doit se comprendre ce paroxysme hégémonique dont nous avons fait mention antérieurement. Il correspond à la volonté de maintenir cet ordre.

#### CHIRAC : JEU

#### DIPLOMATIQUE ET

#### RE-LUSTRAGE D'IMAGE

#### PERSONNELLE

La troisième question a trait aux « fissures du front impérialiste », leur comparaison aux contradictions du passé (a), leur causes (b) et leur portée (c). Il faut souligner plusieurs caractères des contradictions inter-impérialistes que manifestent les résis-

tances de la France et de l'Allemagne, et d'autre part de la Russie et de la Chine. On s'en tiendra ici aux deux pays européens, et surtout à la France. En premier lieu, il convient de distinguer les aspects (et surtout « origines » (b) politiques et économiques de ce que la question appelle des « fissures ». Sur le plan politique, il est peut-être optimiste et flatteur pour les intéressés d'affirmer que leurs attitudes procèdent d'une conscience plus aiguë des risques attachés à la démarche des alliés engagés dans la guerre. Dans cette hypothèse, Chirac serait à l'avant-garde de la défense conséquente des intérêts du camp impérialiste, entraîné dans une aventure dangereuse pour l'ensemble des pays appartenant à ce camp (les « partenaires » dans la coalition impériale dont les États-Unis sont l'hégémon). Une fois passée la surprise amusée que peut susciter cette réflexion, il n'en reste pas moins qu'il faudrait réfléchir sur le sens du soutien que l'opinion publique française de droite donne à son chef d'État. Sur le plan économique, l'enjeu du contrôle pétrolier, des marchés locaux, etc., traduit des rivalités commerciales et financières davantage dans la ligne des affrontements inter-impérialistes (a). Mais nous ne sommes pas au bord d'une guerre inter-impérialiste ! Enfin, dernier caractère, cette opposition à la guerre revêt un caractère légaliste : la guerre avec l'ONU (donc pas tout de suite, compte tenu du délai donné aux inspecteurs, ou pas du tout, compte tenu du possible « veto »). Nous ne sommes pas loin de penser qu'il faut surtout voir dans cette démarche un procédé diplomatique (et, au passage, un re-lustrage d'image personnelle).

La question de la portée de cette résistance au niveau gouvernemental



(c) est évidemment plus difficile, car elle s'ouvre sur l'avenir. On peut en juger la portée limitée, dans la mesure où elle n'affecte pas l'intégration de l'Europe dans le camp néolibéral. Elle ne s'accompagne d'aucun sursaut pour mettre fin à la position subordonnée de l'Europe dans le néolibéralisme, malgré la pesanteur de la situation économique et les conséquences dramatiques qui sont en train d'en découler : retraites, santé, services publics en général, recherche, etc. Tous ces sordides que le gouvernement français actuel s'efforce d'accélérer, ne feront que renforcer l'inféodation européenne aux intérêts financiers globaux, et états-uniens en particulier. Si la volonté de rétablir la position de l'Europe dans le camp impérialiste est en jeu, elle apparaît bien fragmentaire et inconséquente ! Sur le plan économique et social, c'est l'impression de docilité qui domine : l'Europe s'aligne sur les techniques et modes d'organisation états-uniens avec beaucoup de diligence, au prix d'une croissance lente qui réduit son poids économique relatif, ce qui ne l'aidera pas à surmonter ses divisions politiques. Cette évolution témoigne d'un nationalisme (qui ne nous concerne pas) dont il est difficile de doser les aspects gesticulatoires et de contenu. Mais nous serons peut-être surpris !

### COMMENT EN FINIR ?

La quatrième question est double : le lien entre les résistances gouvernementales à la guerre et les luttes populaires (a) ; et comment transformer la lutte contre la guerre et pour une autre mondialisation en luttes anticapitalistes (b). Sur le premier point, nous pensons que nos gouvernements ont certainement saisi qu'il y

avait une carte à jouer, mais il serait abusif d'affirmer que les luttes ont véritablement pesé sur l'attitude gouvernementale. Concernant le second point : les luttes contre la guerre et la mondialisation néolibérale possèdent déjà d'importantes composantes anticapitalistes. Il suffit de circuler dans un forum comme ceux de Porto Alegre pour s'en persuader (en se fixant sur la situation française, les choses apparaissent assez différentes). La dynamique de ces luttes est certainement porteuse de leur radicalisation. En toute modestie par rapport aux événements actuels, on peut affirmer que l'histoire se répète : le capitalisme produit bien, par sa violence (réaffirmée dans le néolibéralisme), les conditions de l'émergence des luttes susceptibles de conduire à son élimination. Le problème est que les alternatives radicales ont dérivé vers le « socialisme » réel et que les alternatives réformistes ont été défaits dans la crise des années 1970. Comment en finir ? C'est là la question !

#### Note

1- Néolibéralisme-néomilitarisme, Revue *Actuel Marx*, n° 33, également sur notre site internet, [http : //www.cepremap.ens.fr/le-vy/](http://www.cepremap.ens.fr/le-vy/)

# Militarisme et impérialisme aujourd'hui : une relation spécifique

La montée du militarisme américain, dont l'invasion de l'Irak est un moment, est étroitement liée à des caractéristiques géopolitiques et économiques de la phase actuelle du capitalisme. La manière dont les forces compulsives qui nourrissent le militarisme et les guerres [1] se fraient une voie et finissent par s'imposer dans certaines configurations historiques et institutionnelles doit être analysée avec soin, sous peine de ressasser des généralités. On ne peut pas parler des « guerres en général » même à propos des guerres menées à l'époque de l'impérialisme analysée par Hobson et les marxistes de la II<sup>e</sup> Internationale. Les guerres de conquête coloniale, qui ont consolidé les pays impérialistes, se passaient dans des conditions économiques et politiques, comportaient des objectifs qui différaient sur de nombreux points des deux Guerres Mondiales du vingtième siècle, qui ont directement opposé ces mêmes puissance impérialistes.

Affirmer que la guerre et le militarisme ont toujours été une arme de domination du capital est un point de départ nécessaire. Toutefois, cela ne mène pas très loin si on tire comme leçon (même préliminaire) de la guerre contre l'Irak qu'il n'y a pas grand chose de nouveau sous le ciel impérialiste et que l'économie continue « comme avant » une fois la guerre terminée.

Trois facteurs absolument complémentaires me paraissent déterminants pour comprendre la situation actuelle. D'abord, la guerre contre l'Irak s'inscrit non seulement dans la continuité « historique » de la politique impérialiste des États-Unis, mais surtout dans sa réactivation à grande échelle, déjà plus qu'évidente au cours des années quatre-vingt-dix. Cette réactivation, de même que l'imbrication plus étroite de l'économie et du militarisme, ont été généralement sous-estimées par les marxistes travaillant dans le domaine de la critique de l'économie du capi-

tal. En second lieu, la régénération du système militaro-industriel, dont les liens avec le capital financier (investisseurs institutionnels, marchés financiers) se sont sérieusement renforcés dans la décennie passée, renforce l'inexorabilité de la guerre.

Le troisième facteur majeur résulte des contradictions auxquelles la mondialisation du capital a conduit. Celle-ci a enfoncé la plus grande partie de la planète dans la crise et mis en cause les conditions de survie d'une partie croissante de l'humanité. Un cycle de la mondialisation du capital s'est clos en 2000. Les États-Unis ont été à leur tour confrontés à une récession dès la fin 2000 (bien avant les attentats du 11 septembre). Ils sont à l'évidence les principaux bénéficiaires de l'emprise croissante exercée à l'échelle mondiale par le capital financier. Cependant, dès lors que l'on considère l'économie mondiale « comme une puissante réalité interdépendante créée par la division du travail et par le marché mondial, qui à notre époque domine tous les marchés nationaux » [2], il est absurde de considérer que le capitalisme américain peut être durablement « hors-la-crise ». L'accumulation de contradictions, dont une forme contemporaine majeure se manifeste dans un parasitisme financier de grande ampleur s'est exprimée au cœur de l'État rentier dominant. Ces trois facteurs se sont auto-renforcés et nécessitent un réexamen, qui ne peut être fait ici, de la relation de l'« économique » au politique (qui inclut le militaire) au sein du capitalisme comme mode de domination sociale.

## UN TERRORISME D'ÉTAT ET NÉANMOINS

### UNE FUITE EN AVANT

La guerre contre l'Irak représente une fuite en avant de Bush et de son équipe. Leur comportement n'est certes pas fondé sur un terrorisme artisanal, mais sur un terrorisme d'État fondé sur une formidable puissance de forces destructrices. Le risque pour l'Administration ne se situe donc pas sur le plan des rapports de force militaires, mais tient aux conditions dans lesquelles cette guerre est engagée. L'Administration Bush déclenche des mécanismes qui vont non seulement être catastrophiques pour les exploités, mais qui risquent de se révéler dévastateurs sur le plan des relations géopolitiques et économiques internationales. Bush n'est pas Roosevelt, le mandat néo-colonial qu'il va mettre en place n'est pas le Plan Marshall ; Bagdad n'est pas (encore ?) Dresde [3].

L'Administration Bush se lance dans la guerre contre l'Irak en ébranlant profondément le cadre institutionnel des relations économiques et politiques internationales. L'opposition massive des peuples à la guerre est évidemment un événement majeur, comme l'est également le contournement de l'ONU (voir plus bas). Mais l'ébranlement porte aussi sur la configuration des rapports économiques établie dans les années quatre-vingt-dix. La domination du capital financier et les processus de mise en valeur du capital productif ont poussé à un degré très élevé l'interdépendance entre les grands groupes multinationaux, et d'abord ceux de la zone transatlantique. Cette interdépendance combine la coopération pour faire produire toujours plus de valeur par les salariés, et la concurrence pour préserver les parts de marché, dans un contexte où l'accumulation du capital à l'échelle

mondiale s'est faite à un rythme très ralenti dans les dernières décennies. L'impasse à laquelle conduit la domination du capital rentier, et qui est désormais perceptible même aux États-Unis, renforce la recherche de solutions dans lesquelles la préservation des intérêts des élites politiques et des classes dominantes doit être directement assurée par la force. Le « clan Bush » a été sérieusement épuré des personnalités « modérées » qui entouraient Bush père. Ses appuis sont les groupes financiers, pétroliers et militaro-industriels. Il représente l'aile marchante des classes dominantes des États-Unis. En leur sein, certaines fractions « éclairées » peuvent être effrayées par l'intégrisme religieux et l'« unilatéralisme » de l'Administration, mais à cette étape, ces inquiétudes s'effacent devant l'inévitabilité du choix. En dépit de la fuite en avant actuelle, la politique de celle-ci constitue la seule solution dont les classes dominantes des États-Unis disposent à l'étape actuelle (c'est vrai aussi pour la fraction organisée en Grande-Bretagne autour de la City, dans un degré d'interpénétration élevé avec les marchés financiers américains).

Imposer un « mandat » sur l'Irak, organiser la prédation de ses ressources pétrolières et défendre demain la domination du capital rentier par des interventions militaires encore plus puissantes en Amérique latine et ailleurs, marque un changement radical dans le type de domination sur les classes et les peuples, mais également dans les relations avec les autres pays impérialistes. Cette guerre et celles qui risquent de suivre dans la foulée n'annoncent pas un capitalisme dans lequel la « paix des marchés » régnerait. Elle introduit de profonds éléments perturbateurs, y compris dans les pro-

cessus économiques qui se sont déroulés depuis une décennie. Le mode de domination sociale du capital qui résultera de l'occupation de l'Irak aura peu à voir avec les règles qui sont discutées au sein de l'OMC.

La guerre contre l'Irak est engagée à un moment où l'Administration Bush, confrontée à la récession et à un chômage qui ne cesse de croître, a fait adopter un programme budgétaire dont même les milieux d'affaires doutent fort qu'il puisse substantiellement relancer la croissance. Ses traits dominants sont une augmentation des dépenses militaires et une réduction massive des impôts pour la minorité la plus riche et rentière de la population [4]. De la manière dont sera conclue la guerre contre l'Irak et du prix du pétrole dépendront l'ampleur et la durée du « soulagement des marchés », le volume de capitaux qui afflueront du reste du monde en quête de sécurité retrouvée sur les places financières américaines et la confiance des ménages américains. Cependant, le stimulant dont pourrait bénéficier l'économie américaine risque d'être de courte durée. L'instabilité croissante des cycles de croissance et de récession qui a caractérisé l'économie mondiale au cours des années quatre-vingt-dix sera encore renforcée par les guerres et interventions militaires que mèneront les États-Unis, au nom de leur sécurité nationale qui, rappelons-le encore une fois, inclut la défense des systèmes globaux financiers, commerciaux, de transport et d'énergie.

## CHIRAC ET L'ONU

Un point faible du mouvement contre la guerre impérialiste de Bush, perceptible aussi dans les analyses faites par les spécialistes qui se si-

tuent dans une problématique « anti-capitaliste » concerne la place qu'ils accordent aux gouvernements des autres pays capitalistes, notamment la France.

On assiste depuis quelques mois à un rassemblement consensuel explicite ou tacite [5] autour de la « position de la France » sur la question de l'Irak qui mérite réflexion. La position défendue par Chirac et de Villepin était que l'Irak devait être désarmé par des moyens pacifiques et sur mandat du Conseil de Sécurité de l'ONU. Il n'est pas besoin de reprendre les termes véhéments utilisés par les dirigeants soviétiques contre la SDN (une « caverne des brigands ») ou ceux employés pour de tout autres raisons par de Gaulle pour qualifier l'ONU (ce « machin ») pour s'interroger sur le bilan réel de l'ONU.

La résolution 1441 a été ainsi présentée comme un aboutissement (et un succès) de la diplomatie française. Elle se situait en fait dans la lignée de nombreuses résolutions dont l'ambiguïté sémantique a permis dans le passé des interprétations à la carte par les pays concernés. Qui a trouvé à y redire dans le proche passé ? Qui se rappelle encore que la précédente guerre contre l'Irak (pas la première, puisque les agressions coloniales n'ont pas manqué au cours du vingtième siècle contre ce pays) était menée par G. Bush père sans autorisation explicite des Nations-unies ? Plus récemment, la guerre menée en Serbie par l'OTAN n'avait pas la moindre couverture juridique, pas plus que n'en avaient les bombardements incessants sur l'Irak depuis 1998. Et on passera sur le bombardement du réacteur nucléaire Osirak en 1981, le bombardement américain sur la Libye en 1986, contre le Soudan et

l'Afghanistan (par le « multilatéraliste » Clinton). On passera également sur le « deux poids, deux mesures » observé par un chercheur et militant américain, S. Zunes, qui a recensé, sans souci d'exhaustivité, 91 violations de résolutions votées par le Conseil de Sécurité. Les deux alliés stratégiques des États-Unis, Israël et la Turquie, viennent largement en tête (56 violations sur les 91 comptabilisées). Je partage sur ce point le point de vue de M. Chemillier-Gendreau lorsqu'elle écrit « le système [fondé sur le droit de veto des membres permanents, C.S.] est arrivé à produire lui-même les violations des droits de l'homme » [6].

L'essentiel de la politique de la France a été consacré à tenter de sauver la légitimité du Conseil de sécurité de l'ONU, et de façon plus précise, le droit de veto qu'y détiennent les cinq membres permanents depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le fait nouveau est que, malgré les tentatives faites par tous les pays dominants, il n'a pas été possible d'obtenir une seconde résolution de l'ONU. Les clivages intervenus au Conseil de Sécurité révèlent sans aucun doute de profondes divergences. Chirac n'a pas adopté une position différente des États-Unis par amour pour la démocratie et les droits de l'homme. Il se jouait à l'ONU une partie décisive. Elle concernait l'adéquation entre cette institution, son mode de fonctionnement hérité des rapports de force construits après la Seconde Guerre mondiale et la réalité des nouveaux rapports de force géopolitiques et économiques qui se sont formés au cours de la décennie quatre-vingt-dix. Deux « logiques » se sont affrontées : d'une part, la liberté que se donnent les États-Unis de s'affranchir de nombreux traités et

règles de droit international, à commencer par ceux concernant la « sécurité internationale », d'autre part la défense de leur statut privilégié au Conseil de Sécurité par la France et la Russie, et ainsi la préservation des formes de domination politique incarnées dans le droit de veto des membres permanents.

Le gouvernement français, engagé dans de périlleuses interventions militaires et diplomatiques pour sauver les positions de la France et de ses groupes financiers en Afrique, n'est jamais sorti de ce cadre Onusien... et de la réaffirmation que la France est un allié fidèle des États-Unis. L'autorisation de survol donnée aux bombardiers américains chargés d'armes de destruction massive « parce que c'est une tradition entre pays membres de l'OTAN » (Chirac) n'est qu'un signe parmi d'autres des limites que Chirac se refuse à franchir. Depuis le début de cette guerre, la diplomatie française agit sur un axe : l'après-guerre et le rôle que doit y jouer l'ONU [7]. Il ne s'agit pas seulement de la tentative, un peu dérisoire, de transformer l'ONU en organisation humanitaire (« faire la vaiselle des Américains »). Il s'agit plus profondément d'instituer, sous l'égide de la « communauté internationale », un retour au mandat proposé au temps de la SDN. C'est le seul cadre dans lequel le gouvernement français pourrait espérer jouer un rôle. Le compromis à trouver porte sur les équilibres de pouvoir entre les États-Unis et les autres pays, la place de l'ONU et de l'OTAN dans la gestion du mandat.

## RÉALITÉ ET LIMITES

### DES RIVALITÉS

### INTER-IMPÉRIALISTES

Les rivalités inter-impérialistes n'ont pas disparu dans les décennies d'après-guerre au profit de la création d'un « super-impérialisme ». Elles ne sont pas non plus dissoutes dans la mondialisation du capital qui aurait donné naissance à une domination des grands groupes financiers multinationaux qui auraient, par leur comportement, mis fin aux frontières et aux États [8]. La paix entre les pays impérialistes a enfin régné après la barbarie des guerres inter-impérialistes du vingtième siècle, en raison de l'extraordinaire suprématie militaire, mais aussi de l'importance des États-Unis pour les classes dirigeantes « Occidentales » (qui incluent ici le Japon, l'Australie, etc.). Cependant, personne ne peut croire que demain les États-Unis attendront passivement une montée en puissance du capitalisme chinois impulsée par les dirigeants du PC Chinois qui les menacerait.

Les désaccords entre la France et l'Allemagne et les États-Unis reposent pour une part importante sur les rivalités économiques. Pas seulement pour l'accès au pétrole irakien (Elf possède 25 % des droits de développement du pétrole de ce pays), mais plus généralement sur les règles du jeu de la concurrence internationale. La concurrence entre les pays capitalistes n'a jamais été un terrain de jeu nivelé sur lequel les joueurs respectent les règles et les arbitres. Ou plutôt, ce n'est que lorsque le partage du monde est équitable (pour les classes dominantes) ou convient aux « joueurs », c'est-à-dire lorsque l'accumulation est relativement stable qu'un calme provisoire règne.

Ce n'est plus le cas aujourd'hui. La prédation organisée par le déploiement du capital financier n'a pas suffi à l'économie américaine pour échapp-

per à la crise. Les classes dominantes de l'Europe cherchent à s'organiser face à la voracité du capital américain adossé à la puissance militaire. Cette résistance concerne à la fois la concurrence directe sur les marchés Américains et Européens, qui ensemble représentent le cœur de la mondialisation du capital (entre 60 et 80 % des échanges commerciaux, des Investissements des groupes multinationaux, des places financières, etc.) mais également aux prétentions du capital américain, adossé à la puissance militaire, de marginaliser ces concurrents par les moyens « déloyaux » de la guerre effective, de la pression militaro-diplomatique sur les pays (par exemple la tragi-comédie du prêt au gouvernement Turc en contrepartie de son acceptation que les troupes et les avions américains passent par leur territoire).

Le problème se joue, une fois de plus, en Europe. Les classes dominantes des deux pays majeurs (les classes dominantes de la Grande-Bretagne, quoique elles-mêmes traversées par des clivages sur la question des relations aux États-Unis, occupent une place et ont un comportement différents) souffrent plus que jamais de l'absence d'un État Européen, dont la matérialisation véritable ne serait pas la monnaie unique, mais la mise en place d'une défense commune qui revendiquerait son autonomie face aux États-Unis.

## DEUX PROBLEMES

### CRUCIAUX

Pour l'avenir du combat contre la guerre et contre le capitalisme, deux problèmes sont cruciaux. Le premier concerne le soutien apporté par les dirigeants du mouvement ouvrier et

social à la position de Chirac sur l'Irak. Le consensus qui existe en France sur le rôle que devrait jouer l'ONU dans cette question me paraît marquer une faiblesse de la réflexion du mouvement politique anticapitaliste. Le débat sur un autre ordre politique mondial était possible et nécessaire, qui ne s'arrêtait pas à demander à Chirac d'utiliser le droit de veto dont la France dispose à l'ONU. Quand Chirac déclare que l'attitude conciliante de Saddam Hussein est liée à la menace exercée par l'armée américaine, il fixe les contours de sa conception du droit international [9]. Ce qu'on appelle « la crise de l'ONU » est son inadéquation aux nouveaux rapports de force. Le mouvement anti-capitaliste doit formuler des revendications offensives sur les questions de la constitution des formes politiques de l'« alter-mondialisation ». Le second problème concerne la compréhension de la relation entre guerre et mondialisation du capital. La guerre contre l'Irak ne doit pas masquer que la planète est déchirée par les guerres. Les guerres en Afrique sont, de façon exemplaire, partie prenante de la domination du capital financier et rentier. Elles ne peuvent être sous-estimées par le mouvement anti-impérialiste, en particulier en France, lorsqu'on connaît la responsabilité des réseaux politiques et financiers (la « Franceafrique ») dans le chaos et la destruction massive des populations africaines.

## Notes

1- Ce que Jaurès condensait dans cette formule : « *le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage* ».

2- Trotski, Préface de l'édition française (rédigée en 1930) à la *Révolution Permanente*

3- En février 1945, l'aviation alliée bombarde Dresde, en fait la rase, et 250 000 personnes périssent. L'objectif de la campagne était la destruction des usines d'armement, la date et l'ampleur du massacre indiquent plutôt qu'elle constituait en réalité une extermination physique de la résistance ouvrière et populaire qui aurait sans doute émergé sur les décombres de l'État nazi.

4- Le magazine *Business Week* (20 janvier 2003) a titré son dossier consacré au programme budgétaire : « Guerre de classes ? ». Les éléments rassemblés dans le dossier indiquent qu'il n'y a aucun doute sur le fait que le point d'interrogation est inutile.

5- Dans la belle tradition de la cinquième république, les parlementaires français n'ont pas eu à voter sur cette position, l'argument étant que les affaires étrangères sont du ressort du Président de la République...

6- *Droit international et démocratie mondiale. Les raisons d'un échec*, La Discorde, Textuel, 2002, p. 27

7- Voir les déclarations d'allégeance de Villepin le 26 mars à Londres, et depuis, le souhait que les États-Unis gagnent cette guerre... illégale.

8- J'ai abordé ces questions dans « Une bourgeoisie mondiale pour un capital financier mondialisé ? » dans (ouvrage collectif) *La bourgeoisie : Classe dirigeante d'un nouveau capitalisme*, Syllepse, 2001

9- Ce que J. Nikonoff, président d'ATTAC, appelle dans un entretien avec *l'Humanité* (19 mars 2003), « une position universaliste... Pourquoi la même chose ne fonctionnerait-elle pas sur le plan de la mondialisation économique ?.. Si Chirac voulait vraiment entrer dans l'histoire, comme certains en parlent, il situerait également son action sur le plan économique et social ». Il ne le fait donc pas ?

# Une disproportion entre l'ambition et la faisabilité du projet impérialiste

L'invasion de l'Irak a effectivement placé au centre du débat la situation de l'impérialisme contemporain, ce qui exige de caractériser ses principaux traits. L'impérialisme du XX<sup>e</sup> siècle constitue un mécanisme de domination des capitalistes des pays centraux sur l'ensemble des pays périphériques. Cette oppression s'exerce économiquement par le transfert systématique de ressources, politiquement à travers des processus de re-colonisation et militairement par l'intermédiaire de la présence de troupes d'occupation. L'agression en cours est un coup de force impérialiste parce que ces trois dimensions sont présentes dans l'intention Nord-Américaine de s'approprier le pétrole, de redessiner la carte de la région et de renforcer le déploiement de bases étrangères au Moyen Orient.

A n'en pas douter, le conflit inaugure une « nouvelle période d'instabilité » mais le problème majeur consiste à définir la maillon faible de ces déséquilibres. A mon avis, ce point critique se situe dans la disproportion existante entre l'ambition et la faisabilité du projet impérialiste auquel fait face l'administration Bush.

Occuper l'Irak (et menacer la Syrie et l'Iran), ce n'est pas pareil que de s'emparer de la Grenade, de prendre Panama ou de faire une incursion en Somalie. L'Irak est un pays qui a atteint un certain développement économique, technologique et militaire propre et qui ne peut être facilement réduit au statut de colonie. Les États-Unis tentent d'agir comme la Grande Bretagne au XIX<sup>e</sup> siècle en envoyant une flotte pour occuper des régions, balkaniser des pays, installer une administration de cipayes pour piller les

ressources naturelles. Mais ils n'affrontent pas des populations primitives, des nations à constituer ou des États inexistantes, mais des communautés déjà structurées qui, de surcroît, ont une vaste mémoire d'oppression coloniale.

Le premier indice de la viabilité stratégique limitée de l'opération apparaît dans la résistance à laquelle se heurte le Pentagone pour réaliser l'invasion rapide, simple et sans effusion de sang qu'il avait promise. Mais même s'ils parviennent à une conquête achevée du pays, les États-Unis s'affrontent à la perspective d'une résistance soutenue. Leur régime d'occupation peut finir par recréer une grande lutte anticolonialiste.

Mais, le plus important, c'est la portée régionale de cette bataille, car l'invasion est en train de ressusciter les sentiments anti-impérialistes dans tout le monde arabe, qui jusque-là ne se rejoignaient que sur la question palestinienne. C'est pourquoi cette éventuelle « palestiniisation » du conflit provoque un tel vertige parmi les artisans de la politique extérieure nord-américaine.

#### PAS DE RAPPORT

#### IMMÉDIAT AVEC

#### LA CONJONCTURE

#### ÉCONOMIQUE

Je ne crois pas qu'il existe une relation directe entre l'invasion de l'Irak et les dérives boursières et financières récentes. Ces convulsions sont le produit de l'explosion de liquidité qu'a générée la dérégulation néolibérale de la dernière décennie, et aussi de la vulnérabilité créée par la gravitation du capital financier et la prééminence des créanciers. Mais les promoteurs directs de l'agression

n'ont été ni les banques, ni les fonds de pension, mais le lobby pétrolier et le complexe militaro-industriel. Le qualificatif de « parasites » convient à tous ces groupes et aussi au gros de la classe capitaliste.

A mon avis, l'attaque contre l'Irak obéit au besoin qu'ont les États-Unis de réaliser une phase de conquêtes qui réaffirmerait leur hégémonie. De même que le capitalisme nord-américain a été le protagoniste des grandes transformations enregistrées depuis le début des années quatre-vingt-dix (saut qualitatif de la mondialisation, révolution informatique, dérégulation bancaire, re-colonisation de la périphérie, expansion géographique et sectorielle du capitalisme), il est aussi l'artisan principal des coups de force impérialistes.

C'est pourquoi, bien que Bush ait précipité la guerre pour donner un coup d'arrêt à la récession actuelle, son pari n'est pas conjoncturel. Une victoire militaire est devenue indispensable pour essayer de ressusciter la croissance des années quatre-vingt-dix, avec stimulants fiscaux pour les groupes les plus puissants et incitations aux investissements des entreprises, fondées sur des remises en cause sociales. La démonstration d'une grande puissance de feu est, par exemple, la manière d'induire un prix du dollar qui préserverait l'entrée des capitaux aux États-Unis et permettrait en même temps une relance des exportations. Il est faux d'interpréter l'invasion simplement comme une « aventure irrationnelle » des faucons de Rumsfeld. Toute la classe dominante nord-américaine soutient l'agression et la soutiendra tant que l'opération aura des chances de succès. Les divisions n'émergeront avec force que si la guerre s'enlise. Ce soutien de la classe capitaliste révèle que le belli-

cisme n'est pas qu'un « rideau de fumée » pour distraire la population des difficultés économiques, ou un expédient électoral pour gagner des voix grâce à des discours patriotiques. C'est un besoin métabolique du capitalisme nord-américain.

A cette étape, caractériser ce que sera l'impact économique de la guerre est prématuré. Les pronostics de Wall Street (« un conflit bref réactivera les affaires et la prolongation de la guerre affolera le prix du brut ») et des groupes impliqués dans l'économie de la mort (« la reconstitution de l'Irak stimulera à nouveau le niveau d'activité si les dépenses militaires n'excèdent pas le déficit fiscal ») sont très conjoncturels. En perspective, tout dépend du résultat du conflit. Ce dénouement pourrait constituer un virage dans le développement ou dans l'échec définitif de la nouvelle étape du capitalisme qui a semblé se profiler dès les années quatre-vingt-dix.

#### NATURE DES « FISSURES

#### DANS LE FRONT

#### IMPÉRIALISTE »

#### ET RÉACTIONS

#### ANTI-GUERRE

Pour clarifier la question des « fissures dans le front impérialiste » et établir des comparaisons par rapport au passé, il convient de mettre en évidence trois traits du conflit. D'abord, il ne s'agit pas d'une guerre impériale dans le sens que Negri assigne à ce terme, puisqu'elle n'oppose pas des forces appartenant à un même capital transnational. Le conflit confirme que les frontières ne se sont pas dissoutes et que les groupes capitalistes continuent de rivaliser sous la protection de leurs



États. Il ne faut pas abuser non plus des analogies avec l'empire romain, parce que le fonctionnement et les contradictions du capitalisme contemporain diffèrent complètement des forces prééminentes durant l'antiquité.

Deuxièmement, l'attaque contre l'Irak ne s'inscrit pas dans la logique des guerres inter-impérialistes qui ont prédominé jusqu'à la moitié du siècle passé, parce que la préparation d'un affrontement guerrier entre les grandes puissances n'est pas en vue. La tentative d'affaiblir un concurrent à travers un coup de force colonial est complètement différente de la préparation à un choc direct. Les États-Unis essaient de faire avorter le projet communautaire de leur concurrent européen et de subordonner définitivement le Japon. Mais pour le moment, quel que soit le dénouement, il ne rendrait pas la crise actuelle semblable à la période qui a précédé la Seconde Guerre, parce qu'aucune puissance ou coalition n'est en condition de préparer un défi militaire aux États-Unis.

C'est pourquoi l'analogie entre Bush et Hitler, que beaucoup de critiques de l'impérialisme opposent à la ridicule parenté entre Saddam et le troisième Reich que répand la presse nord-américaine, est aussi tape-à-l'œil que fausse. Il est certain que les délires mystiques de Bush rappellent Hitler, et que l'holocauste que peut déclencher la machine de guerre nord-américaine dépasse tout ce que l'on a connu. Mais la guerre en cours est impérialiste et pas inter-impérialiste. C'est pour cela que je ne crois pas juste de définir l'impérialisme selon la vision classique, comme une étape (« terminale » ou non) du capitalisme, ni comme une période scellée par la répartition du monde, à travers des confrontations armées

entre les principales puissances. Je crois que nous devrions aussi partir de cette caractérisation pour évaluer les projets du Pentagone contre la Chine et la Russie.

En troisième lieu, le cours de la guerre est en train d'illustrer les limites auxquelles sont confrontés les États-Unis pour agir en tant que puissance super impérialiste, c'est-à-dire sans adversaires significatifs et capables de se passer de grandes alliances pour exercer leur hégémonie.

Bien que Bush ait lancé l'offensive contre l'Irak en provoquant une crise inédite à l'OTAN et en mettant en danger l'existence future de l'ONU, les États-Unis ont besoin de reconstruire un réseau sérieux quelconque d'alliances pour agir en tant que puissance dominante, qui dépasse l'actuelle clownerie armée avec de petits pays pour soutenir l'attaque contre l'Irak.

L'élément le plus significatif de l'agression en cours est l'impressionnante réaction internationale contre le génocide. A la différence du Vietnam, ce rejet commence avant le conflit et non comme le résultat de son sanglant déroulement. Cette mobilisation exceptionnelle contredit la passivité prédominante durant les années quatre-vingt-dix face aux guerres du Golfe et des Balkans, et dépasse la portée de la résistance aux Pershing qui émut l'Europe entre 81 et 83. C'est une résistance populaire qui est en position de faire échouer l'opération impérialiste.

Tout aussi remarquable m'apparaît l'existence d'un forum mondial qui impulse et coordonne les manifestations, parce qu'un mouvement de protestation contre la globalisation capitaliste est en train d'évoluer vers un combat frontal contre le militarisme impérialiste. Passer du rejet des banquiers à la mobilisation contre la

guerre permet de développer la conscience anti-capitaliste naissante qui existe dans la nouvelle génération qui gagne les rues, en affrontant le néolibéralisme sans avoir subi le traumatisme politique qu'a représenté l'effondrement de l'ex URSS.

Il ne faut pas oublier que les guerres ont précipité, dans le passé, le renouveau du projet socialiste, et que cette perspective constitue une possibilité de la réalité actuelle. Mais pour avancer dans cette direction, une attitude politique claire des socialistes est nécessaire sur quatre fronts au moins.

On doit remettre en cause, d'abord, l'attente d'une solution progressiste surgie de la conformation actuelle de l'ONU, et l'occultation de la responsabilité de cet organisme dans le bain de sang en Irak. En second lieu il faut polémiquer avec la croyance répandue que les gouvernements capitalistes d'Europe opposés à la guerre sont l'exemple à suivre, en oubliant leur complicité et leur intérêts dans le coup de force impérialiste. En troisième lieu, il convient d'adopter une attitude très critique face aux intellectuels contemplatifs ou cyniques qui ne mettent pas en valeur l'exceptionnel progressisme du mouvement de protestation contre la guerre. Enfin, il convient d'établir dans chaque région les liens qui relient la lutte contre la guerre aux axes de la mobilisation populaire. Dans le cas de l'Amérique Latine, ces ponts sont la bataille contre l'ALCA et contre le paiement de la dette externe.

Responsable du Movimento de esquerda socialista (MES), gauche du PT brésilien. Ancien dirigeant du MAS de Nahuel Moreno, puis du MST argentins.

# Un débat opportun qu'il faut poursuivre et développer

Il n'est pas facile de répondre rapidement aux quatre questions, au milieu de la mobilisation croissante qui nous presse plus que tout pour intervenir, mais c'est très opportun et nécessaire. Nous vous félicitons pour cette initiative qui vient au bon moment, puisque, comme vous, rédacteurs et éditeurs de Carré Rouge, nous pensons qu'un débat entre différents courants, tendances et/ou revues est indispensable. Nous partageons le point de vue selon lequel s'est ouverte une nouvelle situation mondiale, qui non seulement pose impérieusement la question de la nécessité de cet échange, puisqu'il y a de nouveaux problèmes qui ne peuvent être résolus par un seul courant, mais qui ouvre aussi de nouveaux horizons pour le regroupement de forces anticapitalistes.

Il y a une nouvelle situation qui n'est pas encore totalement définie, car le rapport de forces pourra être établi de manière plus claire à partir du résultat militaire mais aussi politique de la guerre, qui est maintenant, jusqu'à un certain point, ouvert : la fin peut être plus ou moins rapide ou comme cela paraît déjà être la tendance, un certain enlisement des États-Unis dû au fait qu'ils ont rencontré une résis-

tance plus importante que prévue. Si cela se passe ainsi, ce n'est pas dû à la force de Saddam parmi les masses, mais à la barbarie de l'attaque et à la conscience que les masses sont en train d'acquiescer dans le monde et en Irak du caractère colonisateur et spoliateur de cette nouvelle agression des États-Unis. Le rejet du conseil de sécurité et le grand rejet du mouvement des masses mondial doivent être en train d'agir en faveur de la résistance irakienne.

Je crois qu'en tout état de cause la guerre aiguise ces tendances à une instabilité mondiale supérieure. L'élément central de cette situation, conjointement à la crise, et qui fera qu'elle s'accroîtra, est en définitive la mobilisation mondiale des masses qui a lieu contre la guerre et qui conduira à un développement des luttes revendicatives des travailleurs et à des luttes anti-impérialistes. Ce sera, en définitive, le facteur central qui provoquera le plus d'instabilité. Ce qui se produira avec les masses aux USA définira jusqu'où arrivera cette nouvelle situation.

PAS JUSTE UNE GUERRE

## DE PLUS

Je crois qu'il y a un accord général sur le fait que ce n'est pas une guerre de plus parmi celles qu'il y a eu depuis le Vietnam. Et, bien que cette guerre apparaisse comme déjà ébauchée lors de celle qu'a menée auparavant l'impérialisme américain en Afghanistan, c'est fondamentalement quelque chose de nouveau. Il serait également faux de dire qu'elle est l'œuvre d'une politique aux aspects démentiels, ceux de Bush. Même si son équipe gouvernementale répond aux intérêts spécifiques de l'énergie et de l'armement, des raisons profondes amènent l'impérialisme à la guerre, déjà planifiée et décidée, même en sachant qu'ils devraient affronter le refus du Conseil de sécurité.

Je crois qu'il y a aussi un accord sur le fait que ce l'on appelle l'unitarisme de Bush signifie qu'il est décidé à soutenir sa domination mondiale avec de nouvelles règles du jeu, en usant de sa puissance militaire pour une politique de colonisation. Il est poussé par la nécessité de consolider l'hégémonie américaine au milieu d'une crise économique et politique mondiale majeure. La crise économique mondiale s'est aggravée dans la mesure où elle a touché depuis un an l'économie yankee, qui comme vous la définissez, est la plus parasitaire et endettée de la planète. (Dans ce sens, c'est une guerre pour défendre le dollar). L'autre signe fondamental de la situation est la polarisation mondiale croissante, comme conséquence de la crise des plans néolibéraux et de la résistance généralisée qu'ils suscitent. L'accentuation des contradictions entre les économies impérialistes se passe dans ce cadre général.

Quant au conflit inter-impérialiste,

qui évidemment semble passer au rouge vif avec la guerre, c'est pour nous un thème plus ou moins ouvert, où, pour l'aborder, la discussion avec les courants européens est importante. Il nous paraît important de ne pas tomber dans l'impressionnisme en croyant que nous sommes devant des contradictions similaires à celles qui ont provoqué la Première ou la Seconde Guerre mondiale. Une confrontation de ce type est impossible pour des raisons militaires mais aussi économiques et politiques. L'aggravation de la concurrence économique se produit dans la phase de la globalisation ; ce sont des contradictions et des discussions dans un cadre qui est celui d'une interdépendance plus grande entre les économies européennes, mais aussi avec l'économie la plus grande, celle des USA.

Les désaccords politiques de l'Allemagne et de la France avec l'unilatéralisme de Bush sont très importants. Ils ont développé une politique de résistance contre la guerre défensive et comme une pression pour provoquer un changement dans la politique nord-américaine, vers une politique qui prenne plus en compte les intérêts d'ensemble de l'impérialisme. Chose qui peut se produire selon la manière dont la guerre se déroulera et selon la mobilisation anti-guerre aux États-Unis.

## UN CHANGEMENT

## DANS L'ÉTAT D'ESPRIT

## DES MASSES

La guerre provoque un changement dans l'état d'esprit des masses au plan mondial. L'expression de ce changement, ce sont les grandes mobilisations, mais il a également lieu dans la conscience ; ce n'est pas

un hasard si même Gallup doit accepter dans ses enquêtes des chiffres d'opposants à la guerre qui dépassent même les 95 % de la population, comme c'est le cas en Argentine. Les différences inter-impérialistes ont favorisé l'irruption du mouvement.

Le mouvement antiglobalisation a été une force dynamisante pour le mouvement anti-guerre, dans lequel sont en train de s'unir une jeunesse puissante et les travailleurs. Il y a eu une radicalisation des masses à mesure que la perspective de la guerre se précisait (les rues d'Espagne et d'Angleterre sont témoins de l'exigence qu'Aznar et Blair y renoncent). Cette mobilisation va s'unir aux luttes revendicatives qui enfleront comme résultat de l'aggravation de la situation des travailleurs consécutive à la guerre. En Amérique latine, où les masses savent déjà ce qu'est le pillage du voisin du Nord, a été mis à l'ordre du jour le rejet définitif de l'ALCA que veut imposer Bush, et l'objectif d'avancer vers une intégration égalitaire entre tous ces pays. Logiquement, cela s'opposera de plus en plus à la politique de la social-démocratie et, au Brésil, à la direction du PT qui suit les recettes du FMI.

Cette guerre est en train de provoquer une fracture des secteurs jeunes et des travailleurs avec le système, car c'est l'occasion pour que des millions voient ce qu'est ce système capitaliste qui ne résout pas les problèmes de l'humanité et provoque des morts et la barbarie. Les variantes social-démocrates s'affaibliront, et une réorganisation du mouvement des travailleurs et de la jeunesse va se mettre en marche pour renforcer la construction d'une alternative anticapitaliste et le regroupement des révolutionnaires.

n

# Une guerre pour imposer un XXI<sup>e</sup> siècle « américain »

**L**a guerre d'agression en Irak précipite des événements décisifs. Le débat à ce sujet doit s'ouvrir sans attendre. Les quelques lignes qui suivent veulent y contribuer, même si, s'agissant d'une réaction à chaud, les réflexions ne peuvent être qu'incomplètes et approximatives.

Nous le savons maintenant : le XX<sup>e</sup> siècle politique ne coïncide pas avec celui du calendrier. Politiquement parlant, le XX<sup>e</sup> siècle commence avec la guerre de 1914-1918 et se termine en 1989 avec la chute du mur de Berlin et, dans la foulée, l'effondrement de l'URSS. Ce siècle a ensuite été marqué par la bi-polarisation du monde, entre les deux puissances que sont alors les États-Unis et l'URSS. Le monde s'organise en fonction de ce partage fondamental, entre un camp occidental et un camp des pays qui se disent socialistes. Ceux qui n'appartiennent ni à

l'un ni à l'autre se désignent eux-mêmes, de façon significative, comme des « non alignés ». La disparition de l'URSS a brisé cet ordre. Le XXI<sup>e</sup> siècle s'ouvre avec une seule super-puissance, les États-Unis. Ce qui lui assure un pouvoir apparemment sans partage, mais rend aussi en même temps ce pouvoir moins assuré. En effet, les anciens « alliés » ne sont plus obligés de faire bloc derrière les États-Unis, de faire passer leurs antagonismes avec l'Amérique au second plan au nom de la lutte contre l'ennemi commun. Ces mêmes États-Unis scrutent avec angoisse le monde des années 2000 et se demandent qui (la Chine ? une Union européenne réformée ?) pourra leur contester la dominance sur la planète qu'ils prétendent désormais exercer.

C'est ainsi, je pense, qu'il faut interpréter la crise irakienne. Il s'agit de taper du poing sur la table. Les États-

Unis demandent au monde entier : qui est le maître ici ? A chacun de se déterminer, d'oser se dresser contre la puissance américaine ou de s'aligner. Une telle mise en demeure ne pouvait trop attendre : laisser faire le mouvement spontané aurait pu amener des prises d'indépendance trop grandes et des regroupements imprévus. N'oublions pas que la bourgeoisie américaine est parfaitement consciente d'à quel point sa force (y compris économique) dépend de l'inter-relation et du recouplement, en réseau serré, de tous les aspects de la puissance (politique, idéologique, militaire, etc.). N'oublions pas non plus que le courant « néoconservateur » a interprété la disparition de l'URSS comme une victoire des États-Unis dans la guerre froide (alors que tout laisse penser qu'il s'agit d'un effondrement surtout dû à des causes internes) et qu'il en a tiré comme conclusion que les États-Unis ne devaient pas hésiter à utiliser leur puissance pour imposer leurs vues au monde.

S'agit-il d'une volonté de puissance ou d'une peur du déclin, qui peut amener à forcer le destin ? Difficile de répondre, car la première peut être le masque de la seconde. Il est certain que les signes précurseurs se sont accumulés : la crise de la « nouvelle économie » (dans laquelle le système se débat toujours) qui ne pouvait être vécue que comme une crise du modèle américain ; plus largement, la crise du modèle néolibéral financiarisé (Argentine, etc.) ; la montée de la contestation alter-mondialiste et l'élection de Lula, etc. Il est aussi intéressant de constater que la mise en demeure des États-Unis au monde à propos de l'Irak a été précédée de nombreuses manifestations d'un « unilatéralisme » arrogant (refus du « protocole de Kyoto », etc.)

qu'on peut interpréter tout autant comme la manifestation d'un sentiment d'être « au-dessus des autres » que comme la peur d'être rabaissé au rang d'un simple membre de la communauté internationale.

### POURQUOI L'IRAK ?

La réponse à cette question ne m'apparaît pas très clairement pour l'instant. Sans doute parce qu'il s'agit de faire la preuve de la puissance américaine dans une des zones les plus stratégiques et les plus troublées de la planète : Colin Powell n'a-t-il pas ouvertement affirmé qu'il s'agissait de « remodeler le Moyen Orient » et ce, en fonction des intérêts américains ? Il s'agit peut-être aussi de profiter de l'impact du 11 septembre pour désigner un ennemi confus (arabe, musulman, ...). Le pétrole, bien sûr, a toute sa place : non sous l'angle économique le plus immédiat, mais en tant qu'enjeu stratégique. Une puissance du rang des États-Unis se doit d'avoir, directement ou indirectement la main sur une bonne part des réserves mondiales, surtout si nous tenons compte des incertitudes d'après 11 septembre sur l'Arabie Saoudite (cf. à ce sujet l'exposé d'Achcar devant le Séminaire d'études marxistes). Enfin, n'oublions pas l'aspect « prédateur » de l'impérialisme américain (du style « j'en ai envie, je le prends »). Le temps passant, nous l'avons perdu de vue, mais c'était là une réalité tangible du comportement américain au XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> (en particulier à l'égard de l'Amérique latine, avec la politique du « big stick »). Autant d'aspects qui ont été mis sous le boisseau tant qu'il a fallu faire face à l'URSS et à la « menace communiste », mais qui (comme un ressort qui se détend) reviennent sur

le devant de la scène une fois cette contrainte disparue.

Tout laisse donc à penser qu'avec la guerre d'Irak nous entrons dans une nouvelle ère de conflits inter-impérialistes. L'effacement de l'URSS a soldé les contrecoups lointains de la guerre de 1914-2018 et, du coup, nous renouons, d'une certaine façon, avec cette caractéristique centrale de la phase d'avant la Grande Guerre. Cela dit, l'essentiel doit encore être exposé, car le contenu de ces conflits inter-impérialistes ne peut évidemment être le même aujourd'hui qu'avant 1914. Quel est ce contenu ? Comment concilier la réapparition de ces conflits avec la mondialisation, avec l'effacement des frontières, avec la prédominance de multinationales qui ont des intérêts un peu partout sur le globe ? Comment concilier cette réapparition avec l'universelle circulation des capitaux et leur apparente indifférence aux questions de nationalité ? Autant de questions qui doivent être débattues. En attendant, il faut souligner, dès aujourd'hui, l'enjeu absolument décisif de la guerre d'Irak : son déroulement, son aboutissement détermineront dans une large mesure le cours du siècle dans lequel nous venons d'entrer.

### UNE SITUATION

### DE QUITTE OU DOUBLE

Le gouvernement Bush ne s'est, volontairement, laissé aucune porte de sortie. Si la guerre se déroule comme espéré par les États-Unis, la preuve est faite de la toute-puissance américaine et ceux qui ont osé refuser le diktat seront écrasés ou devront rentrer dans le rang. Mais si elle se poursuit sur la lancée d'aujourd'hui (31 mars), c'est-à-dire avec une résistance farouche irakienne,

un conflit long et de lourdes pertes pour les armées d'agression, il est possible que la victoire militaire annoncée se transforme en défaite politique. Une défaite qui serait d'autant plus importante qu'elle ferait suite à deux autres défaites déjà enregistrées (celle auprès de l'opinion publique mondiale, et celle, diplomatique, auprès de l'ONU) et qu'elle annoncerait la défaite suivante : l'incapacité à assurer une domination politique stable en Irak et, par ricochet, sur la région. L'enjeu est énorme : à miser gros, on peut rafler la mise, mais, si on perd, on perd gros.

Dans les quelques lignes qui suivent, je me situe dans l'hypothèse d'une défaite politique de cet ordre pour l'impérialisme américain, une défaite dont on ne peut dire aujourd'hui (1<sup>er</sup> avril 2003) qu'elle est probable, mais seulement qu'elle est envisageable. Impossible de prétendre couvrir le sujet, on ne peut qu'évoquer quelques pistes de réflexion. La première est que la preuve aura été faite que les ambitions des États-Unis se situent largement au-dessus de leurs capacités réelles, non seulement (comme nous le savions déjà) sur le plan économique, mais également sur les plans politique, diplomatique et militaire. Et ce, au cours d'un affrontement voulu par eux, sur le terrain choisi par eux. Un coup sévère serait porté à la puissance américaine, et, par ricochet, à sa puissance économique, ce qui devrait donner une nouvelle impulsion à la crise économique mondiale déjà en cours. Au-delà des États-Unis, c'est toute la bourgeoisie, toutes nationalités confondues, qui devrait assumer l'échec et le recul correspondant, car c'est le navire amiral de la flotte impérialiste qui serait durement atteint. Il est possible alors que nous changions de période et qu'après une

trentaine d'années de luttes essentiellement défensives, nous passions à une nouvelle phase, plus offensive, un espace nouveau s'ouvrant pour les luttes de classes et le combat anti-impérialiste. L'agression contre l'Irak va aussi, il est vrai, susciter l'essor de l'intégrisme islamiste. On peut cependant faire remarquer que l'ampleur de ce mouvement pourra être atténuée par deux éléments : d'un part, le retour sur le devant de la scène de l'arabisme, qui n'a pas les mêmes caractéristiques politiques ; d'autre part, le fait que le mouvement contre la guerre a été mondial, toutes religions confondues, et qu'il est dès lors moins facile de présenter le combat actuel comme « le djihad contre la croisade ».

#### UNE BRECHE POSSIBLE POUR LE COMBAT

La deuxième réflexion est qu'en cas de défaite (politique), une réorientation majeure des options américaines pourrait intervenir, car j'ai le sentiment que, si la bourgeoisie américaine est pour le moment unifiée derrière l'équipe Bush, elle la suivra à l'avenir seulement si la victoire est au bout du chemin. La confiance faite est provisoire, la fraction Bush n'a pas encore conquis l'hégémonie, on veut bien la suivre mais elle doit faire ses preuves et cela semble mal engagé. Une telle réorientation des options américaines signifierait l'ouverture d'une période de grande instabilité dans les relations entre puissances, une période d'alliances se faisant et se défaisant, car une bourgeoisie telle que la française, par exemple, désireuse de contester aux États-Unis la dominance planétaire à laquelle ils prétendent, ne veut pas pousser trop loin l'épreuve de force, consciente de la

solidarité d'intérêts qui la lie aux États-Unis, consciente également qu'à trop l'affaiblir, elle s'affaiblirait elle-même. Dans un tel contexte, certaines institutions sont pratiquement condamnées, parce que conçues dans le contexte de la guerre froide (l'OTAN, par exemple), d'autres, telle que l'Union européenne, sont devant un défi majeur. Cette dernière est obligée de choisir entre une Europe affirmant son autonomie (mais autour de qui et de quoi ?) et une Europe « atlantiste », en retard d'une guerre.

Un tel dispositif de remodelages et d'affrontements inter-impérialistes ouvrirait un espace élargi pour le combat (déjà bien entamé) contre le néo-libéralisme, et, par ce biais, contre le capitalisme. N'oublions pas en effet que le capitalisme n'existe jamais « à l'état pur », mais toujours sous la forme d'un modèle particulier. Battre sa forme « néo-libérale », « financiarisée », c'est ouvrir la voie à une remise en cause de ses fondements. La tâche essentielle maintenant est de fortifier le mouvement alter-mondialiste. D'une part, pour éviter que les luttes qui s'annoncent se mettent à la remorque de telle ou telle fraction de l'impérialisme, sous prétexte de lutter contre le « plus méchant » d'entre eux. D'autre part, pour que ce mouvement alter-mondialiste puisse se faire le porte-parole des luttes contre le nouveau désordre mondial, pour qu'il puisse, par des actes, des énoncés, des prises de position, dessiner une voie alternative qui soit clairement ailleurs, hors de l'univers des rapaces et des vautours.

31 mars 2003

# L'aboutissement d'une politique qui vient de loin

**A**vec le déclenchement de l'agression contre l'Irak malgré l'opposition du Conseil de sécurité de l'ONU et en violation du droit international, les États-Unis ont franchi un pas qualitatif dans l'escalade des moyens entrepris pour imposer leur superpuissance économique, politique et militaire au reste du monde. Ce pas constitue pourtant l'aboutissement d'une politique qui cherchait déjà à s'exprimer, quoique de manière encore timide, dès leur émergence comme puissance hégémonique devant se substituer à la Grande-Bretagne entre les deux Guerres mondiales. Le président Woodrow Wilson avait alors déclaré que les États-Unis fourniraient au monde le gouvernement unique dont il avait besoin. Cette politique a marqué, après la Deuxième guerre, les quarante-cinq années d'opposition à

l'Union soviétique, au cours desquelles les États-Unis, selon les paroles de l'ex-président Richard Nixon, estiment avoir agi « en fondés de pouvoir de toute la civilisation occidentale ». Elle n'a cessé de s'affirmer depuis l'effondrement des régimes staliniens d'Europe de l'Est et de l'Union soviétique à partir de 1989.

Cette prétention à agir comme « fondés de pouvoir de la civilisation occidentale » a toujours été liée à l'approvisionnement en matières premières, en particulier en ressources pétrolières. Il est opportun de rappeler la doctrine proclamée en 1980 par le « pacifiste » James Carter, prix Nobel de la paix, alors qu'il était président des États-Unis : toute tentative d'obstruction de la distribution de pétrole serait considérée comme une menace visant les intérêts vitaux des

États-Unis et de ses alliés, et tous les moyens nécessaires pour repousser cette menace devraient être employés, y compris la force militaire.

Après la guerre du Golfe arabo-persique, à la faveur de la dislocation de la Yougoslavie, c'est dans un premier temps par l'élargissement du cadre et de la mission de l'OTAN, transformée en force d'agression multinationale sous leur commandement, avec l'accord servile de l'ensemble des pays capitalistes dont plusieurs étaient dirigés en Europe par des gouvernements se réclamant de la gauche, que les États-Unis ont imposé leur hégémonie, pesant en particulier de tout leur poids pour empêcher la constitution d'un système européen de défense. C'est par OTAN interposée, devant laquelle le Conseil de sécurité de l'ONU avait abdicqué en lui confiant le mandat de faire appliquer ses résolutions sur la Bosnie, que les États-Unis ont imposé leur loi dans ce conflit, pour se substituer ensuite entièrement aux Nations Unies dans la crise serbe et s'engager unilatéralement dans une guerre d'agression non déclarée contre la Serbie malgré l'opposition de la Chine et de la Russie et sans résolution du Conseil de sécurité de l'ONU. Répétition générale en vue de l'intervention actuelle en Irak ? Un nouveau pas, décisif, allait être franchi avec la riposte aux attentats terroristes du 11 septembre. Ayant défini ces attentats comme « un acte de guerre » contre les États-Unis, le président Bush s'autorisait à y riposter militairement, prenant cette fois directement à sa charge, sans interposition de l'OTAN, l'agression militaire de l'Afghanistan et ordonnant aux pays alliés la marche à suivre à la faveur de l'ultimatum : « Vous êtes avec nous ou vous êtes contre nous ». Le rappel de ces faits permet

d'apprécier la nature des derniers pas franchis. Ils s'inscrivent dans une continuité, même si leur ampleur et leur gravité leur donnent des traits de fuite en avant.

### AU MOYEN ORIENT, PREMIÈRE ÉTAPE D'UNE MISE AU PAS GÉNÉRALE

Sous des allures favorables au multilatéralisme, les États-Unis avaient jusqu'ici systématiquement joué la carte de l'action « coalisée », dans un cadre où ils avaient toujours l'initiative des actions menées et où celles-ci étaient placées sous leur commandement. Le coup de force du déclenchement unilatéral de la guerre « préventive » contre l'Irak a montré qu'ils étaient prêts à se passer du traditionnel multilatéralisme de façade pratiqué jusqu'alors pour poursuivre, sous de faux prétextes dont personne n'est dupe, un double objectif. Celui du contrôle vital de leur approvisionnement en pétrole, avec la remise en selle des sociétés pétrolières états-uniennes maintenues à l'écart des ressources irakiennes depuis plus de dix ans par la loi Fédérale sur les sanctions, et de mise sous tutelle politique de l'Irak comme première étape d'une mise au pas de l'ensemble du Proche et du Moyen Orient. Ce double objectif se confirme au vu des premiers gestes posés, tant sur le plan économique, par l'annonce de la volonté d'octroyer les contrats de reconstruction de l'Irak aux seules entreprises états-uniennes, que sur le plan politique avec le dévoilement du plan de mise en place d'un gouvernement « après Saddam » dirigé par un général de l'armée des États-Unis chapeautant un réseau de ministères, tous dirigés par des états-uniens

auxquels seraient associés des conseillers irakiens, dans un cas comme dans l'autre en évacuant l'ONU. Il se confirme aussi par les « avertissements » servis à la Syrie à la suite de ses engagements déclarés de se placer « du côté de ses frères irakiens victimes d'une invasion illégale et injustifiable ». Ces gestes font apparaître comme encore plus dénuée de fondement la prétendue action concertée dont les États-Unis se réclament en invoquant l'appui d'une pseudo-coalition d'une trentaine de pays de poids relatif secondaire voire mineur sur la scène mondiale, dont bon nombre sont des dictatures ou ont été soumis au chantage, et de quinze autres pays qui « préfèrent conserver l'anonymat », alors que la plupart de leurs alliés traditionnels ont refusé de les suivre, y compris leurs voisins immédiats et partenaires au sein de l'ALENA, le Canada et le Mexique.

Il faut aussi apprécier les développements récents sur le terrain militaire à la lumière des manifestations de l'arrogance du puissant en dehors du champ de bataille : mépris des institutions internationales, de la convention de Genève sur les prisonniers de guerre, refus de reconnaître la Cour pénale internationale chargée de juger et de condamner pays et individus en cas de crimes de guerre, refus de signer le protocole de Kyoto sur les gaz à effet de serre. Ardents défenseurs du libre échange en paroles, les États-Unis en ont renié les principes chaque fois qu'il en allait de leurs intérêts, en recourant à des mesures protectionnistes pour limiter les importations d'acier en provenance de l'Union européenne, de la Russie et du Japon et les importations de bois d'œuvre et de blé en provenance du Canada, et en octroyant de généreuses subventions à leurs fer-



miers, tournant ainsi le dos aux engagements pris en 2001 à Doha, au Qatar.

Pour tenter de réparer les pots cassés au sein du camp impérialiste, où l'alignement sur les États-Unis a été remis en question, mais surtout pour tenter de donner une légitimité à une éventuelle occupation militaire prolongée de l'Irak et en faire partager l'énorme coût à d'autres pays, Colin Powell, au moment où les troupes des États-Unis sont aux portes de Bagdad et que la victoire lui paraît imminente, a amorcé une première démarche. Fait significatif, il l'a fait à l'OTAN, laissant entendre qu'il y aurait une place dans la reconstruction de l'Irak pour certains alliés des États-Unis, mais n'acceptant pas de reconnaître à l'ONU plus qu'un rôle d'administration de l'aide humanitaire. Il est donc à prévoir que les tensions inter-impérialistes ne se résorberont pas vite, d'autant plus que le principal allié des États-Unis, la Grande-Bretagne, a exprimé un certain accord avec les autres pays de l'Union européenne pour réclamer que la reconstruction soit placée sous l'égide de l'ONU. Ces tensions s'intensifieront si la répartition de la manne pétrolière se fait à l'avantage des seules sociétés des États-Unis et que les pays comme la France et la Russie, dont les intérêts pétroliers actuels en Irak sont majeurs, en sortent perdants. Les contrats signés au cours de la dernière décennie malgré les sanctions de l'ONU et les négociations en cours, impliquant principalement la France et la Russie, mais aussi la Chine, l'Inde et le Canada, risquent en effet d'être déclarés illégitimes et annulés sous une tutelle des États-Unis sur l'Irak. Principaux créanciers de l'Irak, la France et la Russie sont également menacées du fait qu'en tant que futurs

« fondés de pouvoir » de l'Irak, les États-Unis souhaiteraient que la dette extérieure de l'Irak, qui s'élève à plus de 100 milliards de dollars, soit annulée de manière à ne pas avoir à en assumer la responsabilité. Les intérêts de la France et de la Russie n'ont sans doute pas été étrangers à l'opposition que ces deux pays ont livrée aux États-Unis au sein du Conseil de sécurité, sans vouloir faire abstraction des considérations politiques qui ont contribué à fonder cette opposition. Si secoué soit le front impérialiste par de tels affrontements actuels et potentiels, il serait faux de croire à la possibilité d'une résurgence de conflits armés inter-impérialistes, du moins dans un avenir prévisible, l'inégalité des forces étant gigantesque entre la superpuissance des États-Unis et les autres pays.

Une forte instabilité, qui a déjà commencé à se manifester dans plusieurs pays arabes, est par ailleurs sans nul doute à prévoir au Proche et au Moyen Orient, surtout si ce sont les États-Unis, comme tout laisse croire qu'ils voudront le faire, qui exercent une tutelle politique sur l'Irak.

### LA GUERRE NE VA PAS RELANCER L'ÉCONOMIE, AU CONTRAIRE

Même si son influence n'est pas encore déterminante, il ne faut pas sous-estimer l'opposition qui s'exprime à l'intérieur même des États-Unis, tant dans les sphères dirigeantes que dans de larges couches de la population, une opposition qui ne pourra qu'aller en s'accroissant si la campagne militaire actuelle et une éventuelle occupation prolongée du territoire irakien après la chute du ré-

gime devaient faire de nombreuses victimes dans l'armée états-unienne, et que le front devait se déplacer vers un ou d'autres pays de la région, l'Iran et la Syrie étant déjà depuis longtemps pointés du doigt. Cette opposition est également susceptible d'être alimentée par un éventuel approfondissement des difficultés économiques actuelles et par une poursuite de la déprime boursière qui a déjà détruit les épargnes d'une vie entière pour nombre de personnes dont les régimes de retraite reposent sur la croissance boursière. Peut-on compter à cet égard sur la croissance en cours des dépenses militaires pour surmonter les tendances actuelles à la récession ? Je ne le pense pas.

Même si les dépenses militaires prévues dans l'actuel exercice budgétaire sont, à 400 milliards de dollars, supérieures aux dépenses militaires de tous les autres pays réunis, ce montant, si élevé soit-il, ne représente toutefois que 3,5 % du PIB. À des fins de comparaison, il était en moyenne de 38 % au cours des trois dernières années de la Deuxième Guerre mondiale, de 13 % en moyenne pendant la guerre de Corée et de 8 % en moyenne pendant la guerre du Vietnam. Ces fortes dépenses militaires avaient contribué à faire passer le taux de croissance du PIB à une moyenne de 11 % par année de 1940 à 1945, de 6 % par année de 1950 à 1954 et de 4,5 % de 1964 à 1973. Le taux de chômage pour sa part était passé de plus de 14 % en 1940 à 1 % en 1944, de 5 % en 1950 à 3 % en 1953 et de 4,5 % en 1965 à 3,5 % en 1969. Dans la guerre actuelle, à moins d'une forte intensification des hostilités, ce qui n'est pas à prévoir compte tenu de la force militaire nettement inférieure de l'Irak, on ne peut s'attendre à un

tel effet de relance des dépenses militaires, ni de celui des activités de reconstruction d'après la guerre. Leurs avantages seront largement compensés par les coûts élevés du maintien d'un important niveau de troupes d'occupation pendant plusieurs années, évalués par l'Office du Congrès sur le budget à 500 milliards sur dix ans pour des effectifs de 200 000 militaires. Pour l'instant, c'est plutôt l'effet contraire que produit la guerre, par la baisse de confiance qu'elle entraîne et l'incertitude qui se traduit par la faiblesse et les oscillations du marché boursier. Ici, les analystes financiers se voudraient rassurants. On devrait selon eux s'attendre à une nouvelle forte hausse des marchés boursiers du fait qu'un montant équivalent à près de 30 % de la capitalisation boursière, est actuellement investi sur le marché monétaire, c'est-à-dire dans des titres gouvernementaux. Ce sont des placements sûrs à court terme mais à bas rendement, faits dans l'attente de pouvoir se réinvestir dans le marché potentiellement plus lucratif des actions dès que l'incertitude sera résorbée. Pour apprécier une telle conjecture il faut rappeler qu'aux États-Unis, 45 % de la « dette détenue par le public » est détenue par des étrangers qui, s'ils décidaient pour quelque raison que ce soit, y compris pour des raisons de tension politique, de retirer massivement ces fonds, provoqueraient une puissante crise de financement d'une économie qui a développé au cours des décennies une remarquable dépendance face à l'étranger. Cette portion de la dette publique détenue à l'étranger n'est qu'une composante de la position déficitaire nette de quelque 2 500 milliards de dollars des États-Unis à l'égard de l'étranger, toutes catégories d'investisse-

ment confondues. Dominant de manière écrasante le reste du monde et drainant ses ressources, les États-Unis n'en sont pas moins d'une grande vulnérabilité.

# Tendances profondes de l'impérialisme et réalité des rapports politiques mondiaux

L'agression des États-Unis contre l'Irak pour renverser le régime, occuper le pays et y établir un proconsulat militaire, doit être analysée de façon simultanée et contradictoire sur deux plans. L'invasion traduit des tendances très profondes de la société bourgeoise à l'époque de l'impérialisme, avivées par la présence au pouvoir d'un clan impérialiste précis. L'agression a pourtant mis à nu la fragilité politique du dispositif. Elle a déclenché des processus auxquels les États-Unis ont répondu chaque fois en passant en force, ce qui peut déboucher sur une vraie politique de fuite en avant. Première dimension, les tendances profondes de l'impérialisme. La phase immédiate de la préparation politique de l'agression contre l'Irak a commencé avec la publication le 17 septembre 2002, d'un document où le gouvernement Bush s'arroge le droit de livrer des guerres préventives chaque fois qu'il considérera que la sécurité nationale et les intérêts des États-Unis sont menacés. Il

y aurait « menace » dès que certains « principes », à savoir « la démocratie, la liberté des marchés, le libre-échange », sont remis en cause où que ce soit. Le financier Georges Soros parle d'un « fondamentalisme de marché » qui prétend se donner la puissance militaire comme source de légitimation : « Aucun empire ne peut reposer exclusivement sur la puissance militaire. Or c'est cette idée qui anime aujourd'hui le gouvernement américain. Sharon y croît aussi et on voit les résultats. L'idée que la puissance fonde le droit est inconciliable avec l'idée d'une société ouverte » [1]. L'affirmation reprise dans les discours de G.W. Bush, d'une conception où « la puissance fonde le droit » n'est pas nouvelle. Elle a été appliquée, de façon pragmatique et sans être théorisée, par la Grande-Bretagne à l'apogée de son empire, avant d'être proclamée par Hitler pour qui « le droit est ce qui est bon pour le peuple allemand » [2]. Il ne s'agit pas d'établir d'analogie directe, mais de rappeler avec Hannah

Arendt que l'élément en germe dans la société bourgeoise dès sa naissance, à savoir « le besoin pour le processus illimité de l'accumulation du capital » de rencontrer « la structure politique d'un "pouvoir illimité", si illimité qu'il puisse protégée la propriété privée grandissante en accroissant sans cesse sa puissance » [3], trouve son plein épanouissement à l'époque de l'impérialisme. « La surproduction de capital et l'apparition d'argent "superflu" résultant d'une épargne ne trouvant plus d'investissement productif à l'intérieur des frontières nationales » [4], voit la naissance de formes politiques nouvelles, dont l'une des composantes est la formation d'un corps de « fonctionnaires de la violence [qui] ne peuvent penser que dans les termes d'une politique de pouvoir » et de production et reproduction d'un « pouvoir illimité » « comme une fin en soi » [5]. Les États-Unis sont devenus le principal champ d'un tel processus. Avec la mutation par étapes du complexe militaro-industriel en « complexe militaro-sécuritaire » [6] et le recours toujours plus poussé à la technologie, le Pentagone et les généraux américains ont accentué toujours plus leurs traits de « fonctionnaires de la violence ». Ils se sont également rapprochés du centre du pouvoir. En conjonction avec les groupes industriels de l'armement, les groupes pétroliers et le réseau de « think tanks » financés par les fondations où s'abritent les « néo-conservateurs », ils forment un bloc d'intérêts pour qui la reproduction du pouvoir, le leur et celui de l'État américain dont ils sont le cœur, est devenue « une fin en soi ». La particularité du gouvernement Bush est d'être le premier gouvernement dans lequel ce bloc a autant de ministres, sous-ministres et conseillers spéciaux.

Ceux-ci sont loin d'avoir le pragmatisme associé généralement aux États pour lesquels la finance, le commerce et la tranquillité des affaires sont cruciaux. Mus par la conviction d'avoir une mission divine et forts des calculs de leurs programmes d'ordinateur, cette nouvelle génération de « fonctionnaires de la violence » croit pouvoir façonner la réalité selon ses représentations et ses besoins. Jean-Claude Casanova, élève de Raymond Aron, peu enclin au catastrophisme, avertit ses amis américains que l'occupation militaire directe du Moyen Orient est peut-être « généreuse par ses intentions, mais [...] pourrait être génératrice de catastrophes ». Et d'ajouter qu'elle « serait, en tous les cas, difficile à mener, comme toute politique impériale, par une démocratie » [7].

Deuxième dimension : la manière dont les rapports politiques sont venus entraver les projets du gouvernement Bush et dont il réagit. L'agression contre l'Irak a été préparée dans le moindre détail par des gens qui étaient (et certains le demeurent toujours) convaincus d'avoir une maîtrise à peu près complète des processus, militaires aussi bien que politiques. Ils se sont pourtant heurtés à une succession de résistances qu'ils n'avaient pas prévues ou dont ils étaient persuadés qu'ils pourraient les balayer facilement. Les premières sont venues du gouvernement allemand, de Jacques Chirac et des appareils bureaucratocapitalistes russe et chinois. Ils ont interdit aux États-Unis d'avoir une majorité au Conseil de sécurité, mais même le Mexique et le Chili, sans parler du Pakistan ont fait connaître leur refus d'appuyer l'agression. Il n'y a donc eu que le Royaume-Uni pour accompagner les États-Unis militai-

rement. Ceux-ci ont reçu, parmi les États d'un certain poids, l'appui politique, assez tiède, du seul Japon. En pleine guerre, celui-ci annonce haut et fort le lancement de deux satellites d'observation militaire : façon de déclarer : c'est aux puissances régionales d'Asie de régler les problèmes tels que ceux de la Corée du Nord.

Les résistances politiques au Conseil de sécurité et même à l'OTAN, loin de faire réfléchir Bush et les siens, les ont raidis. Ils se sont enfermés dans une option unique, aux antipodes de l'action politique maîtrisée. Leur victoire militaire en Irak ne fait pas de doute, mais sur le plan politique elle peut se transformer plus tard en défaite. Déjà Bush et Blair se croyaient sûrs d'être accueillis en « libérateurs », notamment à Bassora. Ils pensaient que les Chiites oublieraient les trahisons de 1991 et se soulèveraient. La résistance, politique plus que militaire en Irak, ainsi que le refus de la Turquie de se soumettre à leurs plans, ont montré que les rapports politiques sont différents de ceux qu'ils pensaient. Les craquements politiques s'annoncent en Jordanie et au Pakistan, peut-être en Egypte. La pulvérisation de la société irakienne, l'arrivée des « opposants » dans les fourgons de l'armée américano-britannique, les liens étroits entre le clan Bush et l'Israël de Sharon et de l'extrême-droite sioniste, sont autant de facteurs qui annoncent de nouvelles réactions fondées sur la force pure et non sur la politique. Sharon en particulier croit avoir les mains libres.

## DES RAPPORTS

## ÉCONOMIQUES

## PRÉDATEURS

Le contexte immédiat de l'agression

en Irak est celui du krach boursier rampant qui annonce une crise économique mondiale très sérieuse, ainsi que les scandales financiers proches du clan Bush (Enron, etc.) attentatoires au fonctionnement même des marchés d'actions. Si important soit-il, ce contexte doit être élargi. La politique que l'Administration Bush pousse à son paroxysme est le fait d'un État qui gouverne un pays de plus en plus dépendant du reste du monde, d'une économie qui a établi avec presque l'ensemble du globe des rapports de ponction et/ou de prédation parasites. Les dangers que les États-Unis font courir au monde tiennent au fait que l'existence quotidienne des Américains en dépend, de sorte que ces rapports peuvent être présentée à la « majorité silencieuse » comme devant être défendus coûte que coûte.

Le miracle déjà presque oublié de la « Nouvelle économie » a reposé sur le développement continu de déficits ou de déséquilibres étroitement interconnectés : un « taux d'épargne intérieur négatif », expression comptable de dépenses supérieures au revenu courant, permis par un endettement privé très élevé, issu d'une politique de crédit facile pour les banques, les entreprises et les ménages, ainsi que par un déficit toujours plus élevé du compte extérieur courant de capital (celui qui enregistre les transactions financières internationales), accompagnés enfin d'un déficit de la balance extérieure courante, qui s'est accru d'année en année pour atteindre des niveaux qu'aucun pays industriel n'a connu sur une période aussi longue. Un cinquième s'y est ajouté : depuis 2001, le déficit budgétaire Fédéral a explosé de nouveau sous l'effet conjoint de la hausse des dépenses militaires, de la politique fiscale de Bush

et de la récession. Pour assurer le placement des bons du Trésor et la liquidité des marchés d'actions à Wall Street et au Nasdaq, les États-Unis ont besoin d'un afflux quotidien extérieur de 2 milliards de dollars. La dépendance est également énergétique. Depuis une décennie, les réserves pétrolières des États-Unis s'épuisent. Leur existence a été un formidable atout concurrentiel pour eux, mais a fondé aussi un bloc d'intérêts economico-financiers fondé sur le pétrole et l'automobile, qui a été depuis longtemps au cœur de l'impérialisme américain. En affirmant, pour justifier le torpillage de l'accord à minima de Kyoto sur l'effet de serre, le caractère intangible du mode d'existence matérielle des Américains, de l'automobile privée comme fondement constitutif central de « leur mode de vie », G.W. Bush s'est fait longtemps avant le 11 septembre le porte-parole de ces intérêts. Sa défense de cet « American way of life » exprime une volonté consciente de reproduction d'une forme définie de domination sociale au plan mondial. La polarisation de la richesse entre les mains d'une petite, voire d'une toute petite fraction de l'humanité, elle-même concentrée majoritairement dans les pays capitalistes avancés, n'est pas limitée aux États-Unis et au Royaume-Uni. Mais c'est dans ces pays, où le capital rentier boursier est le plus puissant socialement, que ces rapports sont défendus le plus systématiquement comme « naturels » et immuables.

### DE VRAIS DÉSACCORDS SUR LA « GOUVERNANCE MONDIALE »

Le gouvernement allemand, Jacques Chirac (car ni l'UMP, ni le Parti socia-

liste n'auraient été aussi loin que lui), ainsi que les appareils russe et chinois ont refusé de suivre les États-Unis et même de leur donner un aval pour plusieurs raisons. Il y a les intérêts économiques et politiques propres, ainsi que la compréhension des menaces potentielles pour eux-mêmes, l'agression ayant valeur d'avertissement. Dans le cas de la Russie et à cette étape aussi de la Chine, il s'est surtout agi d'améliorer les conditions des négociations en cours ou à venir. Il n'est dans les possibilités de la première, ni dans les priorités de la seconde d'aller beaucoup plus loin dans une tension avec les États-Unis. Dans le cas des Allemands (le gouvernement Schröder, mais aussi la majorité de la Démocratie chrétienne), comme de Jacques Chirac, il y a la conviction que l'état des rapports politiques interdit, au Moyen Orient en particulier, le retour à des formes de domination coloniales (le « mandat »), qu'il suppose des politiques correspondant mieux à l'état réel des rapports politiques et exige enfin une vraie concertation. Dans cette appréciation, il y a le poids des rapports politiques internes et l'héritage de l'histoire. Il n'y a pas seulement la défense d'intérêts impérialistes « nationaux », mais un vrai désaccord de méthode. En tant que conflit inter-impérialiste, le « conflit Ouest-Ouest » ne peut pas aller bien loin. Les écarts abyssaux dans les rapports de force technologiques et militaires sont à eux seuls suffisants pour l'interdire. La communauté d'intérêt dans la défense de la domination mondiale des pays capitalistes avancés aussi. Mais Schröder et Chirac ne sont pas isolés. Après huit jours de guerre, à Bruxelles, face au Secrétaire d'État adjoint au Commerce, les dirigeants industriels européens ont exprimé

les mêmes positions. Vu le degré élevé d'entrelacement des capitaux entre les deux côtés de l'Atlantique, ils exprimaient aussi les craintes d'une partie de leurs homologues. Aux États-Unis, les fractions impérialistes peu favorables à la politique du clan Bush ont exprimé leur scepticisme, voire leur hostilité, face à la politique au Moyen Orient. L'empressement du clan Bush de répartir les contrats de « reconstruction » auprès de ses fidèles traduit l'obligation pour lui de s'assurer de tous les soutiens qu'il peut tant qu'il est encore temps. Il s'agit donc, non de contradictions inter-impérialistes « classiques », mais de fissures dans le dispositif de domination mondiale. Schröder et Chirac voudraient faire comprendre à Bush que ce dispositif ne peut pas être assuré par des politiques dictées par les seuls intérêts de leur faction, ni même de ceux du capital rentier concentré à New York et à la City de Londres. Leur position est l'une des facettes de la crise d'orientation plus large dans les sphères dirigeantes du système impérialiste. Elle ne se terminera pas avec la victoire militaire. Les soubresauts ultérieurs au Moyen Orient et en Asie, comme sur le « front économique » aux États-Unis, viendront la relancer. Cette crise ne peut être résolue que par un changement de gouvernement aux États-Unis, ce qui, à moins d'événements dramatiques imprévisibles, ne peut pas se faire avant janvier 2005. Même dans ce cas, elle laissera des traces profondes.

#### COMMENT LUTTER

#### POUR UNE EUROPE

#### D'APPUI DE LA LUTTE

#### ANTI-IMPÉRIALISTE

### MONDIALE

Les fissures dans le dispositif de domination mondiale sont des brèches que les salariés organisés peuvent exploiter dans beaucoup de pays, en Europe comme en Amérique latine, et par lesquelles le mouvement de masse des exploités peut s'engouffrer, au Moyen Orient, au Maghreb et en Asie. Les divisions, même temporaires, du camp impérialiste sont en soi un appel à l'action des salariés et des exploités. La guerre a déjà remobilisé des secteurs de la jeunesse. Les mobilisations et les regroupements effectués dans le cadre de l'anti- ou de l'alter-mondialisation, notamment le Forum social de Florence de novembre 2002, l'annonçaient. Le travail politique mené sur ce terrain a fécondé la lutte contre la guerre. Aux États-Unis, des dizaines de milliers de militants et de citoyens actifs ont renoué avec l'action politique, établissant un lien entre l'agression contre l'Irak et les atteintes profondes aux libertés politiques et aux droits individuels du « Patriotic Act » voté par le Congrès après le 11 septembre. Ils sont encore une infime minorité dans un pays dont les habitants vivent dans l'ignorance et la peur du reste du monde. Composante essentielle, « déterminante en dernière instance » de la lutte contre l'impérialisme, leur croissance dépend beaucoup de l'ampleur et du programme politique des mobilisations ailleurs.

En Europe, la mobilisation contre la guerre a été très inégale d'un pays à l'autre, mais elle a été commune à tous. Le rôle des partis « ouvriers » traditionnels a été faible ou très faible. A quelques exceptions près, la mobilisation ne peut pas être attribuée au seul travail des organisations d'extrême gauche. Les mani-

festations ont été le fait de citoyens « ordinaires » aidés par des militants, souvent non encartés. Le degré inégal de mobilisation traduit plusieurs phénomènes, dans des configurations propres à chaque pays. Fût-ce de façon inconsciente, le souvenir collectif du fascisme a joué en Italie, en Espagne et en Grèce celui de l'occupation impérialiste de 1944-1948. Un facteur important tient au degré de rupture des salariés et des jeunes avec le système parlementaire oligarchique, dont l'un des éléments est l'état de leurs rapports avec les partis sociaux-démocrates et ex-staliniens exerçant ou ayant exercé le pouvoir en « alternance » avec les partis bourgeois classiques. Cela s'applique à l'Italie et à l'Espagne, en partie au Royaume-Uni. Comment expliquer la faible mobilisation en France ? Pour une part, comme un legs direct du vote Chirac du 5 mai 2002, mais aussi parce que l'idéologie de la « République » et le souverainisme, insuffisamment ou pas combattu du tout (cas du PT) par les organisations d'extrême gauche, ont ralenti l'extirpation du virus du colonialisme dans des milieux ouvriers qui sont par ailleurs allés loin dans leur rupture avec la V<sup>e</sup> république. Dans les pays de l'Est, après un temps de retard, on a aussi vu une forte prise de conscience de la nature et des enjeux de l'agression contre l'Irak.

Même les observateurs les plus obtus ont noté que, si les gouvernements européens ont étalé de profondes divergences, une partie souvent significative des salariés et surtout de larges secteurs de la jeunesse ont exprimé un même refus de la guerre. Les États-Unis ont porté un coup peut-être définitif à « l'Europe politique ». L'enjeu est de savoir si les salariés et la jeunesse pourront la

construire à la place des bourgeoisies. Cela suppose de transférer l'acquis du combat anti-guerre sur le terrain propre de la lutte entre capital et travail. Plus que jamais, les instances de l'Union européenne, notamment la Commission, apparaîtront comme étant les instruments de la mondialisation impérialiste, les interlocuteurs permanents (presque les agents) des États-Unis. Il faudrait savoir aider les salariés et la jeunesse à tourner leur indignation et à diriger leur colère contre ces instances. Cette centralisation serait alors le tremplin pour l'élaboration du programme d'une vraie Europe des travailleurs, point d'appui pour la lutte anti-impérialiste partout dans le monde. Mais la condition première de tout cela est l'indépendance politique complète du combat, ce qui suppose le combat contre le réformisme, notamment ses versions nouvelles, et la rupture avec ceux qui relaient les positions de la bourgeoisie « éclairée » chez les salariés et dans la jeunesse.

m'a poussée à corriger ce que j'avais dit dans la version de ce texte que j'ai fait circuler tôt parmi les camarades sollicités pour ce forum.

## Notes

1- *Le Figaro*, 13 mars 2003.

2- Voir Hannah Arendt, *L'Impérialisme*, chapitre V, Seuil, Points Politique, 1982, pages 251 et 286.

3- Ibid, chapitre I, page 43.

4- Ibid, chapitre I, page 29.

5- Ibid, chapitre I, page 32-33.

6- Pour les étapes de cette mutation, voir Claude Serfati, *La mondialisation armée, le déséquilibre de la terreur*, Textuel, La Discorde, 2001, ainsi que les notes qu'il a publiées en 2002 et en 2003 et qui ont été mises sur les sites électroniques d'Attac et de *A l'Encontre*.

7- *Le Monde*, 22 mars, 2003, page 18.

8- Fait souligné par Catherine Samary qui





# Une configuration nouvelle de l'impérialisme, une hégémonie qui n'est pas sûre d'elle même

La guerre en Irak inaugure ce XXI<sup>e</sup> siècle dans le registre de la barbarie. Elle conduit à s'interroger sur la configuration de l'économie mondiale dans laquelle elle se déploie. Pour aborder cette question, il n'est peut-être pas inutile de reprendre, après d'autres [1], la typologie proposée il y a environ 30 ans par Ernest Mandel [2]. Celui-ci distinguait trois configurations possibles : ultra-impérialisme, super-impérialisme, et poursuite de la concurrence inter-impérialiste.

## ULTRA-IMPÉRIALISME : LA THÉORIE DE « L'EMPIRE »

La première hypothèse, celle de l'ultra-impérialisme, doit être clairement rejetée. Un tel scénario, déjà envisagé en son temps par Kautsky, cor-

respondrait à une configuration où, pour reprendre les termes de Mandel, « l'interpénétration internationale des capitaux est avancée au point où les divergences d'intérêts décisives, de nature économique, entre propriétaires de capitaux de diverses nationalités, ont complètement disparu ». Nous sommes manifestement très éloignés d'un tel cas de figure, et il faut en tirer les leçons. L'illusion d'un condominium équilibré entre les trois pôles de la « Triade » (États-Unis, Europe, Japon) a fait long feu. On parlait à l'époque de toyotisme, et de « nouveau modèle du travail » et l'on s'extasiait sur les ressorts nouveaux de la productivité de l'industrie japonaise. On pensait en somme que les États-Unis allaient sans réagir assister sans réagir à une lente érosion des bases mêmes

de leur domination, et qu'ils allaient jouer le jeu raisonnable d'une mondialisation que certains, comme Alain Minc, n'hésitèrent pas à qualifier d'« heureuse ».

C'est aussi la notion d'« Empire » mise en avant par Michael Hardt et Antonio Negri [3] qui vient de subir un énorme démenti pratique. Il suffit pour s'en convaincre de rappeler le noyau dur de leur thèse, ainsi résumée par Negri : « Dans l'actuelle phase impériale, il n'y a plus d'impérialisme — ou, quand il subsiste, c'est un phénomène de transition vers une circulation des valeurs et des pouvoirs à l'échelle de l'Empire. De même, il n'y a plus d'Etat-nation : lui échappent les trois caractéristiques substantielles de la souveraineté (militaire, politique, culturelle) absorbées ou remplacées par les pouvoirs centraux de l'Empire. La subordination des anciens pays coloniaux aux Etats-nations impérialistes, de même que la hiérarchie impérialiste des continents et des nations disparaissent ou dépérissent ainsi : tout se réorganise en fonction du nouvel horizon unitaire de l'Empire. » [4]

Pourtant, dans une tribune récente, Hardt maintient envers et contre tout la thèse de l'Empire [5]. Il insiste sur les intérêts communs des « élites » des États-Unis et de celles d'autres pays, en particulier dans la sphère économique : « Les hommes d'affaires à travers le monde reconnaissent que l'impérialisme n'est pas une bonne chose pour les affaires, parce qu'il élève des barrières qui entravent les flux globaux. Les profits potentiels de la mondialisation capitaliste, qui aiguisaient partout l'appétit des milieux d'affaires il y a seulement quelques années, dépendent de l'ouverture des systèmes de production et d'échange. Même les industriels

US assoiffés de pétrole y ont intérêt ». Michael Hardt continue à présenter l'« Empire » comme une alternative à l'impérialisme US, tout en dénonçant des élites « incapables d'agir en fonction de leur propre intérêt ». Après avoir ainsi sermonné les puissants de ce monde, Hardt adresse ensuite ses conseils au mouvement anti-guerre [6]. Certes, dit-il, son anti-américanisme se nourrit de l'unilatéralisme et de l'anti-européanisme de l'administration Bush. Il n'en reste pas moins que c'est un piège qui conduit à une vision du monde trop bi-polaire, ou pire, nationaliste. Hardt oppose cette étroitesse de vue à la clairvoyance du mouvement altermondialiste, qui avait réussi à ne plus penser la politique « à partir de rivalités entre nations ou blocs de nations ». Cette dissociation est sans fondement, et l'attitude de Hardt exprime un étonnant volontarisme théorique qui consiste à nier une réalité aujourd'hui bien palpable, qui est le grand retour des contradictions inter-impérialistes.

### SUPER-IMPÉRIALISME ?

La suprématie apparemment absolue que semble révéler l'unilatéralisme des États-Unis mérite que l'on examine la thèse du super-impérialisme. Dans cette configuration, toujours avec la définition de Mandel, « une grande puissance impérialiste unique détient une hégémonie telle que les autres États impérialistes perdent toute autonomie réelle à son égard et sont réduites au statut de puissances semi-coloniales mineures ». Même si l'Union européenne ne peut évidemment pas être caractérisée comme « puissance semi-coloniale mineure », ce schéma semble bien correspondre avec la hiérarchie réaffirmée entre les puis-

sances impérialistes qui consacre le rôle dominant des États-Unis dans tous les secteurs : économique, technologique, diplomatique et militaire. Cette configuration est pourtant beaucoup plus ambivalente qu'il n'y paraît. Certes, les États-Unis ont enregistré une croissance nettement supérieure à celles du Japon et de l'Europe au cours de la dernière décennie. Ils ont, dans le même temps, rétabli leur situation hégémonique dans deux domaines stratégiques, qui sont la technologie et l'armement. Cependant cette incontestable suprématie s'est accompagnée de la mise en œuvre de ce que, dans un article assez prémonitoire [7], Wynne Godley appelait les « sept processus qui ne peuvent durer ». On peut les rappeler brièvement : (1) chute du taux d'épargne des ménages ; (2) augmentation de l'endettement net du secteur privé ; (3) croissance accélérée de l'encours réel de monnaie ; (4) croissance du prix des actions bien plus rapide que celle des profits ; (5) augmentation de l'excédent budgétaire ; (6) augmentation du déficit courant ; (7) augmentation de l'endettement extérieur.

Ce tableau souligne que le mode de croissance baptisé « nouvelle économie » était fondamentalement déséquilibré et asymétrique. Ce que n'ont pas compris ses théoriciens hâtifs comme Michel Aglietta [8], c'est que ce modèle de croissance ne pouvait pas être étendu à l'échelle mondiale parce qu'il repose au contraire sur une forme d'externalisation des contraintes vers les deux autres grands pôles impérialistes. A titre de boutade, on pourrait remarquer que les États-Unis ne seraient pas admis à intégrer l'Union européenne s'ils en faisaient la demande, car ils sont loin de satisfaire aux critères que les pays européens se sont infligés à

eux-mêmes.

La croissance relativement soutenue des États-Unis durant les années quatre-vingt-dix a reposé sur un mouvement d'augmentation de la consommation des ménages et sur un véritable boom de l'investissement. Comme le montre Godley, il y a là une équation impossible à résoudre autrement que par un creusement tendanciel du déficit extérieur. Cela revient donc à dire que l'accumulation du capital et l'endettement des ménages ont été en grande partie financés par des entrées régulières de capitaux, en provenance du Japon et de l'Europe, mais aussi des pays émergents après la crise financière. Ce mouvement était tellement puissant qu'il a contribué au renforcement du dollar, en dépit du déficit qui aurait dû l'affaiblir s'il ne s'était pas agi de la monnaie dominante. Cette appréciation du dollar a dopé les exportations européennes et aura été l'une des conditions (paradoxales) de réussite de l'euro. Il a pu sembler que l'on tenait là un arrangement relativement coopératif qui permettait à l'Europe de renouer avec la croissance. Il y a même eu des économistes pour annoncer que l'Europe, désormais munie de l'euro, pouvait devenir la nouvelle locomotive de l'économie mondiale, si elle consentait seulement à investir à son tour dans les nouvelles technologies. Mais ce qui ne pouvait durer ne dura pas, et le retournement des cours boursiers mit brutalement fin à bien des illusions. Le gouvernement Bush a alors pris toute une série de mesures, pour éviter un scénario-catastrophe rendu possible par un degré d'endettement sans précédent. La nouvelle stratégie est recentrée sur un seul objectif : préserver à tout prix les conditions de la croissance US, quitte à exporter la récession dans le

monde entier. Il y eut d'abord le refus des accords de Kyoto au prétexte que les intérêts de l'économie US passent avant toute autre considération. Tout aussi unilatéralement, et en contradiction flagrante avec le libre-échange imposé aux autres, les États-Unis ont pris des mesures typiquement protectionnistes sur les importations d'acier, et ont augmenté à nouveau les subventions à l'agro-business. La politique budgétaire a pris elle aussi un tournant radical avec l'acceptation d'un déficit qui s'est mis à croître rapidement en raison, non seulement des dépenses militaires accrues, mais aussi de baisses d'impôts considérables en faveur des riches. Bush a carrément exempté les dividendes de tout impôt sur le revenu. Enfin, sur le plan monétaire, le tournant est aussi très clair : le dollar s'est mis à baisser par rapport à l'euro, ce qui équivaut à une dévaluation de l'ordre de 25 %. Autrement dit, les États-Unis font le choix d'une offensive commerciale, afin de réduire (en partie) le déficit grâce au dynamisme d'exportations plus compétitives.

### UNE HÉGÉMONIE QUI N'EST PAS SURE DE SA LÉGITIMITÉ

Cette nouvelle politique souligne l'assise fragile de la domination US que l'on peut synthétiser comme suit : de manière assez inédite, l'impérialisme dominant n'est pas exportateur de capitaux et sa suprématie repose au contraire sur sa capacité à drainer un flux permanent de capitaux venant financer son accumulation et reproduire les bases technologiques de cette domination. Il s'agit donc d'un impérialisme prédateur, plutôt que parasite, dont la grande

faiblesse est de ne pas pouvoir proposer un régime stable à ses vassaux. Le Japon a ainsi vu sa capacité de croissance autonome brisée par la surévaluation du yen imposée par les Accords de Plaza de 1985 et son économie végète depuis dix ans. Quant à l'Union européenne, elle ne s'est au fond jamais fixé un tel objectif.

Faute d'un super-impérialisme proposant une structure stable, c'est donc vers la troisième configuration que le monde est en train de basculer, celle de la concurrence inter-impérialiste : « l'interpénétration internationale des capitaux est assez avancée pour qu'un nombre plus élevé de grandes puissances impérialistes indépendantes soit remplacé par un plus petit nombre de super-puissances impérialistes, mais elle est si fortement entravée par le développement inégal du capital que la constitution d'une communauté globale d'intérêts du capital échoue ». Le clivage Europe/Amérique va être un axe central de ces rivalités dans les années à venir.

Pour établir un lien plus direct avec la guerre en Irak, il faut introduire une autre caractéristique du capitalisme contemporain qui se déduit de cette analyse rapide, à savoir son incapacité à proposer un modèle de diffusion des bienfaits supposés de la mondialisation. Ce modèle inégalitaire, anti-social et excluant ne dispose du coup d'aucune légitimité. Il est donc condamné à s'imposer par des formes plus ou moins euphémisées de violence ; et en face, faute d'alternatives suffisamment construites, le refus risque de prendre la forme d'une montée des intégrismes religieux, communautaires ou nationalistes. On peut illustrer la manière dont cette hégémonie illégitime engendre une véritable dialectique des

fondamentalismes à l'aide d'un texte, hallucinant et halluciné, publié il y a quelques années dans la revue d'une école de guerre [9]. Le major Peters y décrit, avec ses mots, la fin d'une époque :

« C'est une évidence que, durant une bonne partie du XX<sup>e</sup> siècle, l'éventail des revenus s'est refermé, qu'il s'agisse des individus, des pays, voire des continents [...] Qui travaillait plus dur que le voisin pouvait améliorer sa situation sur le marché. Cette justice fruste nourrissait des espérances largement répandues. Ce modèle est mort. Aujourd'hui, la dépense physique devient superflue dans un monde où les machines et les méthodes de production économisent le travail [...] L'Américain moyen sorti du collège dans les années soixante espérait un bon travail qui lui permettrait d'assurer le bien-être de sa famille et d'augmenter raisonnablement son niveau de vie. Pour beaucoup de ces Américains, le monde s'est écroulé, alors même que les media les provoquent en leur montrant les images d'un monde toujours plus riche, animé et distrayant, dont ils se sentent exclus. Ces citoyens marginalisés (discarded) ont l'impression que le gouvernement ne s'occupe plus d'eux, mais seulement des privilégiés ». Le major Peters va plus loin. Une situation est en train de se créer où « l'ouvrier américain licencié et le Taliban vont être frères dans la souffrance ».

Cette prise de conscience d'une perte totale de légitimité, à l'intérieur comme à l'extérieur, conduit logiquement à une vision paranoïaque du monde qui débouche sur une véritable déclaration de guerre : « ceux qui n'ont rien vont haïr ceux qui ont tout, et s'en prendre à eux. Et nous, aux États-Unis, nous continuerons à être perçus comme ceux qui ont tout.

Il nous faudra intervenir pour défendre nos intérêts, nos citoyens, nos alliés ou nos clients. Nous gagnerons militairement chaque fois que nous en aurons le courage. Il n'y aura pas de paix. Nous sommes appelés à vivre dans un monde parcouru de multiples conflits aux formes changeantes. Le rôle des forces armées US sera en pratique de maintenir un monde sûr pour notre économie, et ouvert à notre offensive culturelle. A cette fin, nous aurons à tuer pas mal de gens (do a fair amount of killing) ».

La guerre actuelle se situe dans le droit fil de ce délire. Son lien avec l'économie ne peut être analysé selon des schémas mécanistes où l'intervention servirait à relancer l'économie US, à faire baisser le prix du pétrole ou, dans une version encore un peu plus paranoïaque à assurer la suprématie du dollar sur l'euro [10]. Aucune de ces déterminations ne peut vraiment rendre compte de l'intervention en cours. Celle-ci renvoie au fond à la nature déséquilibrée et asymétrique de l'impérialisme contemporain, et à l'incapacité qui en découle à dominer par d'autres moyens que la violence.

#### Notes

1- Odile Castel, « La naissance de l'ultra-impérialisme. Une interprétation du processus de mondialisation », in Duménil & Lévy, *Le triangle infernal. Crise, mondialisation, financiarisation*, PUF, 1999 ; Robert Went, « Mondialisation : vers un ultra-impérialisme ? », in *Mondialisation et impérialisme*, Cahiers de critique communiste n° 1, Syllepse, 2003.

2- Ernest Mandel, *Le troisième âge du capitalisme*, Les Editions de la Passion, 1997.

3- Michael Hardt et Antonio Negri, *Empire*,

Exils, 2000.

4- Toni Negri, « L'« Empire », stade suprême de l'impérialisme », *Le Monde Diplomatique*, janvier 2001.

5- Michael Hardt, « Folly of Our Masters of the Universe », *The Guardian*, 18 décembre 2002.

6- Michael Hardt, « A trap set for protesters », *The Guardian*, 21 février 2003.

7- Wynne Godley, *Seven Unsustainable Processes*, The Levy Economics Institute, 1999. <<http://www.levy.org/docs/stratan/pdfs/sevenproc.pdf>>

8- Michel Aglietta, *Le capitalisme de demain*, Note de la Fondation Saint-Simon, 1998.

9- Ralph Peters, « Constant Conflict », *Parameters*, vol. XXVII, n° 2, 1997. <<http://carlisle-www.army.mil/usawc/Parameters/97summer/peters.htm>>

11- William Clark, « The Real Reasons for the Upcoming War With Iraq: A Macroeconomic and Geostategic Analysis of the Unspoken Truth », 2003 <<http://www.ratical.org/ratville/CAH/RRIraqWar.html>>

# Crise de rentabilité de longue durée et découplage entre puissance militaire et puissance économique

La guerre en Irak reflète sans aucun doute le fait que le capitalisme mondial connaît une instabilité économique et politique à la fois sérieuse et croissante. Elle prend deux dimensions essentielles. Premièrement, l'économie capitaliste globale n'est pas parvenue à se sortir de la « longue phase descendante » qui a commencé avec la première crise importante de l'après-guerre, dans les années 1973-1974. Le boom américain des années quatre-vingt-dix s'est avéré n'être qu'un faux réveil. La spéculation financière sans cesse plus frénétique a permis que la croissance des investissements et de la production se poursuive après que la crise des profits à long terme se soit réaffirmée

à partir de 1997 ; elle confronte aujourd'hui les États-Unis à un marché boursier déprimé, mais aussi à un surinvestissement et des surcapacités gigantesques [1]. Les trois centres les plus importants du capitalisme mondial (les États-Unis, le Japon et la zone Euro) sont confrontés à de sérieuses difficultés, dont les racines doivent être recherchées dans la crise de la rentabilité à long terme. Les marchés espèrent qu'une victoire anglo-américaine rapide en Irak amènera un sursaut économique tout aussi prompt : comme toujours, ils sous-estiment les problèmes sous-jacents, en particulier la série de déséquilibres financiers gigantesques dont le capitalisme américain continue de souffrir.

En second lieu, la période qui nous sépare de la fin de la Guerre froide a vu la classe dirigeante américaine faire tout pour maintenir son hégémonie sur les autres États capitalistes occidentaux et l'étendre à l'ensemble du monde. La tendance guerrière de l'administration Bush n'est que l'étape la plus récente de ce processus. La droite républicaine a saisi l'occasion offerte par le 11 septembre 2001 pour utiliser l'énorme leadership militaire américain sur tous les autres États afin de sanctionner un état global des forces qui perpétue l'hégémonie du capitalisme américain (afin aussi d'accroître son contrôle sur les réserves de pétrole du Moyen-Orient). Bien qu'elle reflète une grande confiance dans la puissance militaire américaine, cette stratégie comporte également la perception d'une faiblesse à plus long terme face aux « concurrents » potentiels, parmi lesquels la Chine semble devoir occuper la première place. La guerre en Irak montre les dangers de cette politique : des divisions entre les États impérialistes, une opposition massive dans leurs populations, et peut-être également la renaissance de luttes anti-impérialistes sérieuses dans le monde arabe lui-même. [2]

## LE TERME

## EST IMPROPRE

Je pense que c'est se tromper que de décrire la relation entre les États-Unis et le reste du monde comme « parasitaire ». Il est certain que le gigantesque déficit de la balance des paiements américaine et la dépendance qui en découle pour eux vis-à-vis du capital importé, en particulier d'Asie orientale, s'écarte de manière

radicale de la position dont a bénéficié l'impérialisme américain entre 1914 et 1960, ou même de celle de l'impérialisme britannique tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais décrire sa situation actuelle comme « parasitaire », c'est sous-estimer les éléments réels de puissance productive dont bénéficient les entreprises américaines dans des secteurs comme celui des technologies de l'information. Plus généralement, selon moi, la théorie léniniste de l'impérialisme cesse d'être aussi utile lorsqu'elle implique que les profits des pays impérialistes viennent essentiellement de l'exploitation du travail colonial ou ex-colonial (ou même des classes ouvrières plus faibles), proposition qui a, au mieux, une validité historique partielle et qui ne peut certainement pas expliquer la concentration de l'investissement multinational dans les pays de l'OCDE aujourd'hui. [3]

On comprend mieux l'impérialisme en ayant recours au tableau qu'en dresse Boukharine : un monde unifié économiquement par le capital, mais dominé par une poignée de puissances capitalistes qui sont engagées dans une compétition à la fois géopolitique et économique. Si l'on adopte cette perspective, une caractéristique introduit une différenciation essentielle depuis la Seconde Guerre mondiale : la dissociation de la compétition militaire et de la compétition économique dans le bloc capitaliste occidental. Le combat mené par les États-Unis sur le plan géopolitique et idéologique contre les États staliniens a fait que les rivalités économiques croissantes entre les États capitalistes occidentaux dominants ne se sont pas traduites dans le domaine de la compétition militaire. La classe dominante américaine a lutté pour préserver cet état des choses

depuis la fin de la Guerre froide. On peut apprécier le succès de son entreprise dans la disparité entre sa situation économique (qui, comparée au partage de la production globale, et du niveau et des taux de croissance de la productivité, est comparable à celle de l'Union européenne) et sa suprématie actuelle dans le domaine militaire. Comme je l'ai déjà dit, la réaction de l'administration Bush à cet écart est d'exploiter au maximum son avantage comparatif sur le plan militaire, mais on doit l'avoir présente à l'esprit lorsqu'on se pose la question des rivalités inter-impérialistes. Pour saisir à quelle échelle se pose le pari pris par l'administration Bush, on doit considérer le fait que son insistance à attaquer l'Irak ainsi que les méthodes ineptes auxquelles la Grande-Bretagne en particulier a eu recours pour surmonter l'obstacle du Conseil de sécurité ont provoqué ce qui peut d'abord apparaître comme les premiers linéaments d'une contre-coalition, dirigée par la France, l'Allemagne et la Russie. Il est évident que des conflits économiques sont en jeu, ce que montrent bien les conflits entre les États-Unis et l'Union européenne dans le cadre de l'OMC. Mais les forces motrices de la polarisation actuelle semblent être bien davantage politiques, reflétant une résistance partagée à la tendance unilatéraliste de la politique américaine (processus qui était déjà engagé sous Clinton). Les autres puissances capitalistes dominantes ne veulent pas d'un monde où les États-Unis pourraient leur dicter les conditions dans lesquelles ils seraient autorisés à coopérer ou à se faire concurrence.

## RETOUR DE RIVALITÉS INTER-IMPÉRIALISTES

## CLASSIQUES ?

De la part des gouvernements qui rivalisent avec les États-Unis, on trouve un mélange de motivations : l'opportunisme électoral (c'est en particulier le cas de la coalition conflictuelle Rose-Vert en Allemagne, même si, bien entendu, l'opportunisme n'est jamais très éloigné non plus des calculs de Chirac) ; le vieux projet gaulliste de construire une Europe dirigée par la France qui pourrait être un contrepoids géopolitique aux États-Unis ; l'amertume de la Russie devant la perte de son empire. Il est difficile de dire si se forme une véritable coalition anti États-Unis. Tout dépend de la manière dont la guerre va se dérouler pour les États-Unis et la Grande-Bretagne en Irak. Un Washington triomphant tranchera plus facilement et étouffera ceux qui le critiquent ; mais si les forces anglo-américaines se retrouvent enlisées dans une longue guérilla, alors les gouvernements rivaux y puiseront des raisons de garder leurs distances.

Sur le long terme, des rivalités inter-impérialistes classiques se développeront-elles selon une logique à la fois militaire et économique ? Il est plus facile de le prédire pour ce qui concerne la Chine (qui est actuellement en danger d'être encerclée par les bases militaires américaines, répandues dans toute l'Asie centrale, et qui font leur retour aux Philippines). La Russie est trop affaiblie économiquement pour envisager davantage que la politique opportuniste faite de manœuvres destinées à reprendre l'avantage, et qu'a suivie Poutine jusque-là (bien qu'il ait surpris les experts par la vigueur de ses critiques vis-à-vis de la guerre en Irak). Pour que l'Union européenne devienne une puissance militaire sé-

rieuse, il lui faudrait surmonter des divisions internes qui sont devenues au contraire encore plus intenses du fait de la crise irakienne (la « vieille Europe » opposée à la « Nouvelle Europe »), et adopter un programme d'armement massif qui entrerait en conflit avec les restrictions fiscales imposées par le Pacte de croissance et de stabilité (traité d'Amsterdam), provoquant ainsi une crise politique et sociale majeure, car cela supposerait que l'Etat-Providence soit encore davantage affaibli pour financer des dépenses de défense accrues ; cela lui vaudrait une réaction hostile de la part des États-Unis. Ces obstacles peuvent être surmontés, mais ils sont assez importants pour indiquer que le surgissement de l'Union européenne en tant que rival impérialiste des États-Unis représenterait un processus à la fois très long et très hasardeux. Il est bien entendu très important pour des marxistes révolutionnaires de contester l'idée (que des figures éminentes du mouvement anticapitaliste ont entretenue) selon laquelle un impérialisme européen pourrait représenter une alternative humaine et démocratique aux États-Unis.

## LA GUERRE LANCE

## UN DÉFI AU MOUVEMENT

## ANTI-MONDIALISATION

Il n'y a pas de corrélation simple entre le niveau de la lutte de classe économique, l'ampleur du mouvement anti-guerre et la politique adoptée par les gouvernements vis-à-vis de la guerre. Si l'on considère les grands pays européens où le mouvement anti-guerre a été le plus important, en Grande-Bretagne, le niveau de lutte de classe économique est toujours, hélas, très bas ; mais l'Italie

et l'Espagne ont, elles, toutes deux connu des grèves très importantes dans l'année qui vient de s'écouler. Dans ces trois cas, bien entendu, les gouvernements sont pro-guerre. Dans les deux pays anti-guerre les plus importants, il existe de toute évidence une lutte de classe économique bien plus importante qu'en Grande-Bretagne, mais le mouvement anti-guerre est bien plus puissant en Allemagne qu'en France. Il ne fait pas de doute que la politique de Chirac est très populaire en France, mais elle n'est certainement pas dictée, d'en bas, par la pression des masses. Nombre d'éléments jouent leur rôle pour expliquer comment le mouvement et la politique gouvernementale évoluent dans différents pays. Il est certain que l'existence d'un bloc de gouvernements pro-américains, de droite (l'axe Aznar-Berlusconi-Blair) a eu un effet de polarisation dans les pays en question, aidant à stimuler la résistance des masses depuis Gênes (bien que les gouvernements qui ont pris position contre la guerre aient bien sûr également poursuivi des politiques néo-libérales, comme nous le rappelle la lutte actuelle en France sur les retraites).

Le mouvement contre la mondialisation capitaliste a joué un rôle important dans la construction du mouvement anti-guerre. Les réseaux militants qui ont permis le succès des manifestations de Gênes en juillet 2001 se sont attelés à l'organisation des premières manifestations contre la guerre en Afghanistan en Italie et en Grande Bretagne à l'automne de la même année, avant de jouer un rôle important dans la grande manifestation de Barcelone en mars 2002. Ils se sont également assurés que la guerre serait le thème principal du Forum social européen

de Florence en novembre 2002, et ils ont agi pour qu'un appel y soit lancé pour un jour international de protestations contre la guerre, le 15 février 2003 (appel qui est devenu mondial après qu'il a été repris par le Forum social mondial de janvier, une fois encore à cause d'initiatives émanant de certains des réseaux européens impliqués dans le processus du Forum social européen).

En même temps, cependant, la guerre lance un défi au mouvement anti-mondialisation. ATTAC, en France, a fortement résisté à l'évolution que je viens d'évoquer : elle s'est battue pour que les problèmes de la mondialisation néolibérale et ceux de la guerre demeurent séparés. Cette approche économiciste peut aider à expliquer pourquoi le mouvement anti-guerre a été plus faible en France que, pour l'essentiel, dans le reste de l'Europe. Il traduit une incapacité à comprendre que se saisir de la question de la guerre ne mène pas seulement à une radicalisation du mouvement, à la reconnaissance de plus en plus grande de ce que le capitalisme est aussi l'impérialisme, que les multinationales et la machine de guerre sont liées organiquement, mais qu'elle a également permis une croissance considérable à la fois de l'extension géographique du mouvement et de sa taille dans chaque pays [4]. Le rôle joué par le mouvement anti-mondialisation dans la lutte contre la guerre dépend donc de manière déterminante de l'orientation des forces politiques agissant en son sein. La discussion à propos de la guerre fait partie d'un processus plus large de différenciation politique entre les forces réformistes et des forces plus radicales qui y agissent, ce qui est nettement perceptible dans les réseaux anticapitalistes européens. Puisque la boucherie ac-

tuelle s'inscrit dans une suite de guerres impérialistes, il est vital que les marxistes révolutionnaires combattent pour que le mouvement contre la mondialisation capitaliste continue à se développer également comme mouvement contre la guerre et contre l'impérialisme.

(atc1@york.ac.uk)

#### Notes

- 1- On trouve une bonne analyse de ce processus (encore que plutôt faible du point de vue théorique) dans R. Brenner, *The Boom and the Bubble* (Londres, 2002) et dans « Towards the Precipice », *London Review of Books*, 6 février 2003.
- 2- Pour en trouver une analyse plus approfondie, voir A. Callinicos, « The grand Strategy of the American Empire », *International Socialism*, (2) 97 (2002).
- 3- A. Callinicos, « Marxism and Imperialism Today », *International Socialism*, (2) 50 (1991), et C. Hartman, « Where is Capitalism Going? », II, *Ibid.*, (2) 60 (1993).
- 4- Voir également A. Callinicos, « War under Attack », *Socialist Review*, avril 2003.



# Où situer la nouveauté politique ?

**A**yant pu lire les premières réponses (Duménil et Levy, Chesnais, Johsua, Husson), je soulève ici seulement les questions qui n'ont pas, à mon avis, jusqu'ici été prises en compte dans les analyses. Ce n'est pas une réponse systématique, mais une réponse « différentielle » ou complémentaire, qui ne reprend pas les points qui font accord.

A la question de savoir s'il s'agit de fissures dans le front impérialiste d'un type nouveau, je répondrai que n'est pas tant l'agression contre l'Irak que l'expression ouverte de désaccords inter-impérialistes qui marque le tournant. Le début de désaccords remonte à plus loin.

Il y a eu une sous-estimation des conflits « contenus » mais réels surgis lors de la guerre du Kosovo. La dissolution du Pacte de Varsovie en 1991 posait la question de la « raison d'être » de l'OTAN en même temps

que s'affirmait une construction européenne de nature politique — par différence avec l'ALENA ou avec l'ancienne CEE : pour aller vite, disons qu'une monnaie, c'est aussi un pouvoir d'État et une armée (une « politique extérieure »). Les « tâtonnements » expérimentaux en Bosnie (OTAN comme « bras armé de l'ONU » ?) puis au Kosovo (OTAN sans ONU et sans accord du Conseil de Sécurité) n'avaient de mon point de vue pas grand chose à voir avec des « choix » impérialistes univoques sur la Yougoslavie et son devenir (éclatement ou pas, petits États mono-ethnique ou pas, pro- ou anti-serbe...). Encore moins avec des affaires de route de pétrole ou de contrôle des ressources minières du Kosovo. Il va sans dire que cela n'avait rien d'humanitaire (aucune vie n'a été protégée sauf celle des soldats envoyés). Encore moins d'une défense de droits humains in-

dividuels ou collectifs d'autodétermination. L'enjeu était géostratégique : quelle extension et redéfinition de l'OTAN ? Quelle « politique extérieure » (et par quels instruments militaires) pour l'UE ?

Pour le gouvernement Clinton, imposer le cadre atlantique sous hégémonie états-unienne était le but. Je ne pense aucunement qu'une « guerre » était programmée du côté européen lors des négociations de Rambouillet dans leur première phase : les négociateurs franco-britanniques, notamment, étaient bien plus proches des représentants et projets serbes (ainsi que de Rugova) que de l'UCK. Madeleine Albright s'est emparée (et ce, à partir de la fin 1998) du radicalisme de l'UCK pour faire échouer les négociations de compromis souhaitées par les Européens (et Belgrade) et imposer ce faisant le cadre atlantique.

Le déroulement imprévu de cette guerre non maîtrisée en a transformé de façon évolutive le but (la légitimation a posteriori) : l'engrenage des bombes a nécessité l'engrenage des mots et une victoire à tout prix contre Milosevic présenté comme un quasi-Hitler : seul un tel enjeu pouvait « légitimer » le retour de l'Allemagne dans la guerre. Mais les désaccords de coulisse sur la menée de cette guerre (y compris ses cibles) ont été considérables en même temps qu'on parlait de plus en plus ouvertement de fiasco.

## UNE AUTRE EUROPE, MAIS LAQUELLE ?

La prise de distance de la France et de l'Allemagne sont des éléments d'une variante de construction européenne néo-gaulliste... en pointillé. Elle élargit les marges de « jeu » pour la Russie entre les grands. Mais

elle n'est pas en mesure d'offrir une cohérence alternative aux populations concernées. D'abord parce que le « modèle » d'accumulation ultra-libéral né aux États-Unis s'impose, le « type » rhénan étant en voie de disparition, de même que le « toyotisme » est en crise (on peut rappeler la formule de Robert Boyer : « le mauvais capitalisme chasse le bon »). Les dirigeants de la France comme de l'Allemagne continuent à opter pour une construction libérale de l'Europe, à budget minimal... Les choix sont pour l'instant le budget minimal et le moins d'impôt. L'unification allemande a coûté près de 100 milliards d'Euro par an depuis 1989 en transferts de l'Allemagne fédérale. C'est une fraction infime de cette somme qui va être partagée entre les nouveaux entrants. L'Allemagne ne veut plus payer pour les pays d'Europe du Sud et de l'Est, pas plus que la France. Au contraire dans l'état actuel des choses, « l'axe franco-allemand » est en gros d'accord pour contenir les dépenses budgétaires à venir, malgré l'unification...

L'idée qu'une autre politique européenne serait possible a sans doute progressé — en même temps que les contradictions de l'actuelle construction apparaissent davantage (pas de politique extérieure commune, pas de budget à la hauteur des enjeux, pas de réelle solidarité sociale et internationale...). La nécessité d'articuler la question de la guerre avec la question des choix de société et de relations internationales peut apparaître plus largement. Un « programme de transition » européen s'impose...

La construction de liens alter-mondialistes est certainement pour quelque chose dans l'existence des mobilisations anti-guerres, mais les

composantes nationales pèsent dans les contenus et les variantes dans l'intensité des mobilisations. La faible mobilisation en France accompagne des sondages très hostiles à la guerre. Donc cela a quand même à voir... avec le fait que Chirac s'est positionné contre la guerre. Désolée d'avoir à dire une telle platitude !

Quant aux « pays » (il vaut mieux dire « les dirigeants ») d'Europe de l'Est qui ont adhéré à l'OTAN ou soutenu la guerre, ils se sont trouvés confrontés (sauf en partie en Pologne) à une très grande impopularité. En fait, il y a encore moins de soutien populaire à la guerre en Irak en Europe de l'Est que parmi les États membres. N'oublions pas de même que, pour « faire passer la pilule » de la guerre du Kosovo, l'UE a dû proposer le « pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est » le... 10 juin 1999 (un jour après la fin de la guerre) : de la poudre aux yeux qu'on a voulu présenter à l'époque comme un « plan Marshall ». (Et c'est en décembre 1999 que le choix a été fait d'un grand élargissement).

En mars 2003, pour avoir une chance de faire ratifier l'adhésion à l'OTAN par la population slovène, il a fallu faire ratifier en même temps OTAN et adhésion à UE en présentant « le tout » comme un « paquet ».

## RAPPORTS PARASITAIRES ?

J'ai des doutes quant à la validité de la notion de rapports « parasites ». Par ailleurs, nous manquons d'un appareil statistique et conceptuel adapté à la mondialisation financière actuelle pour mesurer mieux les flux et leur circuit réel de façon transparente. Les excédents et déficits de la balance des transactions courantes et du compte de capital sont faussés par les relations internes aux multi-

nationales, le rapatriement des profits, le contrôle des financements par les capitaux étrangers depuis les accords de la fin des années 1998 sur les « services financiers », etc... Les filiales des FMN, en Europe de l'Est par exemple (mais je suppose que c'est vrai ailleurs) sont généralement « au bord de la faillite » au plan comptable, afin de ne pas payer d'impôts ou de ne pas être forcés de réinvestir sur place une partie des profits, rapatriés.

Le rôle du FMI et du système bancaire international s'est profondément modifié, comme on sait. Mais du coup les mécanismes de l'impérialisme du XIX<sup>e</sup> siècle peuvent se retrouver sous des formes différentes : le capital financier européen de l'époque jouant le rôle de prêteur avec « conditionnement » que joue aujourd'hui le FMI articulé sur les banques privées... et l'OMC.

### LE POIDS DE L'HISTOIRE ET DE LA CONSCIENCE COLLECTIVE

Globalement, sur ce qui est nouveau (et source d'instabilité majeure) dans l'ordre impérialiste mondial, je mettrai l'accent sur les éléments suivants. En premier lieu, l'impérialisme actuel et les conflits inter-impérialistes sont « médiés » par des institutions mondiales qui n'existaient pas auparavant (construction européenne, sans précédent, institutions financières et commerciales, dotées de pouvoirs explicites, OTAN). Ce sont des instruments de pouvoir. Mais ils représentent en même temps une faiblesse pour les politiques impérialistes : il s'agit aussi en effet d'une médiation « politique » plus concrète que « la main invisible » du marché ou les diploma-

ties. Des « comptes » peuvent être demandés ! La globalisation des résistances a quelque chose à voir avec cela. La révolution internet... aussi !

Les nouveaux hégémonismes ne sont pas plus illégitimes que les anciens... Mais ils sont inscrits dans le temps et une conscience collective déterminés. Ils surviennent après une phase historique (même si elle a été courte) de réductions des inégalités ; ils surviennent après le siècle des premières révolutions, du nazisme et de la grande peur du communisme, après l'élaboration des Déclarations universelles des droits humains qui rendaient compte de tout cela... Des droits (des réformes) de base, sont aujourd'hui remis en cause, alors qu'ils ont été, il n'y a pas si longtemps, considérés comme irréversibles... Il faut mettre ces droits universels de notre côté : ce ne sont pas les réformes qui sont problématiques, mais les régressions sociales et de droits ! Nous manquons de « réformistes » qui se battent pour des réformes de base (le droit à l'eau, à la terre, à l'éducation, aux services publics, à des revenus dignes...), sans se préoccuper de savoir si c'est ou pas « compatible » avec le capitalisme. Des « réformistes » qui se battent pour ces biens communs universels que sont les connaissances scientifiques, les brevets pour la santé, internet et la culture... qui doivent devenir patrimoine commun. Jamais autant d'arguments « concrets » universels de ce type contre la propriété privée du capital et sa logique n'ont eu autant de force.

n

Membre de la rédaction des revues *Nuevo Rumbo* et *Herramienta*, Buenos Aires, ancien militant du MAS de Nahuel Moreno.

# Pas une politique improvisée, mais une véritable stratégie d'État

L'invasion de l'Irak, au-delà des obstacles inattendus auxquels se sont heurtées la diplomatie américaine ou les forces d'occupation, ne doit pas être jugée comme un fait plus ou moins imprévu, déclenché de manière intempestive par Bush et son entourage ultra droitier (bien le rôle de celui-ci soit très important, comme nous l'indiquerons plus loin). Elle est un maillon d'une politique que les États-Unis développent depuis plus d'une décennie, tendant à imposer leur hégémonie ou domination planétaire. Politique qui, loin de consister en une série d'initiatives plus ou moins improvisées, exprime une véritable stratégie d'État, qui opère de manière interne et externe, dans le domaine poli-

tique, social, économique et militaire. Les États-Unis, à un degré beaucoup plus élevé et de façon beaucoup plus effective que quelque autre puissance impérialiste, ont effacé depuis longtemps déjà les frontières entre l'état de paix et l'état de guerre. Par stratégie d'État, il faut entendre à la suite d'Henri Lefebvre [1], une coordination d'actions et d'opérations projetées à moyen et à long terme. Or les États-Unis, il faut le rappeler, ont procédé systématiquement à la conquête de positions durant une longue période. Il est vrai que tout ne s'est pas toujours passé comme ils l'auraient souhaité (il suffit de se souvenir des peu glorieuses retraites de Somalie et du Liban). Mais la « normalisation » de l'Amérique Centrale,

la première guerre du Golfe, l'intervention en Yougoslavie, l'agression contre l'Afghanistan et, maintenant, l'invasion de l'Irak, pour ne citer que les cas les plus notoires, sont les jalons d'une offensive extérieure qui a une expression très concrète dans le déploiement de troupes et de bases pour l'intervention militaire directe dans le monde entier à une échelle sans précédent, ainsi que dans la consolidation et le développement d'une écrasante supériorité technologique militaire par rapport à quelque autre État.

Or, si nous commençons par attirer l'attention sur la stratégie des États-Unis et ses succès relativement importants, c'est pour souligner tout de suite que « qui dit stratégie dit aussi, choix multiples, profits et pertes et de ce fait risques [...] Toute stratégie (banalité depuis Clausewitz) peut échouer. Lorsqu'on analyse une stratégie il faut distinguer ce qui est mis en jeu (les profits et les pertes) et les objectifs (les buts poursuivis par la volonté politique qui a conçu la séquence opérationnelle) ». De fait, tandis que la « contre révolution conservatrice » de Reagan, l'« Ordre nouveau » proclamé par Bush père et l'orgueil impérial cultivé par l'administration Clinton, ont élevé la suprématie Nord américaine à des niveaux jamais vus, simultanément, avec la mondialisation du capital, il est devenu évident que le moment d'achèvement le plus complet de l'ordre du capital marquait aussi (pour parler comme Mészáros) le début sans précédent de sa crise structurelle et, comme partie constituante de celle-ci, la crise du système mondial des États [2]. C'est pourquoi nous avons écrit, il y a déjà quelques années, que la mondialisation du capital permettrait d'un côté de maximiser les bénéfices pour une fraction du capi-

tal, en accumulant de l'autre des éléments évidents de chaos planétaire et de barbarie. La mondialisation conduisait ainsi à des confrontations d'une violence et d'une ampleur sans équivalent [3]. Nous signalions aussi que les impérialistes en général, et les Yankees en particulier, paraissent décidés à renouer avec de véritables politiques de recolonisation sous des formes diverses.

Durant la période des années 1980 et 1990, les États-Unis ont exercé leur suprématie en combinant la « direction-hégémonie » vis-à-vis des États alliés, en premier lieu des pays les plus importants de l'Union Européenne et du Japon, et la « domination-coercition » visant à soumettre ou à liquider les pays considérés comme « États parias » (dans la terminologie de Bush fils : l'axe du Mal). Il y a aussi pour eux la zone grise des États post communistes, et particulièrement de la Russie et de la Chine, alliés peu sûrs ou ennemis potentiels, qu'on essaie d'« associer » économiquement et politiquement, en même temps que se met en place une orientation militaire de « contention » [4]. Les sanctions et agressions contre l'Irak, qui se sont perpétuées depuis la guerre du Golfe, ont été une expression de cette stratégie générale, qui a été appuyée plus ou moins activement par tous les gouvernements impérialistes, par la Russie, la Chine et les Nations Unies.

## LES ÉLÉMENTS

### NOUVEAUX

Aujourd'hui, il devient évident que G.W. Bush et son équipe de fondamentalistes ultra droitiers introduisent des changements qui modifient, tant ce qui est mis en jeu que les objectifs. Un après l'attentat du 11 sep-

tembre 2001, avec la « guerre au terrorisme » et la répétition générale d'Afghanistan sur le dos, on annonce une nouvelle doctrine de sécurité dont l'axe est d'affirmer l'objectif que les États-Unis imposent une domination de la planète au moyen d'une supériorité militaire absolue et incontestable. On systématise dans ce document la décision d'agir unilatéralement, en particulier contre « l'axe du Mal » (qui peut être étendu à volonté : Ben Laden et les Talibans d'abord, l'Iran, L'Irak et la Corée du Nord ensuite, et même la Libye, la Syrie, Cuba...) et on remplace les vieilles idées de dissuasion et de contention par la doctrine de l'« action préventive » [5]. L'invasion de l'Irak prouve qu'il ne s'agit pas de rhétorique, mais d'un pari stratégique qui cherche à donner une leçon au reste du monde et à réorganiser le Moyen Orient d'un bout à l'autre...

Je ne me suis pas arrêté sur les traits aventuriers qui marquent l'entreprise de Bush et de son équipe. Ils existent sans doute et doivent être pris en considération, mais à cette étape, il est important de souligner que ce qui compte est moins la « rationalité » de la bande ultra réactionnaire installée à la Maison Blanche, que le rapport de forces qui se construit dans la lutte elle-même. Et, par conséquent, c'est une question de vie et de mort que de reconnaître à tout moment que l'ennemi a une stratégie qui ne s'écroulera pas à cause de ses inconsistances ou de ses contradictions internes, mais uniquement par la capacité de construire et d'orienter une force susceptible de la détruire. Il importe également de souligner qu'en faisant monter les paris, Bush a multiplié les risques aussi. C'est ce que Immanuel Wallerstein écrit en forçant un peu la note : « pour résu-

mer, si Bush gagne, il fera face à un statu quo géopolitique qui sera très loin de convenir vraiment. Et s'il perd, il perdra réellement » [6]. En tout cas, sans avancer de pronostic, l'invasion de Bush (et Blair) a été confrontée à de sérieuses difficultés, et ceci à plusieurs niveaux.

En premier lieu, elle a déclenché une véritable crise politique et institutionnelle à l'ONU, dans les relations avec l'Europe et les gouvernements qui, après le 11 septembre, s'étaient joints avec plaisir à « l'alliance mondiale contre le terrorisme », et même au sein de la classe dominante américaine. En second lieu, le sort politico-militaire de la guerre du futur gouvernement d'occupation est plus que douteux, vu la résistance irakienne et le soutien qui, sur ce terrain, peut arriver des peuples de la région (en dépit, en principe, du caractère mercenaire de leurs gouvernements). Enfin la mobilisation mondiale contre la guerre semble se constituer en une force effective fondée sur l'action de masse et, ce qui est aussi important, qui se constitue sur un terrain de prise de conscience et de débats où travailler pour développer une stratégie propre contre la guerre impérialiste et le capitalisme qui l'engendre. Les relations étroites qui existent entre la mondialisation du capital et la suprématie sans précédent qu'a atteint l'impérialisme Nord américain sur ses alliés-concurrents européens et japonais, ont été analysées. De même que le développement du « complexe militaire et de sécurité » et son rôle dans l'extraordinaire concentration et centralisation du capital aux États-Unis, avec la capacité qui en découle de « drainer » vers le centre impérial la plus-value mondiale [7]. Je ne peux rien ajouter à ce qui a été écrit, excepté avancer l'avis que nous sommes arrivés au point

où la prédominance Nord américaine, depuis de longues décennies pivot de la configuration hiérarchisée des relations impérialistes, implique de nouvelles et plus fortes exigences du fait des difficultés économiques et géopolitiques de type systémique. Ceci, et les éventuels effets récessifs du conflit, fera que l'ensemble de la situation sera plus instable et explosive.

**PRÉTENTION DES ETATS-UNIS À ETRE « L'ÉTAT MONDIAL DU CAPITAL » ET LEURRES ONUISIENS**

Les divisions au sein du Conseil de Sécurité et le comportement méprisant de Bush et de ses fonctionnaires envers les réticences ou les critiques de la France et de l'Allemagne, ne se résolvent pas « en regardant vers l'avenir ». Même les gouvernements les plus critiques de « l'unilatéralisme » Yankee sont restés indécemment contemplatifs devant le génocide qui commençait, jusqu'à ce comble de soutenir que, étant donné que l'on n'avait pas pu empêcher la guerre, il fallait espérer que... les troupes d'occupation anglo-nord-américaine la gagnent rapidement ! Il est évident que la circonspection des gouvernements européens, inspirée par le désir de minimiser les divergences, de ne pas perdre plus de positions et de pouvoir jouer un certain rôle dans la « normalisation » de l'après-guerre en Irak, n'a pas modifié la décision des États-Unis : ce seront eux et personne d'autre qui gouverneront l'Irak et établiront l'agenda politique de toute la région.

Il s'agit sans aucun doute d'une situation inédite. D'un côté, les bourgeoisies européennes sont les der-

nières à vouloir rompre définitivement les cadres formels ou informels du bloc inter-impérialiste qui les protège, même si rester parmi les maîtres du monde les réduit à être dans l'inconfortable position d'associés de seconde classe. Pour le moment, des disputes et conflagrations inter-impérialistes pour le partage du monde, comme dans les phases antérieures de l'impérialisme, sont impensables. En même temps, les divergences d'intérêts sont réelles et les brèches peuvent encore s'élargir jusqu'à des limites que nous ne connaissons pas.

Il faut dire un mot des Nations Unies et des autres institutions transnationales qui peuvent être vues par les actuels occupants de la Maison Blanche et leurs idéologues comme des formalismes coûteux et inutiles, voire dangereux pour l'exercice d'un nouveau droit international fondé sur leur propre force : « Les Nations Unies n'existent pas. Il existe une Communauté Internationale qui peut être dirigée par la seule puissance véritable qui reste dans le monde, que sont les États Unis, quand cela convient à nos intérêts et que nous pouvons obtenir que d'autres nous suivent » [8]. En réalité, le désaccord des cercles dirigeants américains actuels avec les Nations Unies plonge ses racines dans une contradiction structurelle : l'ordre du capital n'a jamais pu se passer de l'État moderne, au point que cette structure politique de commandement fait partie de la matérialité du système capitaliste. Mais en raison même de cette matérialité historique, lorsque la logique d'expansion du système mène à la formation d'un capital global, les fondements de celui-ci entravent l'existence d'un État mondial. Naturellement les prétentions qu'ont les États-Unis de jouer de fait ou de droit le rôle

le d'État mondial, ne peuvent qu'avoir des conséquences funestes. Mais il serait complètement inutile de prétendre conjurer un semblable péril en embellissant ou en capitulant dans les illusions sur cette « caverne de bandits » que sont les Nations Unies..

## AIGUISEMENT DE LA

## LUTTE DES CLASSES

Les divisions ou fissures au niveau du système mondial des États et des différents gouvernements peuvent encourager ou faciliter les luttes des travailleurs et des secteurs populaires contre la guerre impérialiste et, plus généralement, pour leurs revendications. Mais il faut s'attendre à ce que les gouvernements bourgeois raisonnent exactement à l'inverse : face à la crise, aux dangers et aux incertitudes, plus d'austérité, plus de flexibilité, plus de licenciements, des régimes répressifs et sécuritaires plus durs.

En Amérique latine, sans aucun doute, le refus de la guerre a introduit dans la plupart des pays un facteur additionnel de mobilisation et de radicalisation, qui fusionne avec le combat contre la recolonisation en cours. Le rejet généralisé de la guerre exprimé par le gros de la population en termes explicitement anti-impérialistes, a placé les bourgeoisies et les gouvernements mercenaires de la région dans une position extrêmement inconfortable. En Argentine, par exemple, « l'alignement automatique sur Washington » proclamé et appliqué par les gouvernements de Menem et de l'Alliance a dû être mis en sommeil, et bien que les gestes de soumission aux maîtres du Nord n'aient pas manqué, Duhalde a dû se prononcer verbalement contre la guerre.

Bien que ne se soit pas constitué jusqu'à présent une coalition ou coordination consistante, on peut prévoir et œuvrer à ce que la mobilisation contre la guerre (celle-ci et d'autres) s'amplifie et s'organise nationalement et internationalement, et se lie à un nouvel assaut pour tuer le projet de l'A.L.C.A., détruire les bases putschistes de la bourgeoisie vénézuélienne, faire face et contenir les bases et l'intervention militaire des gringos en Colombie, en Bolivie et d'autres pays du continent, approfondir et radicaliser politiquement les mobilisations sociales en Argentine, au Brésil, etc.

Dans un contexte marqué par un rejet passionné des agressions impérialistes, une importante participation de la jeunesse et une soif généralisée de compréhension des raisons et de la portée de la guerre impérialiste ainsi que des alternatives à celle-ci, la lutte et la construction des diverses organisations de la classe ouvrière doivent intégrer la dimension de la lutte « nationale ». Le combat anti-impérialiste et le combat anticapitaliste se fécondent et se renforcent mutuellement, dans des conditions qui rendent possible et qui exigent, dans le contexte des mobilisations contre la globalisation et la guerre impérialiste, une ferme bataille de la gauche révolutionnaire pour coordonner les efforts et alimenter l'élaboration une stratégie révolutionnaire continentale et mondiale.

### Notes

1- Henri Levebvre, « Lo Stato. 1. Lo stato nel mondo moderno » (*Dedalo Libri*, Bari, 1976). Le texte français original a été publié dans la collection 10/18.

2- Istvan Meszaros, « Màs allà del Capital.

Hacia una teoria de la transicion » (Vadell Hermanos editores, Valencia-Caracas, 2001)

3- Hernan Camarero, Jorge Dutra, Andrés Méndez y Aldo A. Romero, « Problemas de la Revolucion y el Socialismo » en *Construir otro futuro. Por el relanzamiento de la revolucion y el socialismo*, (Editorial Antidoto, Buenos Aires, 2000).

4- Gilbert Achcar, « De un siglo americano al otro : entre hegemonia y dominacion » dans *Marx 2000. la hegemonia norteamericana*, (Actuel Marx-K&ai Ediciones, Buenos Aires, 2000).

5- « The National Security Strategy of the United States of America » septembre 2002.

6- Immanuel Wallerstein, « Bush va a perder o a lo sumo empatar » dans *Pagina 12*, 22 mars 2003.

7- Je renvoie aux articles de François Chesnais, Claude Serfati, Charles-André Udry, publiés dans *Carré Rouge* et *A l'Encontre* et traduits et publiés dans *Herramienta* en Argentine.

8- John Bolton cité par Alex Callinicos dans « La estrategia general del imperio norteamericano » (*International Socialist*, décembre 2002).

# Dans un contexte de crise, des enjeux qui valent bien un pari risqué

Ce que traduit l'invasion de l'Irak par les États-Unis ? A moins de glisser vers un déterminisme réducteur, il ne faut pas oublier la part événementielle dans l'enchaînement des événements : Bush aurait pu perdre des élections qu'il n'a gagnées que d'une courte tête et probablement par la fraude ; les attentats du 11 septembre auraient pu échouer, etc. Bref l'histoire n'est pas un vaste complot dont un marionnettiste tout puissant tirerait les ficelles. Elle n'est pourtant pas non plus un théâtre insensé de bruit et de fureur. Il y a une logique de l'événement. Les déraisons ont leur raisons. De ce point de vue, la guerre actuelle était doublement annoncée. Dès 1989, une réorganisation d'envergure de la

planète était à l'ordre du jour. L'équilibre précaire de l'après guerre rompu, un nouveau partage des territoires, des richesses, des zones d'influence devenait possible. Il était clair que cette réorganisation serait violente. Dès l'été 1990, les États-Unis ont commencé à redéfinir les moyens et les missions de leurs forces militaires.

Il y a là une dimension géopolitique de la logique de guerre qui est en rapport (non mécanique) avec l'essoufflement de l'accumulation capitaliste sur la longue durée. En dépit des mirages de la nouvelle économie et du redressement des taux de profit grâce aux défaites infligées dans les années quatre-vingt/90 par les contre-réformes libérales, les gains



de productivité sont restés modestes et la croissance n'a pas retrouvé les rythmes d'avant 1974-1975. Le problème ne se réduit pas aux termes du partage capital/travail. L'ouverture d'une nouvelle phase d'expansion demanderait bien d'autres conditions politiques, institutionnelles, monétaires, bref une modification des conditions générales d'accumulation du capital.

Dans ce contexte de crise durable, il paraît secondaire et spéculatif (même si les conséquences peuvent être réelles : par exemple la manière dont aurait pu réagir une administration Gore au lieu d'une administration Bush après le 11 septembre), de raisonner en termes de « fuite en avant » ou de crise de direction impérialiste. La rupture de la bipolarité politico-militaire USA/URSS libère des tendances centrifuges (et ruine les élucubrations théoriques du type « ultra-impérialisme », etc.). D'autre part, les enjeux repérables de la guerre en cours, sans en minimiser les incertitudes du point de vue des dirigeants américains, montrent que les enjeux valent bien un pari risqué : le contrôle des richesses et des routes pétrolières, la redistribution des cartes géopolitiques en Asie centrale et au Moyen-Orient, l'imposition d'une économie de guerre durable, la modification des rapports entre Union européenne et États-Unis, redéfinition des architectures institutionnelles de la mondialisation (ONU, Otan, OMC etc.).

Quant à la crise de direction impérialiste, c'est une formule bien générale et évasive derrière laquelle peuvent être rangés bien des phénomènes différents : relations entre puissances impérialistes et crise d'hégémonie mondiale, ou bien relations entre les intérêts économiques du capital et l'état de ses élites politiques, trans-

formation des rapports entre pouvoir politique et gouvernance d'entreprise dans un monde de plus en plus privatisé, etc.

## SUPRÉMATIE MILITAIRE

### ET FRAGILITÉS

## STRUCTURELLES

Parler de relations parasites est sans doute excessif, et probablement trop approximatif pour ne pas induire en erreur. Déjà, après la première guerre du Golfe, Alain Joxe, constatant que les États-Unis avaient réussi à rendre la guerre lucrative (en la faisant financer par leurs alliés) parlait d'« Amérique mercenaire ». Nous sommes d'accord pour souligner le décalage entre la suprématie militaire américaine et ses fragilités structurelles relatives (endettement, déficit commercial, déficit budgétaire), etc. Mais n'est-ce pas une raison pour souligner le caractère politique de la notion d'impérialisme (souvent réduite à un rapport économique), dans laquelle se combinent l'appropriation de plus-value et la monopolisation de richesses (énergétiques, financières, cognitives, etc.), une hégémonie politique (inscrite dans des mécanismes institutionnels), une suprématie militaire (les armements, les bases, les alliances).

Un retour des conflits inter-impérialistes ou des fissures d'un type nouveau ? Ces conflits avaient été colmatés, refoulés, rendus moins visibles, au nom d'une urgence supérieure (la solidarité « occidentale » contre le péril rouge). Ils n'avaient pas disparu pour autant. Les impérialismes d'hier avaient vu leur hiérarchie modifiée (à l'avantage écrasant du leadership américain), les tensions épisodiques n'avaient pas été éliminées pour autant. Les diffi-

cultés économiques, une concurrence accrue, une perte de fonctionnalité de la référence « occidentale » libèrent des tendances centrifuges. On peut assister dans les mois à venir à des tentations protectionnistes, à des rivalités commerciales. En revanche, on peut difficilement imaginer que les rivalités inter-impérialistes puissent aller jusqu'à des conflits ouverts, a fortiori militaires. Il n'en demeurent pas moins que les puissances alliées et concurrentes peuvent s'affronter, indirectement, de manière oblique, à la périphérie, que ce soit pour un nouveau partage de l'Afrique ou sur des questions telles que la reconstruction de l'Irak. Difficile de spéculer pour déterminer jusqu'où pourraient aller ces conflits. Cela dépend notamment du degré d'intégration et de concentration régionale du capital. Existe-t-il un capital européen en formation suffisamment homogène pour défier le capital américain, ou bien l'interpénétration des capitaux mondialisés est-elle telle que se profile un « ultra-capitalisme » par rapport auquel les impérialismes d'hier mènent des combats d'arrière-garde ? Avouons que la plupart d'entre-nous n'ont vu dans les positions initiales de Chirac sur la guerre qu'une gesticulation et que bien peu auraient parié sur le recours au veto.

## LES LIMITES DES

### FRACTURES AU SEIN DES

## SPHÈRES DIRIGEANTES

Sans en exagérer la portée, la fissure France-Allemagne/États-Unis, reste à expliquer. On peut avancer une série de facteurs (les intérêts des uns et des autres dans la région, le poids du pacifisme allemand, l'héritage gaulliste, un choix politique multilatéraliste

contre les dangers de l'unilatéralisme, etc.). Il n'y a pas d'explication simple (et... unilatérale ou mono-causale). Reste que l'affaire mérite réflexion (tout en soulignant qu'il ne s'agit pas de fracture Europe/États-Unis, mais de certains pays européens seulement). Un des points à creuser, c'est notamment le rapport Europe/Amérique. Il ne fait guère de doute que les États-Unis ont utilisé tous les conflits depuis 1991 pour conforter la subordination européenne (dans l'élargissement et la redéfinition des missions de l'Otan, dans la charge de la course aux armements, etc.). L'Union européenne reste un espace commercial et monétaire politiquement gélatineux. On comprend que les États-Unis aient tout intérêt à ce qu'il reste en l'état. Ce qui pose par ailleurs la question de notre alternative européenne à l'Europe d'Amsterdam/Maastricht. Les échéances de 2004 vont nous obliger à mener cette discussion plus sérieusement.

Il faut souligner les limites des fractures apparues au sein des sphères dirigeantes. Comme le souligne Perry Anderson dans son article de la LRB, les divergences se sont exprimées sur fond de principes communs. La principale portait non sur la guerre, mais sur « avec ou sans l'ONU ». Ce qui suppose un consensus sur la non prolifération, y compris d'ailleurs sur le droit d'ingérence, à condition qu'il soit autorisé par « la communauté internationale ». Il était parfaitement légitime d'utiliser ces contradictions pour la mobilisation, mais là encore, il faut aller plus loin pour préciser nos positions sur une série de questions de fond, en matière d'institutions et de droit international.

Je ne crois pas que la position au niveau des gouvernements ait grand chose à voir avec la mobilisation anti-

guerre/altermondialisation. Les pays où la mobilisation a été la plus forte (Italie, GB, Espagne pour l'Europe) sont ceux où les gouvernements ont tenu ferme leur engagement aux côtés des États-Unis. En revanche, les divergences au niveau du Conseil de Sécurité et des gouvernements ont ouvert des espaces et contribué à leur corps défendant à légitimer la mobilisation. C'est l'histoire du test de Milgram : quand l'autorité se divise...

En revanche, mais cela va de soi entre nous, il faut souligner que le lien entre la mobilisation contre la mondialisation capitaliste et contre la guerre est apparu évident à Florence comme à Porto Alegre. C'est ce que n'ont pas vu venir la plupart des médias, qui ne se sont réveillés que devant les manifs du 15 février. Or, les raisons de cette radicalisation sont profondes. Même ceux et celles qui n'ont pas lu Rosa Luxembourg comprennent bien le lien organique entre le nouveau militarisme impérial et la mondialisation marchande.

▮

# Apprécier les oppositions et les résistances à l'impérialisme

Une chose sont les buts de guerre et les objectifs généraux de l'administration Bush : contrôler le pétrole irakien et plus généralement le marché mondial en marginalisant l'OPEP, « remodeler » politiquement le Moyen-Orient conformément à ses plans mondiaux de « recolonisation » impérialiste, (ré)affirmer l'hégémonie mondiale des USA vis-à-vis des autres blocs impérialistes (notamment l'Union européenne, qui vient de subir un coup très dur) et grandes puissances (Chine, Russie) qui pourraient être susceptibles de la contester à l'avenir. Autre chose sont leurs possibilités de succès, total ou partiel. On ne saurait trop insister sur l'importance du mouvement mondial massif contre la guerre. Le nombre des manifestants le 15 février est sans précédent, et la simultanéité des manifestations est pratiquement inédite depuis que les travailleurs de plusieurs pays étaient dans la rue le même jour pour exiger la même chose : un 1<sup>er</sup> Mai pour la journée de 8 heures. La résistance du peuple irakien, qui n'est nullement réductible à une quelconque force intrinsèque du régime de Saddam Hussein, constitue tout autant un fait politique majeur. Venant après l'échec diplomatique qu'ils avaient subi à l'ONU, cette résistance populaire a déjà infligé une défaite politique partielle aux agresseurs, contraints de modifier leurs plans de bataille et d'affronter désormais la

perspective d'une guerre longue et dure, avec tous les risques politiques qui en découlent. Il est remarquable que la réaction des peuples du monde, en premier lieu du peuple irakien, n'ait pas été « le choc et l'effroi » mais la volonté de résister et de lutter. La première conclusion qui s'impose est que malgré son hyper-puissance l'impérialisme US peut être battu. Certes pas par Saddam Hussein, mais bien par le combat des masses. Pour cela, celles-ci ont plus que jamais besoin d'une perspective propre, anti-capitaliste et anti-impérialiste. Nous sommes au début de ce combat, dont tout indique qu'il ira bien plus loin que l'actuelle guerre en Irak et son résultat provisoire. Autre chose encore seront les conséquences à court et plus long terme, aussi explosives qu'imprévisibles. Evidemment, Bush et ses « faucons » agissent là, dans une certaine mesure, comme des apprentis sorciers. La politique de ce gouvernement qui s'est mis en place (Robin Cook le rappelait) après avoir en réalité perdu les élections, et grâce au tripatouillage de quelques milliers de bulletins de vote en Floride, exprime-t-elle pour autant une « crise de direction » de l'impérialisme ? Ce qui est indéniable, c'est qu'elle reflète les facteurs de crise, de décomposition et de décadence de l'impérialisme capitaliste dans sa phase de mondialisation financière. D'autres expressions en étant la crise nouvelle des relations inter-impé-

rialistes et des institutions inter-étatiques (ONU mais aussi OTAN), et bien sûr la crise économique mondiale surgie suite à l'éclatement de la bulle financière et à la fin du « boom » de l'économie US dans les années 90. La nouvelle situation mondiale invalide évidemment le concept d'une « fin de l'Histoire ». Les idéologues de l'extrême droite républicaine au pouvoir aux Etats-Unis le savent bien eux-mêmes, qui s'en démarquent clairement et estiment au contraire que l'Histoire continue après la fin du stalinisme, son enjeu étant le maintien de l'hégémonie étasunienne face aux nouveaux périls qui la menacent.

### UNE GUERRE PAS COMME LES PRÉCÉDENTES

Le système capitaliste-impérialiste mondial actuel doit être compris comme une totalité différenciée et hiérarchisée, ayant son centre à Wall Street et à la Maison Blanche <sup>[1]</sup>. Il est évident que la « guerre sans fin » déclenchée par le gouvernement US en utilisant le prétexte fourni par les attentats terroristes du 11 septembre 2001 est un moyen de la politique menée par cet impérialisme dominant en défense de ses propres intérêts. En période de krach boursier rampant, de faillites et scandales financiers en cascade, de rétraction des marchés, continuer à vivre à crédit (donc à consommer beaucoup plus qu'il ne produit) en finançant son endettement (de l'Etat, des entreprises, des ménages...) et son déficit budgétaire, tous deux considérables et croissants, par succion des capitaux et plus-values du monde entier, devient aussi impératif que problématique. Cela nécessite l'usage de la force. Le contrôle du pétrole irakien, avec les répercussions at-

tendues sur la structure de l'offre et les prix du marché mondial, serait un pas important dans ce sens, tout en apportant à l'impérialisme US un net avantage comparatif en termes de contrôle et d'autonomie accrue. La guerre contre l'Irak et plus généralement la politique de guerre inaugurée par l'administration Bush, répondent fondamentalement à ce besoin de maintien et de renforcement de l'hégémonie US globale (plutôt qu'à des objectifs de relance de la machine économique par l'industrie militaire).

Cette politique de guerre est dans une très large mesure spécifique et nouvelle. Les invasions militaires de la Grenade et du Panama, à l'époque de Reagan, se situaient encore dans le cadre donné par la co-existence pacifique/guerre froide avec l'URSS. Ces (petits) pays avaient en outre pour caractéristique de faire partie de « l'arrière-cour » sur laquelle l'impérialisme étasunien s'est de tout temps efforcé d'exercer un contrôle direct. La première guerre du Golfe avait également un caractère différent : le gouvernement de Bush père s'était limité à l'objectif, fixé par l'ONU, de chasser l'Irak du Koweït, Etat pétrolier « souverain » envahi par son voisin. Et il n'avait donc pas hésité à abandonner cyniquement à leur sort les populations chiites et kurdes après les avoir incitées à la révolte. L'intervention était soutenue par toutes les classes dirigeantes vivant dans le monde de la rente pétrolière, alors qu'aujourd'hui, la deuxième guerre d'Irak est tournée contre leurs intérêts.

En Bosnie puis au Kosovo, l'impérialisme US était intervenu après avoir exprimé beaucoup de réticences, sur l'insistance des impérialismes français et britannique qui redoutaient que la « purification ethnique » ne fi-

nisse par menacer la stabilité de l'ordre politique en Europe (même si, bien sûr, cela n'a pas empêché Washington de tirer ensuite profit de son intervention militaire). Dans les deux cas, d'ailleurs, les opérations militaires étaient restées relativement limitées. L'armée serbe n'avait nullement été écrasée militairement et l'intervention militaire impérialiste s'étaient conclue par des accords négociés, notamment avec l'aide de la Russie. La désintégration et les guerres de l'ex-Yougoslavie ont eu bien plus à voir avec les terribles séquelles du stalinisme en décomposition, qu'avec un plan impérialiste ordonné et cohérent de reconquête de l'Est de l'Europe.

Après le 11 septembre 2001, il était prévisible que les Etats-Unis allaient renverser le régime des Talibans du fait de ses liens avec Al Qaeda. Le succès militaire fulgurant remporté sur une clique tribale-religieuse ne disposant que d'une base sociale extrêmement réduite (son principal soutien était le régime pakistanais... et celui des Etats-Unis), a contribué à implanter dans les cerveaux des stratèges bushiens la croyance qu'ils pourraient venir tout aussi facilement à bout du régime baasiste, dictatorial et assassin de son propre peuple. Il ne leur était pas venu à l'esprit que ce régime se retrouverait à défendre, en même temps que sa propre survie, l'indépendance d'une nation arabe contre une opération ouvertement impérialiste et néocolonialiste. Ils n'avaient visiblement pas pris en compte non plus le souvenir vivace de la « trahison » de 1991, ni les terribles souffrances infligées à la population par l'embargo étasunien/onusien. De même l'équipe Bush avait-elle largement sous-estimé la puissance émotionnelle de la question palestinienne, la force d'indignation

que la situation de ce peuple paria suscite dans tout le monde arabo-musulman, ainsi que l'identification qui allait naître immédiatement entre l'injustice faite aux Palestiniens et celle faite aux Irakiens. La guerre d'Afghanistan n'était pour les « faucons » étasuniens qu'une sorte de détour obligé. Déjà leur objectif véritable et principal était l'Irak, avant d'autres Etats de la région peut-être : Iran, Syrie, Libye... Cette guerre-ci est donc particulière et nouvelle en ce sens qu'elle exprime pleinement la nouvelle doctrine des dirigeants de Washington, qu'elle est directement, immédiatement dépendante de l'objectif hégémonique stratégique qu'ils poursuivent dans le cadre du capitalisme globalisé/financiarisé et de sa crise.

## LES CAUSES

## DES DÉSACCORDS

## ET LEURS LIMITES

A l'étape actuelle, tant le niveau de la supériorité militaire des Etats-Unis que la configuration de l'économie mondiale, en termes d'intégration relative des capitaux (cf. le poids des fonds de pension anglo-saxons à la Bourse de Paris) et de structuration des entreprises multinationales et des marchés (il a ainsi été relevé que si le gouvernement US prenait des sanctions contre les marques françaises implantées dans son pays, il menacerait directement l'emploi des travailleurs étasuniens travaillant dans leurs filiales), rendent complètement improbables des affrontements inter-impérialistes plus ou moins analogues à ceux de phases antérieures. L'appel de Raffarin « à ne pas se tromper d'ennemi » et son souhait d'une « victoire de la démocratie sur la dictature » sont dans

l'ordre des choses. Avant lui, Chirac avait également pris soin de préciser que son désaccord avec Bush ne portait pas sur la fin (la soi-disant nécessité de « désarmer l'Irak ») mais sur les moyens (les inspections de l'ONU appuyées sur la menace militaire, plutôt qu'une intervention militaire immédiate et unilatérale).

L'opposition de Chirac et de Schröder à la politique de Bush est motivée par un ensemble de raisons économiques, sociales et politiques. Il y a d'abord des intérêts matériels : même dans le cas d'un ralliement français, les perspectives de TotalElfFina et de Bouygues en Irak étaient très compromises, et il fallait aussi penser aux marchés dans le reste du monde arabo-musulman. Plus fondamentalement, un certain nombre de cadres et dirigeants impérialistes considèrent que le libéralisme absolu que les Etats-Unis font appliquer partout dans le monde (sauf chez eux dans les cas où leurs propres intérêts sont en jeu) n'est pas viable à terme, et qu'il faudra tôt ou tard mettre en place des « régulations » sous peine de scier la branche sur laquelle on est assis. Si Chirac envoie plusieurs de ses ministres à Porto Alegre puis reçoit Lula comme un prince et un véritable ami, ce n'est pas seulement par volonté de tromperie du peuple de gauche : il y a aussi entre eux des convergences politiques.

Sur le fond, l'ex-économiste chef de la Banque mondiale, Stiglitz, n'a pas dit autre chose. Même aux Etats-Unis, des patrons et des financiers ont des doutes. Car le néolibéralisme provoque non seulement des déséquilibres économiques préoccupants, mais aussi des résistances sociales et politiques croissantes, allant jusqu'à de véritables rebellions populaires comme en Argentine,

sans compter d'autres conséquences redoutables. Chirac n'avait ainsi pas tort de souligner que l'invasion américano-britannique risquerait de faire surgir « des milliers de petits Ben Laden », ce qui du point de vue de la marche des affaires constitue un inconvénient et non un avantage.

A cela s'ajoute la politique hégémonique agressive de l'administration US vis-à-vis de toutes les puissances concurrentes : le premier blessé grave de cette guerre, avant même que ne commence le martyre du peuple irakien, a été l'Union européenne. Les gouvernants français et allemands avaient à choisir entre une dislocation de l'UE qu'ils peuvent espérer temporaire et possible à surmonter avec des efforts et du temps, et l'abandon de tout projet de construction capitaliste européenne qui resterait un minimum autonome de l'impérialisme étasunien. Leur décision peut se discuter (Blair, Aznar et Berlusconi, par exemple, ne l'ont pas partagée), mais elle n'apparaît pas déraisonnable du point de vue des intérêts sociaux qu'ils représentent.

Il est notable que l'opposition la plus déterminée soit venue de deux principaux impérialismes européens, plutôt que des gouvernements russe et chinois. Les caractéristiques des processus de restauration capitaliste en cours dans ces deux pays contribuent probablement à l'expliquer. Sans doute leur attitude plus prudente est-elle liée au moindre développement capitaliste de leurs classes dirigeantes (dont les traits bureaucratiques hérités du stalinisme sont toujours très forts), ainsi qu'à la nature de leurs intérêts économiques les plus immédiats, qui restent nationaux et au maximum régionaux. En outre, les liens avec les pays arabes,

ne serait-ce que du point de vue des populations et de leurs migrations, sont évidemment plus forts en Europe de l'Ouest. Mais toujours est-il que les classes dirigeantes chinoise et russe, se sachant potentiellement menacées elles aussi, ont logiquement emboîté le pas au couple franco-allemand dès lors que celui-ci avait ouvert la brèche.

## COMMENT RELIER

### LE COMBAT CONTRE

### LA GUERRE À CELUI

### CONTRE L'OFFENSIVE

### CAPITALISTE ?

Les luttes des salariés, les mobilisations des mouvements altermondialiste et anti-guerre ont évidemment pesé sur la position des gouvernements français et allemand. Notamment en France, pays volatile et imprévisible, où Chirac-Raffarin auraient couru à court terme les plus grands périls si une participation ou un soutien à la guerre était venu s'ajouter à l'offensive anti-ouvrière (licenciements et fermetures d'entreprises, attaques contre les retraites, etc.). Leur attitude « d'opposants » leur apporte sans doute, dans l'immédiat, certaines marges de manœuvre en politique intérieure, et l'on peut penser qu'ils tenteront d'en profiter pour porter des coups (retraites) qui auraient été plus problématiques dans d'autres conditions. Cette situation peut néanmoins s'avérer à double tranchant si les mouvements anti-guerre et altermondialiste se développent et ont un effet d'entraînement sur le mouvement des salariés. Cela dit, il n'y a pas de rapport direct entre les choix des différents gouvernements européens face à la guerre et la force respective des mobilisa-

tions dans chacun de leurs pays. Celles-ci ont été d'emblée bien plus puissantes en Grande-Bretagne, en Espagne et en Italie, et pourtant ce sont les Etats qui participent à la guerre ou la soutiennent. Il serait erroné de considérer que Chirac et Schröder ont reculé devant la mobilisation. Leur choix exprime avant tout des désaccords politiques et des divergences d'intérêt internes au camp bourgeois impérialiste. L'actuelle crise des relations inter-impérialistes est réelle.

Le problème et la difficulté qu'affrontent les luttes en cours, singulièrement en France mais aussi dans les autres pays, sont de parvenir à relier le combat contre la guerre à celui contre l'offensive capitaliste-patronale. Car il faut lutter contre les fauteurs de guerre « Bush/Blair/Aznar/Sharon », pour reprendre un mot d'ordre de nos manifestations, mais aussi contre Chirac. Rappeler le rôle de la France en Côte d'Ivoire et en Afrique, exiger la fermeture de l'espace aérien, souligner que face aux attaques contre les salariés aucune « union nationale » n'est envisageable, est de ce point de vue nécessaire mais insuffisant. Pour que les manifestations contre la guerre puissent ouvrir un espace élargi pour le combat anticapitaliste, il faut que le mouvement parvienne à franchir le pas qui sépare le pacifisme et l'anti-néolibéralisme (« anti-américanisme » selon l'interprétation des médias) actuellement dominants dans le mouvement, d'une position effectivement anti-impérialiste.

Si aucun type d'accord n'est envisageable face à la guerre avec Chirac-Raffarin, c'est avant tout parce qu'ils ne se séparent de Bush et de Blair que sur un plan tactique. Il est symptomatique qu'ils se soient tous retrouvés pour voter la reprise du dit « pro-

gramme pétrole contre nourriture », opération devant être menée désormais sous l'égide directe des envahisseurs, raison pour laquelle le gouvernement irakien l'a rejetée et dénoncée. De même Chirac se retrouve-t-il aujourd'hui avec Blair pour souhaiter qu'après la défaite militaire de l'Irak (objectif également partagé), ce pays soit placé sous administration de l'ONU. Toutes ces prises de position devraient être dénoncées et combattues avec la plus grande vigueur. La revendication la plus élémentaire avec celles de l'arrêt de la guerre et du retrait des armées d'agression, c'est le droit des Irakiens à se gouverner eux-mêmes, sans aucune imposition extérieure, qu'elle vienne des Etats-Unis ou de l'ONU. Il s'agit de dénoncer les manœuvres et l'exploitation de tous les trusts pétroliers, yankees comme d'autres origines, y compris française. Il aurait aussi fallu éviter de passer à Chirac une énorme brosse à reluire en exigeant de lui le veto qu'il s'appropriait mettre en œuvre, ou de désarmer ses opposants en faisant campagne sur le fait qu'il capitulerait inévitablement devant le méchant impérialiste Bush, alors qu'il se disposait à faire le contraire en digne représentant de l'impérialisme... français.

Tant il est vrai que la conquête de l'indépendance de classe dans un pays tel que le nôtre passe obligatoirement par un combat anti-impérialiste global, seul à même de dévoiler tous les ressorts de l'exploitation capitaliste.

#### Note

1- Voir par exemple la présentation de François Chesnais sur l'impérialisme contemporain au congrès Marx International II, publié entre autres dans *Carré Rouge* n°9, page 67 et suivantes.

# La logique destructrice du capital dans une ère d'irrationalité extrême

Nous sommes confrontés, au niveau le plus global, à l'existence d'une société du capital extrêmement destructive, tournée vers la production du jetable et du superflu. Ce que certains nomment l'ère de l'entertainment exacerbe le gaspillage et la superfluité qui caractérise la logique sociétale contemporaine. Cette destructivité s'exprime de nombreuses manières : par exemple, quand le système écarte, précarise, met au chômage et rend superflue une partie très élevée de la force humaine mondiale. Presque un tiers de cette force se trouve soit accomplissant des travaux précaires, à temps partiel, soit carrément au chômage (l'OIT les estime à près de 200 millions). Tout cela parce que les capitaux globaux ont besoin chaque jour moins du travail stable et de plus en plus du travail à mi-temps, tertiaire,

précaire, qui s'étend partout dans le monde, dans le secteur industriel comme dans les services.

Cette destructivité se manifeste aussi dans les dégâts très forts infligés à la nature et à l'environnement. Depuis les pluies torrentielles incontrôlées provoquées par le changement climatique aux émissions élevées de monoxyde de carbone capables de détruire la couche d'ozone, en passant par les pétroliers qui déversent leur cargaison sur les plages de Galicia ou de Bretagne. Ce sont autant d'expressions de l'extrême irrationalité à laquelle obéit la logique du capital à l'échelle mondiale. Les États-Unis occupent une place centrale dans cet accaparement des ressources énergétiques comme des matières premières mondiales existant dans le globe. Ils absorbent approximativement 25 % de ces res-

sources à leur profit, alors qu'ils ne représentent que moins de 5 % de la population mondiale. Ce faisant, ils dégradent l'atmosphère et mettent en risque la survie même de l'humanité, fait qui a été rappelé avec force par Robert Kurz comme par István Mészáros [2]. Ce pouvoir destructif s'exprime aujourd'hui sous la forme de l'aggravation de la crise économique mondiale et de l'accentuation de la politique destructive mise en œuvre militairement par les États-Unis en toute sa virulence impériale : guerre contre l'Irak aujourd'hui, contre l'Afghanistan hier, contre l'Iran, la Corée du Nord, Cuba demain, peut-être la Chine, autant de pays conçus par Bush comme parties du « axe du mal ».

#### TENTATIVE POUR SURMONTER LE DIVORCE ENTRE CAPITAL TRANSNATIONAL ET ÉTATS NATIONAUX...

Au moment où les États-Unis vivent une des pires phases de leur histoire, expression de leur crise structurelle et que ne sont pas surmontés les effets des attaques spectaculaires du 11 septembre (jour où les États-Unis ont vécu pour la première fois une tragédie sur son propre sol, alors qu'ils étaient toujours habitués à faire exploser les bombes chez les autres), le gouvernement Bush prend la voie d'un impérialisme hégémonique global, avec la prétention d'affirmer, sans aucune contestation, sa position dominante sur le plan des rapports inter-impérialistes. L'agenda politique de ceux, Cheney, Rumsfeld, Condolezza Rice, etc., qui agissent sous la houlette de Bush est tout à fait clair : les États-Unis doivent

réaffirmer, dans cette phase de crise structurelle du capital, leur pouvoir comme superpuissance hégémonique mondiale. Ils doivent imposer cet impérialisme hégémonique mondial dans une situation où pour l'instant, comme le dit István Mészáros, la compétition entre les groupes transnationaux et leurs gouvernements a « des limites importantes : l'immense pouvoir des États-Unis tend à assumer dangereusement le rôle d'État du système du capital comme tel et soumet pour ce faire l'ensemble des puissances rivales par tous les moyens ».

Mészáros continue : « Comme il se passe toujours avec les contradictions importantes dans un système donné, les conditions objectives imposent la mise en œuvre d'une stratégie de domination hégémonique par une superpuissance économique et militaire, quelle qu'elle soit et quel qu'en soit le coût, pour tenter de surmonter le divorce structurel entre le capital transnational et les États nationaux. Néanmoins, la nature même de la contradiction sous-jacente permet de prévoir l'échec nécessaire de cette stratégie à long terme. Il y a eu plusieurs tentatives d'aborder le sujet des conflits potentiels et la façon de les résoudre, depuis le rêve kantien de la Ligue des Nations pour instaurer la paix perpétuelle, jusqu'à sa mise en œuvre institutionnelle après la Première Guerre mondiale ; depuis les principes solennellement déclarés du Traité Atlantique jusqu'à la création des Nations Unies. Toutes ces tentatives se sont montrées très inadéquates par rapport à leur but. Ce qui n'est pas étonnant. Car l'échec dans l'institution d'un "Gouvernement Mondial" sur la base de la reproduction du métabolisme social du capital tient au fait que nous sommes devant des limites absolues

et insurmontables du système du capital comme tel ».[3]

Cette logique présente dans la politique de Bush et des États-Unis est le résultat de trois éléments internes, qui se sont cristallisés sous Bush :

- a) la défense directe des intérêts monopolistiques liés au pétrole, dans une époque de crise énergétique mondiale, où l'Irak joue un rôle décisif en ce qui concerne les réserves pétrolières ;
- b) la présence hégémonique de représentants de l'industrie militaire et nucléaire dans l'équipe Bush, garantissant les intérêts de grands groupes économiques comme Boeing, Raytheon, Lockheed Martin et Northrop Gruman ;
- c) la froide détermination des faucons américains de trouver des ennemis susceptibles de fermer les brèches ouvertes depuis la fin de la Guerre Froide.

#### AVEC L'ÉMERGENCE POSSIBLE D'UN NOUVEAU VISAGE DU FASCISME

La mise en œuvre de cette « guerre juste », déchaînant une irrationalité extrême, doit être rapprochée de ce que Lukács a écrit dans les années cinquante, dans une annexe à l'édition espagnole de son livre, La destruction de la Raison, que les États-Unis pourrait avoir recours au fascisme et au nazisme, afin de garantir leur politique ultra monopoliste : « La Constitution des États-Unis a été, depuis le commencement, et contrairement à celle de l'Allemagne, une Constitution démocratique. Et la classe dominante avait réussi, même dans sa période impérialiste, à maintenir des formes démocratiques, de façon à préserver sur la base de la légalité démocratique, une dictature



du capital monopoliste aussi forte que celle établie par Hitler par des moyens tyranniques. Les prérogatives du président des États-Unis, le pouvoir de décision de la Cour Suprême en matière constitutionnelle, le monopole financier sur la presse, la radio, etc., les énormes dépenses électorales qui interdisent efficacement la formation et le fonctionnement des vrais partis démocratiques [...] et enfin l'emploi de méthodes terroristes [...] tout a contribué à ériger une machine bien huilée et qui peut accomplir, de fait, sans briser formellement les processus démocratique, contrairement à Hitler. A tout cela, on doit ajouter une base économique incomparablement plus large et plus solide aux États-Unis ». Et, toujours attentif à ces différences, Lukács ajoute : « Il y a déjà longtemps que le monde, à l'extérieur des États-Unis, aussi bien que les Américains les plus perspicaces et honnêtes, se rendent compte que cette "liberté démocratique" peut se transformer, progressivement, en un système de contrainte, sans aucun besoin d'implanter quelque type de changement formel que ce soit » [4].

Texte prémonitoire, alors que la politique des États-Unis s'oriente de façon évidente dans un sens nazi-fasciste (compris dans le contexte de l'univers du XXI<sup>e</sup> siècle qui commence), typique de cette ère d'irrationalisme, de régression, de mise en scène du spectacle de la destruction et de barbarie. Rappelons aussi la caractérisation faite par Carl Schmitt, ancien juriste officiel de Hitler, pour définir les principes de la politique étrangère des États-Unis, pendant le « Siècle Américain », *cujus economia, ejus regio*, pour comprendre la prétention absolue des États-Unis à la dominance mondiale. Tout cela nous oblige à nous demander si

nous ne sommes pas en présence d'un nouveau fascisme aux États-Unis, adapté aux contraintes économiques, sociales, politiques, idéologiques et subjectives du XXI<sup>e</sup> siècle. Ces éléments nous permettent de penser que la guerre contre l'Irak ouvre une phase de profonde instabilité internationale : d'un côté, en raison de la vague d'opposition anti-américaine qui s'est répandue comme une traînée de poudre de par le monde, de l'Orient à l'Occident, permettant à la jeunesse de sortir pour la première fois de l'univers réifié et sublimé de l'american way of life, augmentant ainsi le mécontentement et la répugnance mondiales à l'égard des États-Unis. C'est une rupture avec les années dorées de leur hégémonie du dernier siècle.

D'autre part, sur le plan économique, il n'y a aucune indication que cette politique de « guerre juste » puisse contrecarrer le désastre économique résultant de la crise structurelle actuelle. Au niveau politique, s'ouvre une nouvelle période marquée par de nouveaux rapports (surtout de tension) avec les autres pôles de la triade : l'Europe (la France et l'Allemagne en tête), le Japon et les pays Asiatiques (mais ceux-ci ont montré une fois de plus leur servilité envers les États-Unis) et surtout avec le champ alternatif représenté par la Chine, qui vit malgré son apparent détachement politique, elle aussi, la peur que les États-Unis puissent, à cause de leur croissance économique, les considérer comme une puissance rivale (selon des prévisions, la Chine sera, vers 2020, trois fois plus forte que l'économie nord-américaine) [5]. L'impérialisme secondaire britannique est un appendice et donne le contenu le plus horrible à ce qui a été nommé, de façon ridicule, la « Troisième Voie ».

Ce qui permet d'affirmer avec István Mészáros que la « dimension militaire de cela est grave. Il n'est pas exagéré de dire (si on envisage aussi le pouvoir de destruction jadis inimaginable des armements, accumulés tout au long de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> Siècle) que nous sommes dans la phase la plus dangereuse de l'impérialisme jamais connue. Ce qui est aujourd'hui en jeu n'est pas le contrôle de telle ou telle région de la planète, quelle que soit sa dimension, ni son positionnement hostile à l'égard de ses adversaires, mais du contrôle de la totalité de la planète par une superpuissance économique et militaire hégémonique, qui a tous les moyens (y compris les plus autoritaires et militairement violents) à sa disposition. Telle est la rationalité ultime exigée par le capital développé mondialement, dans la vaine tentative de retrouver le contrôle de ses antagonismes irréductibles. Le problème est que cette rationalité [...] est en même temps la forme la plus extrême d'irrationalité dans l'histoire, y compris la conception nazie de domination du monde, pour ce qui a trait aux conditions nécessaires à la survie de l'humanité » [6].

## LES FACTEURS D'ESPOIR

Cette logique belliciste nous placerait sous la férule d'un empire central, impérialiste, voulant imposer au monde les retombées de sa déraison. Elle nous oblige à faire un choix entre la Mcdonaldisation du monde, dans la meilleure des hypothèses, où la désertification de la planète. Peut-être G. Bush rêve d'un monde de « coexistence fraternelle » entre lui et les cafards qui seraient les seuls êtres vivants capables de survivre après une guerre nucléaire mondiale. Ce ne serait pas une bonne com-

pagnie pour les cafards.

Mais, contradictoirement, il y a de nouveaux et favorables éléments dans ce nouveau siècle et ce cycle historique qui vient de commencer. Les luttes sociales anti-mondialisation depuis Seattle jusqu'au récent Forum Social de Porto Alegre en 2003, ont accru les résistances à la marchandisation du monde, sa superfluité, son caractère régressif et son orientation destructive aiguë. Bien que ces mouvements aient senti les contrecoups de la réaction des États-Unis à l'attaque du 11 septembre, le slogan Un Autre Monde (Socialiste) est Possible prend de la force et une impulsion sociale et s'étend dans le monde. La croissance des mouvements sociaux et des rencontres, mais celle surtout des luttes sociales partout dans le monde est un signe très clair qu'une nouvelle phase des luttes sociales a commencé.

Le continent latino-américain sort de façon évidente de la léthargie du néolibéralisme des dernières deux décennies. Cela se traduit par les rébellions et les explosions sociales en Argentine, les victoires électorales et politiques récentes au Brésil et en Équateur, la forte résistance populaire anti-putschiste au Venezuela, la lutte armée en Colombie, l'insoumission au Mexique, pour ne citer que quelques exemples. Peut-être peut-on dire que la mondialisation de ces

affrontements globaux représente le défi le plus urgent des forces sociales et politiques qui s'opposent à la logique destructrice du capital. Et comme depuis la Guerre du Vietnam, on n'a pas vu des manifestations aussi fortes aux États-Unis mêmes, nous sommes peut-être face à la résurgence de l'opposition sur de nouvelles bases au cœur de l'Empire. Ce qui marquerait effectivement le début d'une nouvelle ère pour l'humanité.

#### Notes

1- Voir Kurz, R. *Der Kollaps der Modernisierung*, Vito von Eichborn GmbH & Co. Verlag KG, Frankfurt am Main, 1991 et Mészáros, I., *Beyond Capital*, Merlin Press, 1995, London.

2- Mészáros, I., *Socialism or Barbarism : From the « American Century » to the Crossroads*, Monthly Review Press, New York, 2001.

3- Lukács, G., *El Asalto a la Razón*, Grijalbo, Barcelona, 1967, p. 622/3.

4- *Sunday Times*, 01/07/1999, p. 25.

5- Mészáros, I., *Socialism or Barbarism*, op. cit.

# La guerre annonce une longue période d'instabilité

**N**ous sommes entrés dans une longue période d'instabilité, dont la guerre en Irak est une des manifestations, mais pas la seule. Après la guerre en Yougoslavie et celle en Afghanistan, il faut, disent les stratèges de Washington, que les États-Unis cherchent à « élargir leur influence, le nouveau monde qui s'ouvre présentant de nouvelles opportunités pour avancer afin de consolider la victoire de la démocratie et ouvrir des marchés ». En fait, l'impérialisme américain cherche à la fois à s'adapter aux conditions de la crise capitaliste et à prendre l'initiative sur le terrain politique, économique, commerciale, monétaire, social, militaire, sécuritaire, idéologique... afin d'assurer son existence, ce qui suppose d'étendre son contrôle sur les affaires du monde. Il n'a pas d'autre alternative, car il lui

faut sans cesse accroître son espace et le contrôle de celui-ci, gagner de nouveaux marchés, et permettre des taux de profitabilité toujours plus élevés, par la surexploitation du travail et le pillage de nouvelles ressources, en particulier celles de l'énergie. Il n'est pas indifférent que le théâtre des opérations actuelles, tout comme les précédentes guerres, se situe au cœur de l'Eurasie, c'est-à-dire au cœur d'une région dont les ressources, en particulier le gaz et le pétrole, sont vitales pour les pays industrialisés, tout comme pour des rivaux en devenir comme la Chine. Une région où enfin peuvent se nouer des alliances nouvelles, non plus idéologiques mais anti hégémoniques, ce qui est un sujet de préoccupation constante pour la mise en œuvre d'une suprématie US. Par conséquent, on ne saurait avoir au-

cun doute sur la détermination états-unienne à apporter des réponses à ces questions, et cela, quel qu'en soit le prix à payer pour le reste de l'humanité !

C'est pourquoi, outre la guerre, il leur faut également à leurs yeux déréglementer pour mieux re-réglementer ; instrumentaliser ou se débarrasser des institutions internationales considérées comme obsolètes et anachroniques. L'objectif est de mettre en place un nouvel ordre hégémonique. Cette volonté, qui ne laisse aucune place au compromis (« vous êtes avec nous, ou contre nous ») doit s'imposer partout et à tous sans exclusive, y compris vis-à-vis des « partenaires ». Ça passe ou ça casse ! c'est un peu schématiquement résumé ce qui inspire Bush et son clan, et cela n'est pas comme on le voit sans problèmes, d'autant que d'énormes intérêts sont en jeu... Si Chirac, Poutine, Soros ou le New York Times sont contre la guerre, ce n'est par grandeur d'âme, on s'en serait douté... mais tout simplement au nom de leurs intérêts propres, ou des groupes d'intérêts qu'ils représentent !

Par conséquent, et comme on le voit, l'évolution de cette situation s'oppose d'abord aux exigences, aux besoins des peuples et peuvent aussi s'opposer à ceux de gouvernements, en particulier ceux du tiers monde, dont les marges de manœuvre sont d'autant plus réduites qu'ils ont accepté dans leurs principes et leurs conséquences les thèses du libéralisme économique et financier. Cette réalité pourtant se heurte à de plus en plus de résistances.

Dans ces conditions, ou bien l'on obtient le ralliement, la capitulation sans conditions ou bien l'on doit imposer sa logique, au besoin par la force, à un peuple, à un État, à un

gouvernement, dont la docilité, la soumission n'est pas totale ! Si nous sommes entrés dans une période d'instabilité, c'est aussi parce qu'il y a également aiguisement des luttes de classes, des contradictions et des enjeux. Il faut donc choisir clairement son camp, et donc confronter cette barbarie en marche si l'on veut prétendre parler d'alternative ! C'est dire les responsabilités auxquelles nous devons ensemble faire face.

## LA GUERRE CONTRE

## L'IRAK COMME

## COMPOSANTE DE

## LA GUERRE CONTRE

## LES PAUVRES

Si les États-Unis optent aujourd'hui pour une politique guerrière, c'est que la crise mine le bel édifice. Depuis la faillite de la nouvelle économie, et l'effondrement des économies du tiers monde (crise en Asie du Sud Est, en Russie, en Amérique latine avec l'Argentine en particulier et celle qui couve au Brésil...), les marchés financiers, qui se sont développés d'une façon démesurée par rapport à l'« économie réelle », balbutient et les comptes extérieurs des États-Unis se dégradent rapidement. Le déficit de la balance courante, c'est-à-dire le solde des opérations d'entrée et de sortie d'argent sur les marchandises, les services et les revenus (intérêts, dividendes), grimpe de 80 milliards de dollars en 1990 à 445 milliards en 2000.

Face à cette situation périlleuse, la bourgeoisie américaine a opté pour un programme musclé, capable de restaurer la confiance des marchés et d'inspirer la terreur chez les opposants et les adversaires. Les faucons ont pu justifier l'augmentation impor-

tante du budget de la défense, qui passe de 280 milliards de dollars en 2001 à 380 milliards pour 2003 et à 450 milliards (470 si l'on compte les autres dépenses militaires) pour 2007. Soit environ 4,5 % du PIB, contre 3 % sous Clinton. Les dirigeants américains espèrent qu'une guerre courte va relancer la confiance dans les marchés. L'industrie de la défense tire déjà les marrons du feu.

Il est très significatif au plan domestique de constater, comme en d'autres périodes noires de l'humanité (nous pensons à la politique nazie avant et pendant la Deuxième Guerre mondiale), que Bush, au nom du prétexte de mobilisation des moyens dans la lutte contre le « terrorisme » et contre les « Etats-voyous » développe une politique de régression sociale sans précédent, de licenciements massifs, de transferts de richesses des pauvres vers les riches, et simultanément d'atteintes aux libertés individuelles et civiques, de répression tous azimuts. Il entend d'ailleurs imposer ce modèle au monde entier.

La réduction des impôts pour les plus riches, celle, drastique, des dépenses sociales, l'augmentation sans précédent du budget militaire, les cadeaux aux secteurs pétroliers et militaro – industriel témoignent aussi d'une conception clanique, où les intérêts du groupe au pouvoir sont étroitement dépendants des décisions prises (ex : Haliburton et Dick Cheney, Richard Perle et Global Crossing...). Cela n'est pas sans expliquer les querelles qui se manifestent au sein de la classe capitaliste américaine, tout comme avec les vassaux européens, quand ceux ci voient leurs avantages lésés. Le groupe qui a pris le pouvoir par un coup de force aux États Unis repré-

sente une fraction des groupes monopolistes. Il se heurte à l'énorme endettement des États Unis, de l'État comme des familles, qui pousse dans une fuite en avant à l'opposé de ce que les institutions financières internationales sous domination US imposent au reste du monde, à savoir : payer votre dette, et cela, quel qu'en soit le coût social et politique ! Les États Unis usent et abusent de cette autre force de frappe dont ils disposent d'autant qu'elle tend à s'affaiblir : l'arme monétaire, la suprématie du dollar sur l'économie mondiale, avec les limites maintenant du yoyo des taux d'intérêts, l'usage de la planche à billets comme les réserves des banques centrales. La dictature du billet vert s'impose par le contrôle de 60 % des exportations mondiales, les deux tiers des réserves officielles des devises et les quatre cinquièmes des transactions opérées sur le marché des devises. Dans ces conditions, pour Bush et son administration, il importe, à travers la guerre, de continuer à imposer cette suprématie du dollar au reste du monde pour payer sa dette et cette politique de domination mondiale !

Cette situation de crise, avec en toile de fond les risques d'un krach, n'est pas totalement étrangère à la nature de la mondialisation capitaliste quand celle ci pousse les investisseurs, les spéculateurs financiers à l'exportation des capitaux du fait des faiblesses structurelles de l'économie américaine. Les déficits qui en découlent ne peuvent qu'accroître l'agressivité du système impérialiste. En re-colonisant de vastes régions du monde, en prenant le contrôle de ressources stratégiques : énergie, eau, marchés, épargne, etc., la guerre permettra de dégager de nouvelles ressources et d'assurer cette suprématie monétaire en renforçant

le dollar !

### LES BOURGEOISIES TENTERONT DE SAUVER L'ONU

Le Conseil de sécurité demeure un cadre indépassable pour les puissances impérialistes, sauf pour Washington, parce qu'elles refusent fondamentalement toute forme de relations multilatérales sur le plan international. Certes les USA considèrent l'ONU comme une survivance anachronique du passé, mais pour les autres, l'institution demeure un lieu où peut encore s'affirmer une existence politique qui, pour certains, comme la France, est loin de correspondre à leur influence réelle. S'il ne faut pas négliger les divergences sur la méthode, et les différences d'intérêts qui sont bien réelles, il ne faut pas surestimer les contradictions, pas les sous estimer non plus, au risque d'avoir une vue faussée sur le rapport des forces et ce qui en découle.

Comment ne pas constater qu'après les gesticulations qu'on a connues, la France et aussi l'Allemagne accompagnent la guerre non seulement par le survol de leur espace aérien, mais surtout en souhaitant la chute rapide du gouvernement de Bagdad, donc d'un État souverain, quoi qu'on puisse penser par ailleurs du régime de Saddam Hussein, d'une fin de guerre rapide, permettant de mettre en place une autorité conforme aux intérêts impérialistes, afin de se partager le gâteau dans une perspective de reconstruction de l'Irak. Cela est révélateur, contrairement à ce que l'on entend dire de l'alignement européen sur les concepts de guerre préventive, d'ingérence dans les affaires d'États

souverains, d'unilatéralisme, de conditionalité, de sanctions... et donc de violation de la Charte des Nations Unies, dont certains disent déjà qu'il faut aller vers une nouvelle rédaction. La guerre en Irak, avec la complicité tacite de l'Union Européenne contredit, faut-il le rappeler, les principes encore existants, et qui sont à la base du système de relations internationales, à savoir : la souveraineté nationale et l'égalité entre les nations, le droit à l'autodétermination des peuples, l'intégrité territoriale, le recours à la force seulement en cas de menaces à la paix et d'agressions, l'indépendance politique des États... On attend encore une convocation du Conseil de sécurité pour juger la violation des principes de la Charte par les USA. Faut-il ajouter qu'à la Commission des droits de l'homme à Genève, on a voté contre une session spéciale pour débattre de la situation en Irak main dans la main Américains et Européens

### LES FAIBLESSES DE LA LUTTE CONTRE LA GUERRE EN FRANCE

Il est un fait que la force du mouvement anti-guerre sur le plan mondial a contribué à accroître la brèche qui s'est ouverte entre les positions des différentes puissances impérialistes. Ce n'est pas Chirac qui incarne la force de ce mouvement mais les peuples, la jeunesse en particulier, qui a été capable de réaliser cette grande journée de protestations du 15 février et qui prépare maintenant le 12 avril. Il faut bien apprécier tout ce que cela représente, et notamment sa force aux États Unis. Ce mouvement pèse et il n'est pas indifférent aux positionnements des

États, d'où l'importance de le maintenir à un haut niveau de mobilisation. Cela étant, il en va de celui-ci comme de celui qui inspire la lutte contre la mondialisation, les luttes sociales... Il faut l'observer avec lucidité, en voir aussi ses limites et la nature des débats qui le traversent. Ainsi, comment ne pas caractériser l'action de ceux qui, comme en d'autres périodes (Yougoslavie, Afghanistan...), entendent condamner les bombardements, mais refusent de caractériser sur le fond la nature impérialiste de cette guerre, refusent toute expression de solidarité avec le peuple irakien et palestinien, ou encore hurle à l'antisémitisme quand l'on associe Bush au boucher de Jenine, Sabra et Chatila : Sharon ! Cela est inacceptable, et il faut donc clarifier les enjeux réels au risque de conduire ce mouvement dans une impasse !

Il est bon de voir un grand nombre d'organisations sociales, syndicales à travers le monde se mobiliser d'une même façon contre la guerre et pour leurs revendications. Faire monter d'un même pas la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme avec des exigences immédiates. C'est le signe d'une évolution significative qui témoigne que nous sommes aussi entrés dans une période de radicalisation et d'aiguinement des luttes de classe à l'échelle internationale.

n

# Indépendance politique totale et horizon révolutionnaire

« **En** attaquant l'Irak, Bush a ouvert la boîte de Pandore » [1]. Les collaborateurs de Bush viennent des « think tanks », ces associations réactionnaires qui se partagent l'élaboration stratégique, le travail de pilonnage des médias, du Congrès ou de l'appareil d'État. Leurs œillères idéologiques correspondent à la vision des milieux qui les financent. Mais l'arène mondiale est évidemment infiniment plus complexe que ne l'imaginent ces néo-conservateurs. L'invasion unilatérale de l'Irak par les États-Unis entraînant dans leur sillage le Royaume-Uni a des dimensions de « coup de poker ». Une guerre longue aurait pour corollaire un scénario catastrophe de récession grave. On entrerait alors dans l'inconnu quant aux relations interimpérialistes. La résistance inattendue rencontrée par les troupes an-

glo-américaines sur le terrain montre à quel point les pronostics sur le comportement des peuples face à l'invasion se sont révélés faux. La guerre entraîne déjà des réactions populaires fortes dans plusieurs pays du Moyen-Orient et un vaste mouvement d'indignation sur tous les continents. La guerre peut dans les mois et les années qui viennent conduire à d'autres guerres, pas seulement au Moyen Orient, mais aussi en Amérique latine ou en Asie. Elles peuvent renforcer des forces réactionnaires islamistes ou fascistes mais aussi faire mûrir des révolutions.

## AUX ÉTATS-UNIS, UN

### « WAR DEAL »

Même si on peut lui voir trois objectifs plus délimités, la guerre prend place dans ce qu'on peut nommer,

par opposition au « New Deal » des années 1930, un « War Deal ». Les trois objectifs sont les suivants :

1/ s'assurer le contrôle des réserves de pétrole dans la région et offrir les marchés d'après-guerre à quelques grands groupes sponsorisant la clique de Bush.

2/ redonner confiance aux places boursières, à l'ensemble du système financier mondial et aux millions de bourgeois et petits-bourgeois américains, mais aussi japonais et européens, dans les capacités des USA à relancer une croissance génératrice de profits. Cette crédibilité a été écornée à la fois par les attentats du 11 septembre 2001, la kyrielle de scandales financiers inaugurée par celui d'Enron et la faillite de grandes entreprises (réputées « trop grandes pour chuter » !)

3/ affirmer la capacité militaire et politique des États-Unis à régler les problèmes dans toutes les régions instables de la planète où les intérêts capitalistes, avant tout américains, risquent d'être gravement lésés. Régler les problèmes doit s'entendre dans le sens de balkaniser les régions stratégiques économiquement et militairement, où se trouvent des États et des peuples récalcitrants. A l'enseigne de la lutte « contre le terrorisme », l'administration Bush entend se donner les coudées franches pour terroriser tous les peuples qui auraient pour malheur de vivre sur des ressources stratégiques et de subir une dictature ne respectant pas tous les diktats émanant de la Maison blanche.

Les attentats contre le World Trade Center et la guerre en Afghanistan ont précipité l'évolution de l'appareil central des États-Unis vers une économie de guerre, un « War Deal ». Celui-ci reçoit un coup d'accélérateur formidable avec les « besoins » de la

guerre actuelle en hommes et en matériel divers. Les dépenses d'armements payées par les contribuables et consommées par l'État creusent un déficit profond et durable. Ne trouvant pas de contrepartie en valeur sur un marché ouvert, ces marchandises particulières que sont les armements contribuent à plomber encore plus l'économie globale. D'autant plus que tous les États impérialistes ainsi que la Russie et la Chine s'orientent également vers une économie de guerre. Investir dans les emprunts d'État, avoir accès aux commandes d'État, se faire subventionner par l'État pour éviter momentanément la faillite, sont autant de moyens pour s'assurer des profits que les places boursières rendent beaucoup plus aléatoires. Les limites à la « sagesse des marchés » ont été exprimées par les chutes des Bourses. De grandes entreprises ont eu beau clamer que leurs performances étaient excellentes, leur déficit était vertigineux, ce qui n'a pas échappé à l'attention des actionnaires. Avec le début de récession, les « canards boiteux » qui sont légions viennent se réfugier dans le giron de l'État qui ne peut les sauver tous.

Depuis 1980, les États du G7 ont agi pour supprimer les barrières réglementaires ou législatives et faciliter la fluidité des échanges de capitaux et de marchandises. Ces mesures ont engendré le mythe d'une économie « globalisée » où le rôle des États s'amenuiserait au profit d'un fonctionnement transnational généralisé. Il ne faudrait plus parler d'États impérialistes mais de « l'Empire » Chaque État impérialiste est en fait à l'offensive, même si ce n'est pas toujours par des moyens directement militaires. Sans tirer un seul obus, les États-Unis se sont déjà as-

suré l'approvisionnement de 15 % de leur pétrole par des pays africains, soit presque autant que l'Arabie Saoudite. La concurrence exacerbée entre entreprises va inévitablement de pair avec une certaine concurrence entre les États auxquels elles sont amarrées. La force de pénétration armée ouvre la voie si nécessaire à la pénétration des capitaux. C'est un trait qui plonge ses racines dans le fonctionnement de l'impérialisme au début du XX<sup>e</sup> siècle.

## DES TENSIONS INTER-

## IMPÉRIALISTES

## CIRCONSCRITES,

## MAIS RÉELLES

La France et l'Allemagne sont des impérialismes de second ordre qui organisent eux aussi le pillage d'un certain nombre d'économies du Tiers monde avec ardeur, mais à une échelle forcément plus modeste que les États-Unis. Depuis des années les bourgeoisies française et allemande prennent également toutes les mesures qu'elles peuvent contre leur classe ouvrière respective. Elles en préparent d'autres encore plus brutales à l'instar des bourgeoisies anglaise et américaine. Mais elles ont peur de voir leurs gisements de profits se réduire si elles laissent totalement la bride aux États-Unis. D'autant plus que les bonnes affaires liées à la guerre du Golfe et à celle en ex-Yougoslavie ont davantage profité aux trusts américains qu'aux capitalistes européens ou japonais. Les fissures dans le front impérialiste interviennent dans un contexte où les économies impérialistes s'interpénètrent fortement et où simultanément l'économie mondiale marque le pas. Le début de récession a à nouveau avivé les tensions inter-impé-



rialistes. L'hostilité des dirigeants français et allemands à cette guerre est circonscrite dans des limites relativement étroites. Concernant les liens économiques entre l'Europe et les États-Unis, il s'échangerait chaque jour un milliard de dollars en marchandises et 2 milliards en produits financiers. Que le flux des échanges se poursuive à un haut niveau constitue le socle des intérêts communs aux États-Unis, à l'Europe et au Japon. Mais aussi multinationale ou transnationale que soit une entreprise, elle aura tendance, face aux difficultés, à maintenir son taux de profit et à gagner des parts de marché, à s'appuyer vigoureusement sur son État national. L'administration Bush a déjà attribué les marchés d'après-guerre exclusivement à des entreprises américaines. On est assez loin d'un libéralisme sans frontières. Mais toutefois, sans que les États impérialistes actuels puissent se permettre le risque de s'affronter militairement comme ce fut le cas au cours des deux guerres mondiales, on ne peut pas exclure une guerre commerciale plus vive, sous forme de subventions étatiques à ses propres capitalistes pour les rendre plus concurrentiels ou sous la forme du renforcement de barrières douanières. De telles mesures de rétorsion des États-Unis contre l'Union Européenne pourraient plomber encore davantage l'économie allemande et française sans pour autant redonner un coup de fouet à l'économie américaine. C'est dans le cadre du G8 et encore plus de l'OMC qu'on verra si une guerre de ce type est également à l'ordre du jour. Elle peut être lancée bien avant, en particulier au travers de la stratégie d'un dollar faible aux dépens d'un euro du coup excessivement fort, ce qui pénaliserait toutes les entreprises euro-

péennes exportatrices.

Au-delà de la posture évidente de Chirac défendant les intérêts de Totalfina-Elf et d'autres entreprises françaises en Irak, la querelle entre la diplomatie française et l'administration Bush recouvre aussi des différences d'appréciation stratégiques au sein des diverses bourgeoisies concernées. Dans son immense majorité la bourgeoisie américaine a approuvé la ligne offensive de Bush, comme l'ont indiqué les votes au Congrès et l'attitude des grands médias qui ont enfilé leurs treillis avec enthousiasme. Leurs positions ont été partagées au sein des diverses bourgeoisies européennes. L'orientation va-t-en-guerre à tout crin de Bush a eu pour effet l'éclatement de l'Europe bourgeoise sur la question de l'opportunité de cette guerre. L'euro est sauf, mais l'Union Européenne est mal en point durablement. Les opposants à la stratégie de Washington ne constituent pas un front uni, cohérent ni forcément durable. La Russie et la Chine ont fait preuve davantage de réserve que d'une nette opposition.

#### FACE AUX EXPLOITÉS, LES BOURGEOISIES GARDENT DES MARGES DE MANŒUVRE

La durée de la guerre actuelle et les difficultés de l'équipe Bush pour atteindre ses objectifs trancheront bien des débats internes à la bourgeoisie américaine et mondiale. Le seul point où tous s'accorderont toujours, ce sera de faire la guerre aux classes populaires et à employer les grands moyens pour extraire le maximum de plus-value de la classe ouvrière mondiale encore en activité. C'est sur ce front de l'exploitation que les

bourgeoisies impérialistes gardent, pour l'instant, le plus d'opportunités et de marges de manœuvre. Tant que la classe ouvrière n'aura pas reconstitué un arsenal de défenses coordonnées face à leurs offensives, les guerres au Moyen-Orient, en Colombie, en Tchécovie ou dans d'autres régions du monde pourront faire rage et provoquer des rééquilibres divers et variés entre les États, sans que le système impérialiste ne soit menacé. La classe stratégique pour l'avenir du monde reste plus que jamais celle des travailleurs qui produisent tout et assurent tous les échanges et tous les services sur tous les continents.

Sur le plan de la lutte contre le capital, les grèves et mobilisations de salariés en Europe sont encore relativement faibles et sporadiques. Ce n'est pas l'activité de la classe ouvrière européenne ou d'un autre continent qui a pu inciter Chirac et Schröder à refuser de s'engager dans la guerre. Ceux-ci ont plutôt anticipé les problèmes graves que pouvait entraîner leur participation à une nouvelle aventure guerrière en Irak, et en particulier l'hostilité de leurs opinions publiques, surtout en Allemagne. Schröder et surtout Chirac ont saisi l'occasion pour transformer leur rivalité avec les États-Unis en bénéfice politique pour prolonger « l'état de grâce » propice à de nouvelles attaques contre les services publics et contre les salariés. En France, le profil d'homme d'État raisonnable et soucieux de préserver la paix servira à Chirac pour mener la guerre sociale contre les classes populaires et en particulier contre la classe ouvrière sur le dossier des retraites. La gauche et la droite se trouvent unies pour lui tresser des couronnes et pour glorifier les vertus de l'ONU et du droit international. Com-

me si bien des guerres n'avaient pas déjà été menées sous le couvert de l'ONU, ou sans son aval comme en Yougoslavie en 1999, sans que ces politiciens ne s'en offusquent ! Comme si l'armée française ne faisait pas la guerre en Côte d'Ivoire, sans un mandat de l'ONU ni la caution d'on ne sait quel droit international.

## LES CONDITIONS

### POUR ALLER DE L'AVANT

Les manifestations contre la guerre ne pourraient ouvrir un espace élargi pour le combat anti-capitaliste qu'en se situant en indépendance complète avec les dirigeants des partis de gauche qui sont dans un front pseudo-pacifiste avec Chirac. Il faut oser dénoncer le « droit international » actuel comme un droit des puissances impérialistes à faire ou à ne pas faire ce qui leur chante. Fondamentalement, les institutions internationales de l'ONU constituent une des composantes de l'ordre impérialiste mondial et un leurre comme facteurs de paix et de lutte contre la misère. Des institutions internationales dignes de ce nom n'existent pas encore. Elles seront créées par les peuples et les travailleurs du monde entier. Or l'ONU est la réunion d'États, dont aucun n'a la confiance des peuples et des travailleurs et ne représente leurs intérêts. Les partis de gauche tentent de redorer leur blason en se présentant comme des partisans de la paix. Dans une cohérence historique et politique indéniable, ces partis sont pour la paix... uniquement quand la bourgeoisie française n'a pas envie de participer à une guerre. La clarification des enjeux qui se posent au mouvement anti-guerre commence par le refus d'entrer dans une union sacrée avec les partis de

gauche qui pèseront sur le mouvement dans le sens du pacifisme bêlant et d'un anti-américanisme qui ne gêne pas la bourgeoisie française. Il commence par la compréhension que l'État français n'est « pacifique » que dans la mesure où il a à perdre quelque chose dans une guerre mais qu'il est prêt à lancer son armée dès qu'il y a des profits à la clef pour ses capitalistes.

Le mouvement alter-mondialiste qui a pris naissance à Seattle dans la mobilisation contre l'OMC a contribué à l'émergence d'un mouvement anti-guerre à l'échelle mondiale. C'est la première fois qu'un mouvement d'une telle importance apparaît avant le déclenchement d'une guerre. Cela ouvre un espoir et renforce une conscience internationaliste large. Mais ce mouvement anti-guerre ne se transformera pas automatiquement en un mouvement anti-capitaliste, ni en France ni dans les autres pays. Il y a le poids des diverses organisations politiques et associatives qui chercheront à le contenir dans les bornes du pacifisme et de l'anti-américanisme. Il est donc important que des marxistes révolutionnaires apportent leur contribution au mouvement par leurs analyses du système impérialiste et du rôle stratégique du prolétariat mondial. Ils doivent promouvoir la construction collective d'un parti de l'émancipation des travailleurs par en bas, sans privilégier les rapports avec les militants issus des partis de gauche ou du syndicalisme traditionnel fortement bureaucratifié. Il faudra surtout des gens nouveaux, très déterminés, beaucoup de jeunes, beaucoup d'hommes et de femmes du monde du travail, sans préjugés « de gauche » et en rupture profonde avec l'ordre social actuel pour que

surgisse une force anticapitaliste digne de ce nom. Cet esprit d'indépendance de classe implique de ne jamais se retrouver en position de soutenir ou de participer à un gouvernement bourgeois « de gauche », que ce soit en France, au Brésil ou ailleurs. Un mouvement anti-capitaliste international ne peut émerger que si des travailleurs et des jeunes s'emparent à leur façon des armes de la critique marxiste et font bon usage de ce que Friedrich Engels appelait la science des connexions en parlant de la dialectique. Les révolutionnaires doivent oser dire ouvertement et sans relâche qu'un projet socialiste et communiste à l'échelle mondiale est la seule issue pour l'humanité, et qu'il passe par l'éradication de la propriété privée des capitalistes de tous les pays et la destruction des appareils d'État à leur service.

#### Note

1- *Les Echos*, 27 mars 2003.

# Faire face à la guerre impérialiste globale

Faire une guerre en situation militaire radicalement asymétrique à la Yougoslavie, à l'Afghanistan, à l'Irak, et demain à on ne sait qui, n'est pas une preuve de maîtrise des événements, encore moins d'une situation où les États-Unis seraient « maîtres du monde ». La tendance du capitalisme à la globalisation fait exploser la contradiction majeure du système d'exploitation : son incapacité à devenir un système homogène mondial et à dominer totalement les masses exploitées et opprimées. La mondialisation est l'impasse du capitalisme et par voie de conséquences de l'humanité. C'est ainsi que la guerre devient la politique de l'impérialisme ; tant il est vrai que ce qui fonctionne le mieux dans ce système c'est le complexe militaro-industriel et le militarisme. Il est peut-être encore hasardeux de considérer la situation comme celle d'une crise de direction politique de

l'impérialisme. Mais le moins que l'on puisse dire c'est que nous en voyons les prémisses : crise économique profonde, « coup d'État » du clan ultra-conservateur aux États-Unis, fissures entre les principales composantes du bloc impérialiste, etc.

Une première cause de l'agression contre les peuples d'Irak est le pétrole : les États-Unis en ont un besoin croissant et cherchent à s'affranchir d'une Arabie saoudite trop instable. Un contrôle quasi total sur les réserves mondiales d'or noir placerait les États-Unis en position dominante vis-à-vis des États qui sont leurs « alliés ». Ils poursuivent le même objectif au Venezuela où Washington cherche depuis des années à éliminer Hugo Chavez, même si pour le moment l'important soutien populaire lui a permis de contrecarrer les desseins des États-Unis.

Mais le pétrole n'est pas le seul enjeu de la guerre globale qui a éclaté

successivement dans les Balkans, l'Afghanistan et maintenant l'Irak. L'objectif des États-Unis est de remodeler la planète à leur profit. Ce processus, démarré après la destruction de l'URSS, vise à l'hégémonie totale et totalitaire. Il se déroule sur de nombreux terrains : refus des États-Unis de ratifier le protocole de Kyoto, dénonciation unilatérale du traité ABM interdisant la production de missiles anti-missiles, élargissement de l'OTAN et de l'Union européenne à des États inféodés aux États-Unis, expéditions militaires, retour de la pratique coloniale du protectorat (Bosnie, Kosovo, Afghanistan et demain l'Irak). Actuellement nous sommes entrés dans une phase de violence aiguë avec la guerre contre l'Irak. La restructuration politique et économique du monde en faveur des États-Unis ne peut être un processus pacifique. Pour atteindre cet objectif, il faut contrôler les matières premières vitales ; remodeler la carte géopolitique du cœur de l'Eurasie, aux confins de l'Union européenne, de la Russie et de la Chine. Ne sont pas visés seulement des pays militairement et économiquement faibles occupant une position stratégique aux Balkans, dans le Caucase, l'Asie centrale et le Moyen-Orient, mais également les rivaux impérialistes des États-Unis. Ceci n'est pas une lubie de vieux marxiste. En 1992, Wolfowitz et Libby, respectivement vice-secrétaire d'État à la défense et conseiller du vice-président Cheney, élaboraient le Defense policy guidance. Ce document préconisait « d'empêcher toute puissance hostile de dominer des régions dont les ressources lui permettraient d'accéder au statut de grande puissance » ; « de décourager les pays industrialisés avancés de toute tentative visant à défier notre leader-

ship », et « de prévenir l'émergence future de tout concurrent global. » [1] Enfin, la guerre est l'un des moyens pour briser le mouvement ouvrier étasunien et imposer un nouveau maccarthysme. Pour faire face aux problèmes économiques et sociaux qui déchirent les États-Unis, Bush, chef d'une puissance impérialiste en crise, retrouve les mêmes ressorts que les impérialismes européens dans les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle.

### LES CONTRADICTIONS INTER-IMPÉRIALISTES SONT RÉELLES

Mises en sommeil durant la période de la guerre froide, oubliées par les analystes de l'altermondialisation, les contradictions inter-impérialistes sont réelles. Des bourgeoisies comme la française et l'allemande, avec le concours des restaurateurs capitalistes russes et des staliniens chinois, expriment leurs angoisses et leurs réticences devant l'affirmation de l'hégémonie nationaliste étasunienne. Elles ont mesuré toute la portée des multiples déclarations affirmant la prétention des États-Unis à « prévenir l'émergence future de tout concurrent global. » A Paris et à Berlin, on sait que la guerre pour occuper l'Irak n'est qu'une étape dans l'affrontement entre puissances impérialistes. Jusqu'à présent, ces États ont suivi Washington dans toutes ses expéditions guerrières. Mais aujourd'hui, les gouvernements allemand et français redoutent que les effets de l'hégémonie étasunienne ne viennent contrecarrer leurs propres intérêts. Piliers d'une Union européenne qui met en œuvre le programme du capitalisme néo-libéral alors que Washington n'hésite pas à

les contourner lorsque ses intérêts nationaux sont en jeu, Paris et Berlin cherchent à s'affirmer comme puissances impérialistes avec lesquelles il faudrait encore compter. Paris ne veut pas renoncer aux dividendes que lui procure son implantation dans le monde arabe ; finalement, avec douze ans de retard, c'est la position de Chevènement qui s'exprime à l'Élysée. De plus, Paris tient par dessus tout à demeurer la puissance néo-coloniale en Afrique. Elle n'a pas l'intention de renoncer à son « droit » à y envoyer ses troupes comme en ce moment en Côte d'Ivoire. Quant à l'Allemagne, précurseur de la guerre de démantèlement de la Yougoslavie avec la reconnaissance unilatérale de la Croatie et de la Slovénie, elle se voyait dans le rôle de protecteur de l'ancienne Europe de l'Est. Il y a fort à parier qu'elle n'apprécie guère la place prépondérante que prennent les États-Unis dans cette région. Les intérêts contradictoires d'États impérialistes ne disposant pas de la même puissance de frappe économique, politique et militaire se doublent de raisons qui tiennent à la crise économique qui frappe l'Europe. Chirac et Schröder, embourbés dans le « non respect » des critères de Maastricht et engagés dans la destruction des conquêtes sociales et des services publics, savent qu'une participation directe à la guerre contre l'Irak attiserait le conflit avec le monde du travail et que leur pouvoir pourrait, à moyen terme, vaciller. Pris entre deux feux, ils n'ont pas d'autre choix que de rechercher le maintien de la paix sociale chez eux. Mais leurs différends avec Washington restent des signes avant-coureurs d'un futur conflit entre puissances impérialistes.

Un mot sur l'ONU s'impose. La présentation médiatique de la guerre to-

tale contre l'Irak a donné l'impression que le lieu de recherche de solutions justes serait le Conseil de sécurité. C'est une présentation caricaturale car on savait qu'avec ou sans mandat de l'ONU la guerre aurait lieu. Depuis sa création, celle-ci n'a empêché aucune guerre quand elle ne les a pas couvertes. La guerre de Corée et celle de Yougoslavie se sont déroulées avec mandat de l'ONU. Elle est restée muette lors de la guerre du Vietnam. L'assassinat de Patrice Lumumba a eu lieu alors que des casques bleus étaient présents au Congo. Quelle différence de nature aurait-il eu entre une guerre avec mandat de l'ONU ? Même s'il est plus commode de penser que les conflits inhérents au système capitaliste pourraient se résoudre pacifiquement dans le cadre de la « communauté internationale », l'ONU, tout comme le FMI, la Banque mondiale ou l'Organisation internationale du travail (OIT) sont des instruments que les impérialistes utilisent pour asseoir leur pouvoir. Aujourd'hui comme hier : « il s'agit de démontrer systématiquement aux travailleurs que, sans le renversement révolutionnaire du capitalisme, nul tribunal arbitral international, nul débat sur la réduction des armements, nulle réorganisation "démocratique" de la Ligue des nations ne peuvent préserver l'humanité des guerres impérialistes. » [2].

### LE NŒUD COULANT DE L'UNION SACRÉE ET DE L'APPEL À L'ONU

La position prise par Chirac a été l'occasion d'un fort consensus entre la droite (au moins en partie) et la gauche. L'UMP et le PS sont l'expression plurielle des intérêts ma-

jeurs de la bourgeoisie française. L'un des problèmes politiques majeurs auxquels les révolutionnaires sont confrontés est de combattre contre le processus de contagion de ce processus dans le mouvement ouvrier et le mouvement social. Tous les partis et organisations du mouvement ouvrier en France s'opposent à la guerre, mais leurs positions expriment des différences, voire de réelles divergences. Bien que la direction du PCF ait déclaré dans sa plate-forme au 32<sup>e</sup> congrès que la guerre est « l'élément structurel du nouvel ordre mondial », elle a apporté un soutien démobilisateur à Chirac : abstention des députés sur le budget des affaires étrangères, affirmation par Marie-George Buffet que Chirac défend une « position courageuse ». Définissant la position de la direction Daniel Cirera déclare : « Notre accord avec la position défendue par la France vise à la conforter, et à maintenir une pression la plus forte possible pour qu'elle aille jusqu'au bout » [3]. La direction du PCF patauge dans les marais de l'union sacrée. Le texte des novateurs (Nicolas Marchand, Yves Dimicoli) ne mentionnait pas l'Irak. Selon eux les États-Unis « veulent stimuler la demande d'armements et détourner les angoisses et les protestations contre l'insécurité sociale vers l'insécurité physique et la violence. Ils veulent intimider tous les pays en voie de développement mais aussi les autres pays développés d'Europe notamment en faveur de leur impérial-libéralisme. » Ils proposent de s'en remettre à l'Union européenne : « Cela situe aussi le niveau de responsabilité des pays européens pour une véritable coopération mondiale de co-développement avec les pays sous-développés ou émergents en liaison avec les exigences d'un déve-

loppement novateur de l'Union européenne. » [4]. Le texte défendu par la Fédération du Pas-de-Calais est un peu plus près de la réalité : « Les impérialistes américains et leurs alliés (contraints ou volontaires) multiplient les interventions, provoquent des guerres désastreuses pour les populations et l'environnement (utilisation d'armes nouvelles, de l'uranium appauvri) : guerre en Yougoslavie, en Afghanistan et menaces sur l'Irak. » Mais il ne saisit pas le caractère global de la guerre et se réfugie dans sa nostalgie du stalinisme : « Les pays socialistes ne sont plus un contre-poids à l'impérialisme qui, désormais, règne sans partage dans un monde unipolaire. » [5]

Dans l'espace politique de l'extrême gauche, les faiblesses et ambiguïtés sont également manifestes. Pour Lutte ouvrière, fidèle à son immobilisme politique, il n'y a rien de nouveau sous le soleil depuis les derniers écrits de Lénine et de Trotsky. Lors de son dernier congrès, tenu en décembre 2002, cette organisation n'a pas fourni d'analyse précise, tout au plus ceci : « Autrement plus prévisible est le fait qu'une guerre contre l'Irak, si Washington prolonge les gesticulations actuelles par une intervention militaire en Irak même pour abattre Saddam Hussein, aurait des conséquences dans toute la région » [6] On ne peut pas réduire la guerre impérialiste à des « gesticulations ». Le Parti des travailleurs a tout fait pour apparaître comme la force d'avant-garde contre la guerre, en instrumentalisant l'appel « Not in our name » et en le stérilisant ainsi en France. Il a refusé de qualifier la guerre d'impérialiste. Très proche de FO et de l'OIT, il a mené une action relevant du pacifisme syndical. Le numéro d'Informations ouvrières qui relate les travaux du dernier congrès

du PT ne pipe pas mot sur la guerre. L'appel de ce congrès, pourtant intitulé : « La démocratie est en danger, la classe ouvrière est en danger, tous les travailleurs sont menacés » [7], observe un silence pesant sur la guerre. Du côté de la LCR, en principe les choses se présentent différemment. La LCR souligne le caractère impérialiste de la guerre et s'investit dans tous les lieux de rassemblement et de lutte unitaire contre la guerre. Mais alors pourquoi s'auto-handicaper avec cette déclaration des députés européens : « Les dirigeants français doivent sortir de l'ambiguïté en s'opposant à tout recours à la force et en annonçant qu'ils sont prêts à utiliser leur droit de veto à l'ONU. » [8].

Pour que le mouvement anti-guerre puisse se renforcer et s'élever au stade de la résistance anti-impérialiste globale, il faut un refus total de toute forme d'union sacrée avec Chirac. Il faut aussi combattre toute illusion sur l'Union européenne, qui n'est, ni ne peut être, un bouclier pour les travailleurs du vieux continent. On ne combat pas un impérialisme, fût-il le plus puissant du moment, en soutenant un autre impérialisme existant ou en construction. La lutte contre la guerre est inséparable de la lutte pour la défense des conquêtes sociales, des services publics, de l'emploi, du logement, de l'éducation et de la démocratie. Ménager Chirac sur les questions internationales paralyse le combat contre Raffarin, Sarkozy ou Fillon. La politique du gouvernement est une et indivisible.

#### Notes

1- Cité par *Le Monde diplomatique* de mars 2003. Il existe un nombre considérable de citations de ce genre que nous avons déjà longuement analysées dans les

pages de *Prométhée*.

2- 6<sup>e</sup> des 21 conditions d'adhésion à la III<sup>e</sup> Internationale adoptées au 2<sup>e</sup> congrès en 1920. Éditions Maspéro, 1969.

3- *L'Humanité* du 5 mars 2003.

4- *L'Humanité* du 6 février 2003.

5- *L'Humanité* du 6 février 2003.

6- *Lutte de classe* de décembre 2002.

7- *Informations ouvrières* du 29 janvier 2003.

8 - <http://www.lcr-rouge.org/communiq/commu297.html>.

# Hégémonie militaire mais pas de maîtrise politique

La fin de l'Histoire annoncée par Fukuyama au début des années quatre-vingt-dix (et bizarrement réaffirmée par lui dix ans plus tard) a toujours été une illusion. Quant au « nouvel ordre mondial » énoncé par Bush père, si on comprend le terme « ordre » au sens d'harmonie, de paix, d'équilibre, les événements de la dernière décennie l'ont rendu absurde. Mais si on comprend le mot comme signifiant un système de relations internationales, alors cet ordre, qui se traduit par le désordre, l'instabilité et la violence permanents, s'applique à la mondialisation capitaliste avec ses transferts toujours plus grands de richesse de la périphérie vers les centres impérialistes.

La puissance militaire américaine n'est pas doublée d'une maîtrise politique. La préparation et le déroulement de la guerre le montrent. Au niveau géopolitique, elle est à la fois une continuation et une rupture avec la décennie précédente. Ayant gagné la guerre froide, les États-Unis

ont fait le choix d'établir un monde unipolaire, c'est-à-dire d'asseoir leur propre domination économique, politique et militaire incontestée [1]. L'hégémonie américaine n'impliquait pas forcément une politique ultra agressive. Du point de vue de l'impérialisme américain, les trois guerres majeures depuis 1990 (sans compter les interventions de moindre envergure) peuvent paraître lui avoir été imposées. La première guerre du Golfe a été déclenchée du fait de l'invasion du Koweït, qui risquait de déstabiliser la région et qu'il fallait punir. C'est au nom de la stabilité que Saddam Hussein a été laissé au pouvoir et qu'il a pu détruire les soulèvements kurde et chi'ites. La guerre du Kosovo (comme l'intervention relativement pacifique en Bosnie) avait pour but de restaurer la stabilité impérialiste dans une région charnière où les puissances européennes avait échoué lamentablement. L'intervention en Afghanistan a été déclenchée pour laver l'affront du 11 septembre, pour donner une leçon, pour

l'exemple, mais aussi pour établir une présence américaine en Asie centrale. Ces trois guerres ont reçu le soutien plus ou moins large de la « communauté internationale », cet euphémisme pour le système d'États dominé par l'impérialisme, en premier lieu l'impérialisme américain. Mais après le 11 septembre il y a un changement. L'administration Bush commence à planifier à froid l'élimination progressive des régimes qui ne lui sont pas inféodés et la prise de contrôle directe de régions clefs. La victoire de Bush avait ramené au pouvoir une équipe avec une vision beaucoup plus offensive et solitaire de l'affirmation de la puissance américaine. Le choc du 11 septembre a libéré ses pulsions. Dès lors, il ne s'agissait plus de réagir, mais d'agir, d'identifier les pays qui posaient une menace potentielle, qui ne rentraient pas dans le rang. Au-delà de l'Axe du mal (Irak, Iran, Corée du Nord) sont visés certainement des pays comme la Syrie, la Colombie, le Venezuela et potentiellement d'autres pays d'Amérique latine. Superficiellement, cette politique peut sembler relever de l'exercice maîtrisé de la puissance américaine. En réalité c'est une expression particulièrement brutale de la domination impérialiste qui devrait conduire tôt ou tard à des déboires. Ceux-ci ont surgi à l'occasion de cette première guerre pourtant lancée de manière planifiée. Au niveau de sa préparation politique il est clair que les États-Unis avaient sérieusement sous-estimé le degré d'opposition qu'ils allaient rencontrer au niveau international. Il n'y a pas eu de répétition de la large coalition de 1990-1991, de la guerre de l'OTAN de 1999, de l'approbation large qui a accompagné l'intervention en Afghanistan. Les États-Unis agissaient seuls pour renforcer leur

propre domination, à l'encontre des intérêts de nombreux pays, et ils se sont trouvés isolés, face à l'opposition ou au soutien tiède de plusieurs pays d'Europe, de la Chine, de la Russie, du Japon. Et le niveau d'opposition couplé au sentiment de sa propre population a enhardi le Parlement turc à faire face à Washington. Plutôt que de reculer ou de louvoyer, les États-Unis ont choisi la fuite en avant, estimant que la victoire éclair attendue leur donnerait raison. Une fois la guerre commencée, il est devenu clair qu'ils s'étaient trompés aussi sur la force de la résistance irakienne. Quelle que soit la suite des événements, la victoire probable n'aura pas été facile, l'occupation risque de devenir un cauchemar et l'onde de choc dans la région est incalculable.

Au niveau de la région la guerre risque d'avoir ouvert la boîte de Pandore. Des régimes aussi clefs pour l'ordre américain que l'Égypte et la Jordanie, et plus loin le Pakistan, peuvent être et sont déjà déstabilisés. Des régimes tels que la Syrie et l'Iran a priori menacés par une victoire rapide des anglo-américains, commencent à défier Washington au fur et à mesure que les États-Unis s'enlisent en Irak. Au niveau mondial, les répercussions de la guerre renforceront l'instabilité. Ce qui n'est pas clair, c'est quelle leçon la classe dirigeante américaine va tirer de cette guerre. Continuer la fuite en avant ou opérer un repli tactique ? Renvoyer l'ONU dans les poubelles de l'histoire et traiter l'Europe avec la manière forte ou retourner vers la concertation, avec l'Europe en particulier ? Si Bush prend la première option contre l'opinion majoritaire de sa propre classe cela ouvrira une vraie crise de direction politique aux États-Unis et donc au niveau mon-

dial.

## RAPPORTS

### EUROPE/ÉTATS-UNIS ET

### RAPPORTS INTRA-

### EUROPÉENS

Les clivages intervenus au sein du Conseil de sécurité sont l'expression de conflits inter-impérialistes, tout particulièrement centrés sur les rapports Europe/États-Unis et les rapports intra-européens. L'opiniâtreté de Chirac (surtout) et de Schröder a été une surprise pour Bush. Leur position s'explique beaucoup moins par des intérêts économiques, par ailleurs réels, que par des raisons politiques. Il s'agit en partie de désaccords sur la forme directe ou indirecte de la domination impérialiste du Moyen-Orient, mais surtout d'une volonté de maintenir une identité européenne au travers de l'axe franco-allemand, de ne pas voir la perspective de l'Europe-puissance se dissoudre et de ne pas être à la remorque des États-Unis. Les gouvernements britannique, espagnol et italien notamment ont choisi de suivre Washington, montrant par ailleurs que les conflits inter-impérialistes au sein de l'Europe sont moins endogènes que surdéterminés par la pression de la puissance américaine. La guerre a donc provoqué des divisions en Europe. Pourtant Bush aurait tort de trop croire aux propos qui lui sont attribués : « Y a-t-il encore une Union européenne ? Je l'ai cassée en trois » [2]. Les pays européens, pas seulement la France et l'Allemagne mais même Blair, qui est gêné par la façon dont les contrats de reconstruction ont été octroyés aux entreprises américaines, vont faire du rôle de l'ONU en Irak leur cheval de bataille, afin de s'assurer à



la fois une part du gâteau économique et de l'influence politique. Vu le déroulement de la guerre et les perspectives d'une occupation, il n'est pas sûr que Bush aura les moyens de refuser. La guerre terminée, l'unité européenne peut se refaire plus vite qu'on ne le pense entre ceux qui ont soutenu Bush et ceux qui ne l'ont pas soutenu, autour de leurs intérêts communs à prendre leur part de la reconstruction et des richesses du pays dans un rapport de forces moins favorable aux États-Unis.

Les impérialismes secondaires européens (et pas seulement ceux qui se sont opposés à la guerre) ont donc leurs intérêts spécifiques à défendre. Ce que les conflits autour de la guerre ont démontré est que le rapport de dépendance entre l'impérialisme américain et les impérialismes secondaires est fondamental mais pas sans limites. On aurait tort de faire trop d'analogies avec les conflits inter-impérialistes antérieurs. Les GI ne risquent pas de débarquer de nouveau en Normandie. Les conflits inter-impérialistes sont surdéterminés et circonscrits par la dépendance vis-à-vis des États-Unis, dont tous ont besoin pour maintenir l'ordre mondial dont ils bénéficient.

L'issue de la guerre touche aussi à l'avenir de l'Europe-puissance. L'échec relatif de la guerre d'agression peut renforcer la position de Chirac et Schröder face à Blair, Aznar et Berlusconi. C'est la position de la Grande – Bretagne qui est la plus problématique. Les raisons du soutien aux États-Unis sont à la fois spécifiques à l'époque de la mondialisation et plus anciennes. Spécifiques, au sens où Londres est le deuxième centre de la mondialisation financière. Mais anciennes au sens où l'alliance privilégiée (la « relation spé-

ciale ») avec les États-Unis est un choix fait par la classe dirigeante britannique au cours de la Seconde Guerre mondiale, au moment où elle s'est résignée définitivement au fait que le leadership mondial avait traversé l'Atlantique. Elle a été maintenue depuis par tous les gouvernements, conservateurs et travaillistes. L'adhésion de la Grande – Bretagne à l'Union européenne et l'accélération du processus de construction européenne ont créé des tensions permanentes et non-résolues. Pas la moindre des ironies de la situation est que Blair, qui est certainement l'un des plus « européens » des Premiers ministres britanniques soit en train de participer seul à une guerre qui peut lui être politiquement fatale. Il est difficile d'attribuer l'opposition de certains dirigeants impérialistes à la guerre aux luttes sociales dans leurs pays, ou à la force du mouvement anti-guerre. Chirac est certainement confronté à une situation sociale tendue mais on ne peut pas dire qu'il a subi la pression du mouvement anti-guerre, qui n'a commencé à croître qu'après qu'il ait pris position. Berlusconi, Aznar et surtout Blair ont fait face à des situations sociales et des mobilisations anti-guerres extrêmement fortes sans céder. Il faut plutôt conclure que les principaux dirigeants européens ont pris position et tenu leur ligne à partir des considérations de ce qui sert mieux les intérêts de leur impérialisme, face à des pressions populaires pour les uns, internationales pour les autres. On peut ajouter que dans la matière les critères de « droite » et de « gauche » ne jouent pas. D'un côté les droites italiennes et espagnoles et New Labour, de l'autre la social-démocratie allemande et Chirac. Pour les premiers cela peut éventuellement coûter cher. Blair a

perdu son aura d'invulnérabilité. La démission de Robin Cook comme leader du groupe parlementaire travailliste est tout à fait significative. En tant que ministre des Affaires étrangères à l'époque, Cook soutenait activement la « guerre éthique » au Kosovo en 1999, avant d'être rétrogradé par Blair. Son opposition à la guerre a donc ses limites. Mais il se positionne clairement comme challenger possible de Blair et si jamais il prenait la direction du Labour cela impliquerait non seulement des modifications en politique étrangère mais probablement une politique tournée davantage vers la concertation avec les appareils syndicaux dans une tentative de désamorcer les conflits sociaux et de réparer les fissures entre Labour et les syndicats.

UN MOUVEMENT ANTI-  
GUERRE TRES VASTE,  
MAIS SANS LIEN AVEC  
LES CONFLITS DE

ÉCONOMIQUES

La préparation de la guerre a suscité d'abord un mouvement anti-guerre d'une ampleur jamais vue. Face aux 15 millions de personnes dans le monde qui ont manifesté le 15 février les comparaisons avec la guerre du Vietnam cessent d'être pertinentes. Jamais, même au plus fort de cette guerre, on n'a vu des manifestations à l'échelle de celles qui ont eu lieu avant même que la guerre n'éclate. C'est l'expression d'au moins trois choses : les conséquences du développement du mouvement altermondialisation ; le contexte d'une montée de la lutte des classes, de conflits sociaux dans une série de pays ; et une

radicalisation de la jeunesse. Tous ces phénomènes sont inégaux suivant les pays. Dans la plupart des pays européens, à l'exception notable de la France, le mouvement anti-guerre avait commencé avec l'intervention en Afghanistan, créant des réseaux facilement ré-activables contre les préparatifs de guerre contre l'Irak. En Italie et en Espagne la force des mouvements altermondialisation a fourni le cadre pour le mouvement anti-guerre. En Grande-Bretagne, où le mouvement altermondialistaion est relativement faible, nous avons assisté à une lame de fond contre la guerre dans la société et surtout à une radicalisation de la jeunesse. Le premier jour de la guerre, les centres villes de Glasgow et d'Edimbourg et de nombre de villes en Angleterre ont été bloqués par des manifestations de lycéens et de collégiens. Cela ne s'était pas vu depuis une génération.

En France le mouvement anti-guerre, qui commence pourtant à faire bouger la jeunesse, est moins fort pour plusieurs raisons. Au niveau conjoncturel, le fait que Chirac s'était opposé à la guerre. Plus fondamentalement une faible tradition de mobilisation anti-impérialiste liée aussi bien à la tradition gaulliste qu'au poids passé du PCF. Et le poids dans la gauche des « valeurs de la République » nourrit une susceptibilité à l'idée de guerres justes, éthiques, humanitaires, ce qui s'était vu au moment de la guerre du Kosovo. Ce à quoi il faut ajouter des forts préjugés à l'égard de l'Islam, voire un racisme anti-musulman. Cela existe à une échelle de masse comme suite des guerres coloniales, surtout celle de l'Algérie, mais à travers le prisme de la laïcité et des « valeurs de la République », ces attitudes pèsent aussi sur la gauche et même l'extrême

gauche. Pour donner un exemple, en Grande-Bretagne il est tout simplement inimaginable que des gens se réclamant de la gauche et même de l'extrême gauche soient en faveur de l'interdiction du port du foulard. Cela se voit aussi dans l'extrême susceptibilité du mouvement anti-guerre à la campagne des médias contre le « débordement » des manifestations anti-guerre par des jeunes issues de l'immigration.

Le climat de préparatifs de guerre et la guerre elle-même n'ont pas eu d'effet significatif sur les conflits sociaux. C'est certainement le cas en France, ce qui n'est peut-être pas surprenant puisque la France ne participe pas à la guerre. Mais c'est également le cas en Grande-Bretagne où les grèves de pompiers continuent et où il y a eu des grèves de cheminots depuis même que la guerre a commencé. L'intransigeance de Blair face à la grève des pompiers avait déjà considérablement renforcé l'aliénation du mouvement syndical à l'égard du New Labour et l'opposition croissante au maintien des liens avec ce parti [3]. Les sommes colossales dépensées pour la guerre alors que le gouvernement explique depuis des mois qu'il n'y a « pas d'argent » pour les pompiers a fini par heurter les militants syndicaux et travaillistes et provoquer une nouvelle vague de démissions.

Puisque la guerre est une dimension permanente de la mondialisation, la construction d'un mouvement anti-guerre et d'une conscience anti-guerre et anti-impérialiste devient une priorité. En France, pour un pays où la conscience anti-capitaliste est relativement forte, la conscience anti-impérialiste est extrêmement faible. Ici il faut combattre l'idée que les impérialistes européens seraient plus pacifiques que les Américains et

expliquer que Chirac s'est opposé à la guerre pour des raisons qui ne sont pas les nôtres (ce que Chirac lui-même a très bien fait dans son allocution télévisée du 10 mars). Il faut combattre l'Union nationale autour de Chirac qui sert de couverture pour la politique anti-sociale de Raffarin. La gauche et une partie de l'extrême gauche ayant contribué à ce que Chirac prenne l'allure d'un rempart contre l'extrême droite le 5 mai dernier, il importerait de l'empêcher de se présenter en défenseur de la paix. On doit s'opposer aux projets de construction militaire en Europe et aux expéditions en Françafrique.

Que ce soit dans les pays belligérants, dans ceux qui sont alliés aux États-Unis ou dans ceux dont les gouvernements se sont opposés à la guerre, il faut profiter du désarroi des impérialistes pour renforcer les combats des salariés et de la jeunesse, n'accepter aucune « trêve sociale » et en Europe combattre les institutions de l'Union européenne. Au travers de ces institutions, autant que de celles dans chaque pays, les bourgeoisies européennes, qu'elles exploitent les pays de la périphérie en faisant la guerre ou de manière plus pacifique, font bien la guerre sociale contre les salariés et les jeunes de leurs propres pays.

#### Notes

1- Pour le volet militaire, voir Paul Wolfowitz « Le Pentagone exclut toute puissance rivale », *Washington Post*, 1992, [www.yale.edu/strattech/92dpg.html](http://www.yale.edu/strattech/92dpg.html).

2- *Le Monde Diplomatique*, avril 2003

3- Voir l'interview d'une dirigeante du SSP dans *Inprecor*, mars-avril 2003).

# Penser et agir dans la longue durée

L'agression des États-Unis contre l'Irak ne saurait être séparée de la série des agressions impérialistes contre des nations dominées ou rebelles qui la précède (Panama, Irak 1991, Somalie, Yougoslavie, Colombie, Palestine, Afghanistan, Côte d'Ivoire...), qui n'ont jamais été le seul fait des États-Unis, pas plus que des agressions que Washington a de toute évidence déjà prévues. Il serait donc futile d'expliquer la guerre actuelle de manière politicienne et empirique, en faisant appel à telles ou telles caractéristiques ou tendances propres à l'administration Bush (elles existent évidemment, mais elles ne constituent pas l'élément central sur lequel nous devons concentrer notre attention). Il est notoire que la plupart des démocrates, dont Clinton lui-même, sont, aux États-Unis, d'accord avec Bush pour s'engager dans cette agression ; quant au duo Chirac-

Schröder, il partage pleinement les objectifs des États-Unis. Les deux compères étaient prêts à s'engager dans l'occupation de Bagdad (même s'ils préféreraient que ce soient des troupes des Nations unies qui s'en chargent plutôt que les armées anglo-américaines) et à infliger au peuple irakien une punition exemplaire (avec des sanctions plus dures encore que celles qui lui ont été infligées depuis douze ans, et qui ont assassiné plus d'Irakiens que les bombes elles-mêmes).

La enduring war (guerre permanente) « externe » que mènent les pays capitalistes les plus puissants au niveau mondial ne saurait pas davantage être séparée de cette autre guerre, sans cesse plus âpre, même si elle n'est pas encore ouvertement sanglante, qu'est l'enduring war interne que les mêmes puissances mènent, depuis plusieurs années, contre la masse du prolétariat des

métropoles, de plus en plus dépouillée de toute une série de garanties et soumise à une discipline de type militaire. Dans ce domaine également, le néo-libéralisme anglo-américain a ouvert la voie, la social-démocratie européenne s'alignant progressivement sur cette position.

Ce processus de guerre externe et interne du capital contre le travail (qu'il ait la peau noire ou blanche) se développe parce que le long cycle général d'expansion du capitalisme est parvenu à son terme. L'agression contre l'Irak marque un bond en avant dans ce processus, au travers duquel l'impérialisme s'efforce de créer des conditions plus favorables à une relance de sa croissance, actuellement semi-bloquée. Une chose est certaine : nous sommes au début d'une période d'« extrême instabilité », où se développeront des affrontements de plus en plus aigus entre les classes et entre les États. Dans cette perspective, au-delà de toute « prévision » sur ce qui va se passer, il est indispensable de se comporter en communistes, de faire face à la réalité de cet affrontement, et d'y affirmer la nécessaire autonomie de classe, et ce, dans le cours même de ce processus.

## UN SYSTEME

### TOURNÉ SUR LUI-MEME

Par conséquent, dans la mesure où nous raisonnons en perspective, il faut absolument dépasser tout ce qui est simplement conjoncturel, quelle qu'en soit par ailleurs l'importance, qu'il s'agisse d'événements financiers, boursiers ou dans le domaine de la production, qui se développent en quelque sorte au dessous des événements guerriers, pour tenter de

saisir la question fondamentale : ce système capitaliste tourné sur lui-même, qui s'est nettement approché de ses limites historiques, devenant incapable de se reproduire sans développer de manière intolérable son parasitisme vorace par rapport à l'homme et à la nature. D'autant plus intolérable qu'il se manifeste au beau milieu d'une nouvelle révolution technologique et d'une nouvelle socialisation des forces de production du travail. Le parasitisme des États-Unis vis-à-vis de l'économie mondiale est l'expression la plus poussée d'un parasitisme plus général dont bénéficie l'Occident tout entier, et dont souffre la totalité du monde extra-métropolitain (sans oublier, dans l'un et dans l'autre cas, l'inégale répartition des bénéfices et des coûts entre les différentes classes).

Une étude plus poussée des traits particuliers des rapports impérialistes dont les États-Unis sont le pivot et les principaux bénéficiaires, est donc nécessaire, surtout pour mettre en évidence cet ensemble de contradictions. Commençons par définir (avec F. Chesnais) un point de départ : la diffusion à l'échelle mondiale, et avec une profondeur sans précédent, de la domination du capital financier sur les autres formes du capital, et donc sur le salariat. Une domination qui, au niveau politique et militaire, s'annonce comme la dictature d'un petit nombre d'États rentières sur un grand nombre des pays dominés et, au niveau social, comme une polarisation sociale démesurée dans les pays exploités, y compris, de plus en plus, également en Occident.

A notre avis, il faut bien faire la distinction entre les États et les pays qui ont le monopole du capital liquide et des moyens de destruction de masse (le « colonialisme financier et ther-

monucléaire » dont a parlé Bordiga, une expression qui colle très bien aujourd'hui) et les pays (et les nations) dominés, à différents degrés, par ces États. Il faut ensuite en tirer les conséquences de manière cohérente pour le cas qui nous intéresse. Par exemple : parmi les militants anti-capitalistes et révolutionnaires, personne ne doute que l'agression contre l'Irak soit une guerre néo-colonialiste et impérialiste. Mais si on le pense, pourquoi a-t-on tant de mal à reconnaître que cette guerre est, pour les masses irakiennes, une guerre de résistance, de libération, anticoloniale, antimpérialiste, que ces militants devraient soutenir « sans si et sans mais » ? (en distinguant, ça va sans dire, les manières et les objectifs au travers desquels les différentes classes, en Irak et dans le monde arabo-islamique, participent à cette guerre anti-impérialiste ou... la sabotent).

## LA SITUATION DU

### CAPITALISME AIGUISE

### LES CONTRADICTIONS

### INTER-IMPÉRIALISTES

A l'heure actuelle, les fissures inter-impérialistes peuvent paraître modestes, et pourtant on tente déjà de tous côtés de les réduire. Mais l'impasse dans laquelle se trouve le capitalisme mondial est si grave qu'elle ne va cesser de les agrandir (puisque nous nous situons en perspective, le mot « annoncer » est approprié). La régénération de conditions d'accumulation capitaliste plus favorables au profit a besoin autant d'une agression d'une portée historique extraordinaire contre le monde des salariés et des exploités, que de la restructuration générale des rapports inter-impérialistes et in-

ter-capitalistes, d'un nouveau partage du marché mondial. Il vaut mieux, donc, jeter un coup d'œil rétrospectif sur ce qui s'est passé à l'occasion des deux conflits inter-impérialistes du dernier siècle.

La Première Guerre mondiale a été la première guerre inter-impérialiste pour la répartition des espaces coloniaux entre les superpuissances bourgeoises en expansion. Le développement capitaliste ne pouvait plus être contenu dans les cadres nationaux ; une « compétition pacifique » n'était plus possible dans ce cadre-là, qui au contraire conduisait à un affrontement exponentiellement croissant parmi les rivaux les plus importants (une globalisation ante litteram). Le résultat fut une redéfinition des rapports de force entre les puissances engagées, avec un déplacement en faveur des États-Unis. S'achevait l'époque de la « pax britannica », commençait l'ère américaine. Mais pas encore celle de la « pax americana » (qui s'est affirmée à la fin des années soixante), parce que la solution de 1918, instable, n'était rien d'autre que les prémisses d'un nouveau conflit.

La nouveauté, c'est que, contre ce cadre, la révolution d'Octobre s'est affirmée comme début de la révolution prolétarienne mondiale, seul chemin pour arrêter la logique de guerre inhérente à la nature même de l'impérialisme. Corollaire indispensable d'Octobre, l'effort pour unir au combat directement prolétarien des métropoles les masses du monde colonisé. Moscou et Bakou, révolution prolétarienne et lutte anti-impérialiste de libération nationale jusqu'au bout marchent ensemble. Le processus révolutionnaire entrepris dans plusieurs pays fut ensuite stoppé et inversé, jusqu'à « réabsorber à distance » Octobre. Tout cela s'est

conclu par la participation contre-révolutionnaire à la Deuxième Guerre mondiale et par l'absorption définitive de l'URSS dans le domaine capitaliste (sanctionnée officiellement en 1989), mais la leçon demeure valide : il n'y aura jamais de paix véritable sans en passer par un nouvel Octobre, cette fois-ci victorieux.

« La cause immédiate de la (deuxième) guerre est la rivalité entre les empires coloniaux anciens et riches : Grande Bretagne et France, et les pillards retardataires : Allemagne et Italie » (Trotsky), dans le contexte de rapports de force mondiaux déplacés « définitivement » en faveur des États-Unis ; le résultat sera la confirmation pleinement développée de la toute-puissance américaine, capable d'exporter en Europe sa liberté, c'est-à-dire sa domination. Une véritable « agression contre l'Europe », comme l'a écrit Bordiga, avec les « Alliés » réduits au second plan, sous contrôle, cependant que les fruits les plus juteux (mais non pas tous les fruits) du partage du monde alimentaient le profit monopolistique des États-Unis. Mais la fin de la Seconde Guerre n'a pas été l'occasion d'un nouvel Octobre. La lutte prolétarienne, bien que présente, fut emprisonnée, sous le poids de la « patrie du socialisme », dans une logique nationale, de collaboration de classe, visant au mieux à l'introduction dans quelques pays d'espaces de « plus grande démocratie » ou à une reconnaissance de revendications d'indépendance nationale-bourgeoise, avec le soutien d'une grande mobilisation de masse, comme dans les cas yougoslave et grec. Dans le même temps, le soulèvement insurrectionnel anti-impérialiste des colonies fut arrêté brutalement (Algérie), ou encore ses ailes furent rognées (Chine) par la nouvelle Sainte Alliance

« "démocrate"-«socialiste" ».

Le nouveau conflit mondial dont on prévoit (de loin) l'arrivée réactualisera et développera sous des formes nouvelles le cadre précédent. Au terme de longues décennies de « paix », les pays impérialistes d'une Europe détrônée, les nouveaux pays capitalistes émergents, la Russie libérée de toute entrave socialiste, et au tout premier plan, l'insaisissable Chine vont, au-delà des contingences immédiates, vers une collision inévitable avec les États-Unis. Ils s'aperçoivent que, pour eux, le cycle pendant lequel ils ont pu jouer le rôle de comparses de second rang dans le partage du butin impérialiste se clôt. Et ce n'est pas d'aujourd'hui. Dans un marché devenu trop étroit et saturé, les possibilités d'expansion disparaissent pour ces pays, du fait de l'affrontement direct avec la toute-puissance américaine qui les réduit à un état de dépendance surveillée et dominée. Cette lutte concerne aussi une multitude des pays capitalistes de second plan, parmi lesquels ceux qui sont nés des luttes de libération nationale-coloniale et ceux qui ont une structure bourgeoise ancienne mais faible (Argentine), dont le développement est paralysé, ou abîmé, par les mécanismes impérialistes. Ainsi, une fois encore, l'alternative historique est entre un nouvel Octobre à une échelle directement internationale, ou un nouveau massacre des masses des néo-colonies et des métropoles, qui deviendront de la chair à canon. Il faut discuter de l'actualité de cette « question » et des formes de sa « réactualisation ».

APPRÉCIER L'ÉTAT

D'ESPRIT DE LA CLASSE

OUVRIÈRE LUCIDEMENT

En 1937, Trotsky s'interroge : « Est-ce qu'on peut s'attendre à une résistance face aux dangers de la guerre de la part des masses ouvrières au travers de grèves générales, d'insurrections, de révolutions ? En théorie, il ne faut pas l'exclure. Toutefois, si nous ne prenons pas nos peurs et nos désirs pour la réalité, cette résistance n'est pas une perspective vraisemblable. Les masses travailleuses du monde entier aujourd'hui supportent le poids terrible des défaites subies... Le réveil politique du prolétariat se déroule plus lentement que la vitesse à laquelle la nouvelle guerre se prépare ». Ces mots, nous pouvons les faire nôtres pour la situation actuelle. Non sans différences importantes :

(a) Depuis, les conditions matérielles, objectives et subjectives se sont détériorées, ce qui a permis de donner prise aux sirènes des soi-disant intérêts communs entre prolétaires et bourgeoisie, dans la perspective d'un développement commun, pour le « bien de tous » ;

(b) Les « anciennes Internationales » n'existent plus, qui savaient défendre le capitalisme avec efficacité en feignant d'en être indépendantes ; le cadre d'ensemble semble plus épuré, avec une domination absolue des forces du capital d'un côté, et de l'autre, les besoins d'une masse d'exploités, de plus en plus soumise à la violence, qui n'est plus représentée par personne et qui devra organiser tout de même une forme d'auto-représentation ;

(c) Un mouvement de résistance internationale de classe a commencé à se manifester à l'avance et connaît des accélérations très intéressantes, même s'il est toujours vrai aujourd'hui encore que nous continuons de payer le poids des défaites précédentes ainsi que de la dissolu-

tion générale de toutes les formes précédentes de conscience et d'organisation centralisée.

Le mouvement « anti-globalisation », dès Seattle, a commencé à se définir comme une réponse aux effets les plus évidents et les plus ravageurs du système capitaliste parvenu à cette phase nécessaire et inévitable. Il l'a fait en se solidarissant avec les pays les plus exploités ; il a commencé en reconnaissant les liens entre l'oppression de ces peuples et l'attaque portée en Occident à l'ensemble des conditions de vie des masses non exploiteuses. Un mouvement, donc, qui est l'expression des besoins et des sentiments « élémentaires » (toujours « en perspective »), « de l'immense majorité de la population » à l'échelle nationale et mondiale.

La reprise de l'auto-mobilisation et de l'auto-organisation de la part de masses nouvelles sur ce terrain ne pouvait pas et ne peut toujours pas aujourd'hui se développer sans véhiculer beaucoup d'illusions. Néanmoins, poussé par l'approfondissement des contradictions du système, le mouvement est porté à aller de l'avant, à reconquérir son arme historique, le parti (nous ne voulons pas dire, bien sûr, qu'il s'agit pour elle de reconnaître une « avant-garde déjà constituée en parti », mais de récupérer l'idée du parti au sens marxiste de (re)constitution du prolétariat en classe et donc en parti (Manifeste du Parti Communiste de 1848). Les communistes organisés ont sûrement un rôle spécifique et essentiel dans ce processus. On en voit aujourd'hui les premiers pas : en prenant acte de certains « effets » du capitalisme, on reconnaît l'existence de certains mécanismes matériels qui les produisent et les reproduisent systématiquement (FMI, Banque

Mondiale, grands groupes monopolistiques financiers et de production, structures militaires, etc.). Il faut s'opposer de manière concrète à ces forces. Comment ? Peut-on imaginer réformer le monde actuel, en fixant des règles (ce qui n'a jamais existé et est aujourd'hui totalement mort) pour des rapports « équitables et solidaires » entre différents pays et différentes classes ? Peut-on espérer sauvegarder la « spécificité » des pays industriels en les maintenant hors d'atteinte du processus de globalisation (comme le voudrait par exemple Samir Amin), comme si l'impérialisme n'était pas un système mondial combiné et inégal, et simplement une sorte de centre de pouvoir que l'on pourrait limiter à certains pays (le fameux « Empire ») ? Peut-on vraiment croire que la lutte pour ces objectifs peut se mener à partir d'une « pluralité » d'impulsions, qui éviterait par définition une réelle centralisation et une organisation effective ?

## L'ENJEU DES MOTS

## D'ORDRE DANS LES

## MANIFESTATIONS ANTI-

## GUERRE

Face à ces problèmes, le « mouvement » sera contraint de se définir, de se briser et de se recomposer, et ceci, à partir de l'opposition même à la guerre, en Irak ou ailleurs. Il lui faudra soit mettre au premier plan ses propres raisons, soit continuer à se placer à la remorque des différentes perspectives propres à chaque « patrie » impérialiste (Non à la guerre américaine, mais oui à notre guerre !)

On peut penser que le mouvement actuel contre la guerre en Occident a influencé l'orientation de certains

États (France et Allemagne ; il ne faut pas oublier qu'il y a dans ces pays des millions d'immigrés arabo-musulmans...). Mais il serait criminel de croire qu'une série de pays impérialistes puissent avoir été « convertis » à la paix par les exigences et les revendications de ce mouvement. Ces pays ont tout simplement des intérêts à utiliser le mouvement pacifiste pour développer, aujourd'hui leur force contractuelle, demain leur force militaire vis-à-vis des États-Unis. La politique de Chirac-Schröder, loin d'être une alternative à la politique des États-Unis, est en fait une contre-politique impérialiste, qui conduit tout droit vers un futur conflit armé généralisé. Et nous avons d'ores et déjà suffisamment d'exemple de « tendances » présentes dans le mouvement anti-guerre qui rêvent d'avoir à leur disposition un drapeau « alternatif » européen... Ces tendances ne se proposent pas de lutter contre certains gouvernements pour les contraindre à se démarquer des États-Unis (chose en soi assez positive, si elle parvient à mettre en crise les bourgeoisies), mais à pousser ces gouvernements à se faire les représentants d'un « anti-américanisme » sans phrase. L'effet de tout cela n'est pas d'élargir le « front de la paix », mais de contribuer à son alignement belliciste sous les drapeaux des bourgeoisies rivales.

Supposons qu'une « autre politique européenne », suscitée (!) par les mobilisations, rencontre les attentes de plusieurs États du Sud appartenant au monde opprimé, qui y trouvent tactiquement une certaine concordance (bourgeoise) d'intérêts... Premier problème : si cela se produisait, on couperait les ponts avec le mouvement anti-guerre le plus important, le mouvement améri-

cain qui, d'une façon ou d'une autre, est en train de réaliser que « l'ennemi principal est dans notre propre pays ». Second temps : il faut écraser la résistance des masses des pays opprimés pour la faire contenir par les bourgeoisies contre-révolutionnaires de ces pays, alignées ou capables de s'aligner derrière l'alternative bourgeoise européenne : elles craignent comme la peste la contamination internationaliste révolutionnaire. « Vive la France ! » se sont récemment écriés des No-War anglais. C'est-à-dire : Vive une Europe impérialiste, et à mort le mouvement mondial de classe ! Ce même « anti-américanisme pacifiste » n'arrive pas à cacher ses traits chauvins : le plus grand quotidien « communiste » italien (Il Manifesto), bien qu'il soit très anti-Bush, souhaite que cette guerre se termine rapidement avec la victoire de Bush et la défaite de Saddam... pour éviter un nombre excessif de victimes. C'est dire : on ne veut pas que vous résistiez, si vous le faites, il faut que vous sachiez que nous sommes contre vous, parce que, de toute façon, « notre » Europe n'a rien à partager avec votre lutte de bêtes prédestinées à être colonisées quoi qu'il en soit.

Les militants communistes ont la tâche, au contraire, d'orienter le mouvement réel, où qu'il soit et sous quelque forme qu'il apparaisse, vers des objectifs qui lui soit propres, de se déclarer fièrement opposés aux bourgeoisies, de se joindre aux résistances internes aux États-Unis, d'être solidaires des masses opprimées du monde arabo-islamique et du Sud tout entier. Le chemin qui conduit à une nouvelle internationale est long et difficile, mais...

# Au-delà de l'Irak, le monde arabo-musulman

L'affrontement entre Bush et Chirac au sujet de l'Irak est l'expression d'un niveau de tension si fort engendré par la crise de l'impérialisme, que les impérialismes secondaires sont contraints, pour leur propre survie, de résister à la très forte pression américaine. L'autre protagoniste de la guerre, au-delà de l'Irak, est le monde arabo-musulman. Il convient de lancer une réflexion, à mon sens très en retard à Carré Rouge et dans d'autres enceintes militantes, sur les conséquences actuelles dans les pays anciennement colonisés, du poids de l'impérialisme. Celui-ci a interdit tout développement économique autonome, a tenté d'écraser les cultures locales, a suscité la division et la guerre entre États.

## LA SITUATION ÉCONOMIQUE DES ÉTATS-UNIS ET LEUR CRISE POLITIQUE

Les années 1990-2000, après la chute du stalinisme, ont vu une période particulière pendant laquelle l'économie rentière des États-Unis a pu distribuer des rendements sur les placements boursiers de l'ordre de 15 %, ce qui est aberrant dans les conditions actuelles d'exploitation du travail. L'impasse à laquelle a conduit l'exigence du capital financier se manifeste par une situation explosive, tant aux États-Unis que

dans les autres économies. Ce rendement ne peut être obtenu, malgré les ponctions sur les économies des pays assujettis, que par des prélèvements sur la substance même du capital des entreprises, au détriment des investissements. La productivité du travail américain, malgré toutes les statistiques biaisées dont nous sommes accablées, est faible. L'économie américaine ne réussit à maintenir un niveau de vie (et de gaspillage) d'une majorité de sa population qu'au prix d'une exploitation toujours plus forte du reste du monde par divers mécanismes, qui profitent aussi largement, il faut le dire, aux impérialismes secondaires, européens, australien, japonais, canadien.

S'est développée en outre une superstructure parasitaire, auto-entretenu, qui complexifie et rigidifie à l'extrême l'outil de production des pays capitalistes avancés. Le développement de l'informatique et des moyens de télétransmission des données a conduit à la création de monstrueuses bureaucraties pour la gestion dite de systèmes d'information (comptabilité, gestion, contrôle budgétaire, intégration de process, transmission des données etc.), de même que pour la spéculation sur toutes sortes de produits ou services financiers complètement artificiels (bourses de l'énergie, swap de taux d'intérêts et autres produits dérivés). Les secteurs les plus fragiles de cette superstructure ont commencé à exploser, ne pouvant plus cacher



leur incapacité à distribuer les rendements attendus, et leur caractère totalement parasitaire (Enron, Worldcom, branche d'audit d'Arthur Andersen). Nous sommes au bout d'un cycle. Depuis 1999, la bourse baisse, et les consommateurs américains ont continué à danser au bord du volcan.

Il me semble que la société américaine, qui vit dans la facilité depuis si longtemps, est dirigée tant dans la sphère économique que dans la sphère politique, par des gens d'une grande médiocrité. Peut-être cela est-il l'un des facteurs, au-delà d'une situation économique et sociale explosive, expliquant le fait, très surprenant, qu'aucun secteur de l'économie américaine ne semble s'être opposé à la politique aventuriste de Bush et de son administration. Comme si la plus grande partie des élites américaines s'était auto-intoxiquée, avec l'aide des médias. Rappelons que Bush est un président très mal élu, dont la légitimité ne s'est affirmée qu'après les attentats du 11 septembre 2001. Il est donc d'autant plus frappant qu'aucun secteur politique ou économique des États Unis n'ait encore vraiment contesté sa politique.

Parmi les raisons qui ont conduit l'ensemble des dirigeants américains à accepter les risques de la guerre en Irak, il y a le risque d'affrontements sociaux encore plus violents que ceux décrits par Samuel Holder dans Carré Rouge n° 23. Depuis 1999 au moins, malgré des pressions de plus en plus fortes et de plus en plus brutalement crapuleuses, l'impérialisme américain ne peut plus assurer dans un climat apparemment paisible l'entretien de cette machine économique et le confort de son marché intérieur. Comme toujours on essaye de mas-

quer les problèmes par la mise en scène d'un délire nationaliste.

Dans les économies capitalistes plus faibles ou carrément assujetties, pour pouvoir alimenter la machine américaine, l'impérialisme a imposé des prélèvements excessifs, inacceptables pour les bourgeoisies locales, qui interdisent le financement du renouvellement du capital industriel ou intellectuel. On arrive ainsi à une impasse, dont les conséquences les plus brutales sont les fermetures d'usines, les faillites des sociétés de services, les licenciements massifs auxquels nous assistons depuis quelque temps. Les gouvernements de ces pays n'ont d'autre choix que de résister aux pressions toujours accrues de l'impérialisme américain. C'est pour eux, et pour les classes capitalistes qu'ils représentent, une question de survie.

#### LA QUESTION DU MOYEN ORIENT ET LE NATIONALISME ARABO-MUSULMAN.

La configuration politique, culturelle, économique du Moyen-Orient résulte d'un siècle d'histoire dramatique, marquée par les deux Guerres mondiales, la chute de l'empire ottoman, les compétitions des pays impérialistes pour le partage, dans différentes configurations politiques (dont celle semi-coloniale des mandats), de marchés pour les produits européens puis américains, la maîtrise des routes de l'Extrême Orient, aussi et surtout celle du pétrole.

Il y a un siècle, les notions de nation et de nationalisme n'existaient quasiment pas au Moyen Orient. Depuis, des États ont été créés, avec des frontières artificielles, issues de compromis laborieux à l'issue de la Pre-

mière Guerre mondiale, entre les principales puissances occupantes ou tutélaires, France et Grande-Bretagne principalement. De nombreux mouvements de population se sont produits, conséquences de la misère ou de la barbarie.

Ainsi, il a fallu la fermeture totale des frontières des pays européens et américains au moment des persécutions staliniennes et de la barbarie nazie pour que les juifs se résolvent à habiter cette terre inhospitalière qu'était la Palestine, à adopter la langue revivifiée par les sionistes, l'hébreu. C'est ainsi que s'est, dans le malheur, constituée peu à peu une nation, une culture, une mythologie historique israélienne. Il est bon de préciser cela, en ces temps de grande confusion, afin d'affirmer le droit des israéliens à demeurer au Moyen-Orient, au même titre que, par exemple, les bédouins sédentarisés, les algériens proches d'Abdel Kader, déportés au Moyen-Orient par les colonialistes français, les populations diverses déportées par le gouvernement ottoman.

Au travers les luttes d'émancipation nationale, dans le cadre d'États dont les contours ont été définis par le colonisateur, se sont peu à peu construits des sentiments nationaux, à partir d'une création historique mythique, mettant en avant certaines périodes historiques glorieuses, certains personnages considérés après coup comme des « pères fondateurs », des filiations remontant au Prophète, et également la réécriture de l'histoire des luttes contre la puissance coloniale. Puis, à force de vivre ensemble, dans chaque État, une culture commune s'est dégagée, un sentiment national s'est créé.

Comme dans tous les pays colonisés, il ne pouvait y avoir accumulation primitive du capital, ni constitution d'une

bourgeoisie locale, d'un État structuré moderne. Toutes les infrastructures étaient conçues pour les besoins de l'exploitation coloniale, des transports stratégiques, de l'exploitation de l'énergie, de la domination militaire. En cela, rien de bien différent de la période précédente, sous la gestion ottomane. Le personnel politique et administratif était d'ailleurs souvent le même. Tout développement économique autonome, toute constitution d'un secteur industriel étaient rendus impossibles.

Comme l'a analysé Frantz Fanon, dans *Les damnés de la terre*, la domination coloniale rend la constitution d'une bourgeoisie nationale impossible. Au Moyen-Orient, l'occupant colonial s'appuyait principalement sur les chefs traditionnels, qui avaient le même intérêt à empêcher que se révelent des cadres économiques et politiques indépendants. Le maintien de l'ordre traditionnel était délégué (et l'est encore dans certains États comme l'Arabie Saoudite) à certains chefs de tribus, ou chefs religieux, que la puissance coloniale soutenait pour leur permettre de dominer les autres tribus, communautés citadines, ou populations de cultures et religions diverses. Les structures politiques et économiques les plus archaïques ont été revivifiées par l'impérialisme.

Frantz Fanon décrit précisément les étapes, avant et après l'indépendance, qui conduit les cadres des partis nationalistes, souvent exilés pendant de longues périodes, à ignorer les réalités économiques de leur pays, à n'avoir aucun programme bien précis, et donc finalement à être assujettis à la puissance anciennement coloniale. Se crée ainsi une couche dominante dévoyée, qui n'a d'autres buts que de s'approprier les richesses auparavant détenues par la puissance coloniale, et d'en distribuer des miettes à sa

clientèle. Aucune perspective économique ou politique ne peut plus être proposée aux populations et à la jeunesse. D'où la mise en avant d'un nationalisme du bouc émissaire, du rejet de l'autre, et la mise en avant de sentiments religieux.

#### INTÉGRER LA SITUATION DES PEUPLES DU MOYEN ORIENT DANS LA RÉFLEXION

Dans les pays arabes, mais surtout dans les pays musulmans, le sentiment domine d'appartenir à une communauté culturelle et religieuse primant les différenciations nationales. L'absence de développement économique autonome, l'archaïsme des structures, la responsabilité des puissances occidentales sur le maintien au pouvoir de dictatures locales, la confiscation des ressources et notamment du pétrole, l'abcès de fixation que représente la persécution du peuple palestinien, rendent plus fondamental ce sentiment d'appartenance.

L'invasion de l'Irak ne peut que renforcer, faute de perspectives constructives, un sentiment de rejet radical par une partie de plus en plus importante de populations déshéritées, de l'impérialisme défini comme cherchant, non seulement à dominer économiquement le monde, mais encore à imposer une culture chrétienne, sans considération pour les civilisations autochtones. On peut donc se demander si cette invasion ne va pas être l'élément déclencheur d'un changement qualitatif quant à l'importance des mobilisations nationalistes autour de l'identité musulmane, et ce, non seulement au Moyen-Orient, mais dans les poudrières incontrôlables d'Asie (Pakistan, Bangladesh, Malai-

sie, Indonésie).

Il me semble que notre méconnaissance de ces forces considérables, dirigées par les cadres les plus réactionnaires et les plus sanguinaires, nous empêche d'envisager, dans quelles conditions pourraient se dégager des formes de résistance et d'auto-organisation des populations laborieuses de ces pays, contre les gouvernements dictatoriaux, soumis à l'impérialisme mondial, et contre les systèmes de domination religieuse. Dans de nombreux pays musulmans, le désespoir des jeunes, l'exigence de dignité en l'absence de perspectives d'avenir, conduisent dans une première étape à un retour vers la pratique religieuse intégriste et au regroupement d'une partie de la jeunesse dans les partis politiques musulmans les plus radicaux. Mais l'exemple de l'Algérie, et sans doute aussi de la Turquie, montre que ce n'est qu'une étape vers une mobilisation plus porteuse d'espoir.

Si l'on évite la catastrophe rendue possible simultanément par la politique de Bush et par le financement des mouvements terroristes par certains secteurs des couches dirigeantes compradore des pays arabo-musulmans, il faudrait vite mieux comprendre comment l'impérialisme, en tant que prolongement de la domination coloniale, a empêché tout développement économique, donc social, de la majeure partie des habitants de la planète, et notamment au Moyen Orient. Il nous faudra réfléchir aux moyens, chercher une jonction avec des forces progressistes qui ne peuvent que se dégager, mais qui ont une culture militante qui nous est étrangère, et des combats d'émancipation à mener, bien différents de nos préoccupations.

# La guerre et les luttes de classe en Iran

Étant donné la brièveté des délais impartis pour répondre aux questions de Carré Rouge, je vais me limiter à l'Iran. Depuis le début de l'invasion américano-britannique de l'Iraq, le gouvernement islamique iranien a déclaré qu'il suit une politique de « neutralité active ». Cependant, dans la mesure où nombre des alliés des États-Unis pour un « changement de régime en Irak » sont, en Iran, des exilés, et comme l'Iran est le seul pays de la région où l'État n'a fait aucune tentative d'« organiser » une protestation contre la guerre avant même le début des hostilités, beaucoup doutent de la sincérité de cette déclaration. Le gouvernement a finalement organisé une manifestation le 27 mars, plus d'une semaine après le début des hostilités, alors qu'enflait le soutien populaire aux blessés civils et que l'on commençait à douter d'une victoire rapide des Anglo-américains. En dépit de sa rhétorique constante contre l'Ouest, loin d'être « neutre », le gouvernement religieux de l'Iran a soutenu les plans politiques des États-Unis et de la Grande-Bretagne dans la région. Le régime n'a évi-

demment pas manqué de proclamer qu'il était contre « l'agression des États-Unis », mais il l'a fait tout en poursuivant des discussions approfondies avec le gouvernement britannique concernant le « changement de régime » en Irak. Le régime islamique de l'Iran veut s'assurer du rôle que joueront ses alliés parmi les Shias et les Kurdes d'Irak dans la future administration de Bagdad. L'isolement international de ce régime, mais aussi son impopularité en Iran même ne lui laissent pas d'autre choix que de soutenir les efforts de guerre des États-Unis et de Grande-Bretagne, même si certains, dans le sein même du régime et en dehors ont estimé que cette politique ressemblait à des « dindes qui voteraient pour Noël » Une erreur semblable a été commise en 2001, lorsque l'Iran a soutenu l'agression américaine en Afghanistan, espérant tirer profit des changements dans la région. Cela n'a pas empêché Bush, aussitôt cette guerre terminée, de placer l'Iran dans l'« Axe du Mal », l'administration américaine précisant depuis qu'il se situait tout en haut de la liste de ses prochaines cibles.

**POURQUOI LE RÉGIME  
ISLAMIQUE IRANIEN  
ADOpte-T-IL UNE TELLE  
POSITION, IMPOPULAIRE  
À L'INTÉRIEUR ET ISOLÉE  
SUR LA SCÈNE  
INTERNATIONALE ?**

Vingt-trois ans après avoir pris le pouvoir, le clergé iranien gouverne un pays où l'écart entre riches et pauvres n'a jamais été aussi profond. Les statistiques officielles estiment le chômage à 16 % : la vérité se situe bien au-delà. Des centaines de milliers d'ouvriers n'ont perçu aucun salaire dans les derniers mois ; le revenu de plus de 70 % de la population se situe en dessous du seuil de pauvreté. La consommation de cocaïne, la prostitution, y compris celle des enfants sont parmi les questions sociales qui menacent directement l'existence de la société iranienne. L'expérience dite de la « réforme de l'intérieur » du gouvernement islamique, qui a débuté avec l'élection de Khatami en 1997, est considérée aujourd'hui comme un échec total, et ce, aussi bien par ses partisans que par ses adversaires. Après plus de deux décennies de loi fondamentaliste, l'Iran présente le plus puissant mouvement d'opposition séculière de tout le Moyen-Orient, et la plupart des gens identifient le gouvernement des « religieux » comme leur ennemi principal.

**BANQUEROUTE DE  
L'ISLAM POLITIQUE  
EN IRAN**

Si la révolution iranienne a marqué le

début de la montée en puissance de l'« Islam politique », son échec en Iran, et la montée en force du mouvement d'opposition séculier signalent le début de sa chute dans ce pays. Le clergé qui a pris le pouvoir en 1979 est devenu l'État, et, en l'absence de toute politique économique islamique, cet État est devenu un État capitaliste du Tiers-monde parmi d'autres, gouverné par des dictateurs. Les dettes massives vis-à-vis du FMI et de la Banque mondiale contraignent le gouvernement à suivre le programme économique dicté par le capitalisme mondialisé. Les privatisations, le chômage et les désastres sociaux qui leur sont associés constituent le quotidien de l'Iran. Tous les jours, des milliers d'ouvriers qui n'ont pas reçu de salaires depuis six mois, voire trois ans, manifestent hors de leurs lieux de travail. Les ouvriers au chômage, les victimes des privatisations (politique exigée par le FMI et la Banque mondiale, conditions mises aux milliards de prêts accordés au régime islamique) figurent parmi les opposants les plus déterminés. La jeunesse et les femmes, qui ont souffert de l'intervention de la religion dans tous les domaines de leur vie privée, se joignent aux forces qui s'opposent au régime.

La montée en puissance du mouvement fondamentaliste islamique en Iran doit beaucoup à la jalousie des marchands du bazar, incapables de constituer des fortunes comparables à celles, colossales, accumulées par les bourgeois industriels dans le régime précédent. Cette jalousie vis-à-vis du capital de « monopole » les a amenés à soutenir le clergé, qui est leur représentant idéologique traditionnel. Une fois au pouvoir, et pour survivre et prospérer au sein du capitalisme international, cette bourgeoisie devait inévitablement remplacer

la bourgeoisie qu'elle avait déposée. Dans certains cas, lorsque l'expertise et le capital international étaient nécessaires à l'État islamique (l'État nationaliste), celui-ci a invité les capitalistes exilés ; parfois, il s'est efforcé de les remplacer.

Les mêmes qui avaient maudit le consumérisme et l'accumulation occidentaux sont devenus des consommateurs et, comme la modernité est à la fois irréversible et universelle, les marchands du bazar d'Iran, qui étaient si farouchement contre « l'Ouest » dans les années soixante-dix, sont devenus les principaux capitalistes. L'économie d'un État capitaliste a besoin d'une société organisée. La plupart des conflits internes au régime islamique qui se sont déroulés dans les années 1990-2003 traduisent la lutte contre ce qu'il y a d'inadapté dans un État religieux pour survivre au sein de l'ordre économique actuel. On trouve d'un côté ceux qui croient toujours en un gouvernement guidé par la Chari'a, de l'autre ceux (appartenant aussi aux forces religieuses) qui ont décidé que, pour survivre, il faut absolument aboutir à établir complètement des lois d'État capitaliste. Le président actuel appartient à cette dernière tendance.

D'autres désaccords se sont fait jour, typiques des cercles dirigeants, au sein des Majles islamiques, opposant les défenseurs du rôle de l'État et les défenseurs du libre marché. Dans les domaines économique et politique, le premier État islamique a été avant tout une dictature capitaliste avec une coloration « nationaliste » plutôt que religieuse. C'est ce que reflètent l'opposition à cet État et les luttes de classe du peuple iranien.

## LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE IRANIENNE

La politique étrangère iranienne n'a jamais été une politique « anti-impérialiste », bien au contraire : elle a plutôt été le prolongement de la politique du Shah, poursuivant l'objectif de devenir un pouvoir régional, dominée par la compétition avec la Turquie, le Pakistan, l'Irak et l'Arabie saoudite, le tout avec des connotations nationalistes. Dans cet objectif, l'Iran poursuit une politique étrangère pragmatique plutôt qu'une politique islamiste, en dépit de toute la rhétorique développée par ses dirigeants. Dans la compétition féroce avec la Turquie, l'Iran a par exemple soutenu l'Arménie chrétienne contre l'Azerbaïdjan musulman, tout simplement parce que la Turquie avait soutenu ce dernier. L'Iran s'est opposée au gouvernement des taliban en Afghanistan, prétendant que ceux-ci donnaient une mauvaise image de l'Islam. En réalité, les tenants du Hezbollah au Liban se préoccupent assez peu de donner une image flatteuse de l'Islam... Le problème était ailleurs : l'argent des Saoudiens et des Pakistanais, rivaux de l'Iran dans la lutte pour la domination de l'Afghanistan, venait soutenir les taliban ! L'Iran a conservé des relations raisonnables et des contacts avec Israël, en particulier parce que les ennemis de ses ennemis (les Arabes) doivent rester des amis.

Les dirigeants Iraniens ont évidemment fait largement état de leur soutien aux Musulmans opprimés du monde entier ; en pratique, leur totale méfiance vis-à-vis des groupes sunnites ne leur laisse d'autre choix que de soutenir une poignée de groupes Shia au Liban (avec le Hezbollah), des minorités de la communauté Shia en Irak et au Pakistan, dont la

plupart sont des descendants d'Iraniens. En fait, le régime Iranien a abandonné récemment sa rhétorique islamique, en engageant le dialogue avec la Grande-Bretagne et les États-Unis à propos de la guerre en Afghanistan, ou en soutenant cette année, de manière voilée, le « changement de régime » en Irak. Tout cela signale que nous avons affaire à une dernière rupture dans cette politique.

## LA GUERRE, LES LUTTES DES CLASSES ET L'AVENIR DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE EN IRAN

En ce qui concerne l'Iran, et sans se prononcer sur l'avenir au pouvoir du régime islamique, nous sommes arrivés au bout de l'histoire du fondamentalisme islamique.

Par ailleurs, de nouveaux égarements menacent aujourd'hui le mouvement révolutionnaire : les illusions vis-à-vis de la démocratie occidentale, et l'égalité des femmes en son sein. Les jeunes, et certains secteurs du mouvement des femmes, bombardés par la propagande occidentale, ont bien des illusions sur la « démocratie occidentale ». Des segments de l'opposition, même parmi ceux qui se disent de gauche, ont choisi d'oublier que nombre de problèmes sociaux et économiques qui sous-tendent la nature dictatoriale du régime ont bien plus à voir avec la nature capitaliste de l'État iranien qu'avec ses caractéristiques islamiques, et que cela ne peut être changé au prix d'un simple changement politique.

Dans les vingt dernières années, nous avons alerté à plusieurs re-

prises le mouvement révolutionnaire international de la menace que constituait le fondamentalisme, non seulement en ce qui concerne notre propre existence en Iran, mais aussi comme menace pesant sur la formation de mouvements révolutionnaires authentiques dans l'hémisphère austral, de l'Afrique du Nord à l'Asie du Sud-Est. Nous observons aujourd'hui la fin de l'Islam politique en Iran et en Afghanistan ; la guerre actuelle en Irak ne peut aboutir qu'à une augmentation du soutien apporté aux fondamentalistes islamiques dans les autres pays de cette vaste région.

En Iran, l'échec du gouvernement islamique a amené à une ascension sans précédent du sécularisme, et il y a tout lieu de croire que le régime s'y perdra. Mais une agression des États-Unis et de la Grande-Bretagne peut détourner la lutte des classes, et le nationalisme inévitablement associé à une telle agression peut prolonger la vie de ce régime.

En tout état de cause, nous avons la responsabilité :

1- d'utiliser l'expérience du gouvernement islamique d'Iran pour expliquer les défauts de l'Islam politique dans les domaines à la fois économique, social (la pauvreté, la corruption, le chômage, la prostitution...) et international (la rhétorique anti-occidentale tenant lieu d'anti-impérialisme authentique, qui ne peut qu'être anti-capitaliste).

2- de relier, en Iran, la lutte anti-capitaliste, la lutte de la classe travailleuse, avec les luttes quotidiennes pour la liberté et la démocratie, de montrer que la plupart des problèmes économiques, sociaux et politiques en Iran sont les conséquences inévitables de cette étape du capitalisme.

Noam Chomsky, professeur à l'université du Massachusetts Institute of Technology, fondateur des sciences modernes de linguistique et militant politique, est un des moteurs de l'anti-impérialisme aux États-Unis. Le 21 mars, il a discuté une demi-heure avec V. K. Ramachandran sur la guerre contre l'Irak

# L'Irak n'est qu'un test

« La dissidence est la plus haute forme de patriotisme » (Thomas Jefferson)

V. K. Ramachandran : Est-ce que l'agression contre l'Irak représente la continuation de la politique internationale des États-Unis de ces dernières années ou s'agit-il d'une nouvelle étape dans cette politique ?

Noam Chomsky : Il s'agit d'une étape tout à fait nouvelle. Il y a eu des précédents, mais la situation est néanmoins nouvelle. Cette guerre doit être perçue comme un test. L'Irak est perçue comme une cible très facile et sans défense. Ils présument, probablement à raison, que la société s'effondrera, que les soldats se rendront et que les États-Unis prendront le contrôle du pays et mettront en place un régime de leur choix et installeront des bases militaires. Après ils passeront à des cas plus coriaces.

La prochaine étape pourrait être la région des Andes, ou l'Iran, ou peut-être ailleurs.

Ce test est destiné à tenter d'établir ce que les États-Unis appellent une « nouvelle norme » dans les relations internationales. La nouvelle norme est la « guerre préventive ». Vous noterez que les nouvelles normes sont établies uniquement par les États-Unis. Ainsi, par exemple, lorsque l'Inde envahit l'est du Pakistan pour faire cesser des massacres, elle n'avait pas établi une nouvelle norme d'intervention humanitaire, parce que l'Inde était dans le mauvais camp et, de plus, les États-Unis étaient nettement opposés à l'action. Il ne s'agit pas d'une frappe préventive mais de « guerre préventive », la différence est primordiale. Une frappe préventive a un sens. Par exemple, si des avions traversent l'Atlantique pour bombarder les États-Unis, les États-Unis peuvent

les abattre avant même qu'une bombe ne soit lâchée et attaquer les bases d'où les avions ont décollé. La frappe préventive est la réponse à une attaque en cours ou imminente. La doctrine de guerre préventive est totalement différente et signifie que les États-Unis (et eux seuls) ont le droit d'attaquer tout pays qu'ils estiment être un concurrent potentiel. Alors si les États-Unis affirment, quelles que soient les raisons, que quelqu'un représente une menace, alors ils sont en droit de l'attaquer.

La doctrine d'une guerre préventive fut annoncée explicitement dans la National Security Strategy au mois de septembre (2002). Ce rapport a provoqué des remous dans le monde entier, y compris parmi la classe politique des États-Unis, ici même où, il faut le dire, l'opposition à la guerre est inhabituellement forte. Le rapport disait que les États-Unis allaient gouverner le monde par la force, qui est le domaine (et le seul domaine) où ils dominent. De plus, ils allaient le faire sur une durée indéterminée, parce que si une concurrence à la domination des États-Unis surgissait, les États-Unis la détruiraient avant qu'elle ne représente une menace.

L'Irak est le premier cas de l'application de cette doctrine. Si l'opération réussit, et on peut penser que ce sera le cas, parce que la cible est sans défense, alors les législateurs internationaux et les intellectuels Occidentaux parleront d'une nouvelle norme dans les affaires internationales. Il est important d'établir une telle norme si vous espérez gouverner le monde par la force dans un avenir proche.

Il y a eu des précédents, mais très rares. Je voudrais en mentionner un, juste pour montrer combien le chemin est étroit. En 1963, Dean Acheson, qui était un homme d'état très

respecté et conseiller de l'Administration Kennedy, a donné un important discours devant la American Society of International Law, dans lequel il justifiait les attaques états-uniennes contre Cuba. L'attaque par l'administration Kennedy de Cuba était un acte à grande échelle de terrorisme international et de guerre économique. Le moment choisi est intéressant, juste après la crise des missiles, lorsque le monde était au bord d'une guerre nucléaire. Dans son intervention, Acheson affirma qu'il n'était pas question de parler de « droit » lorsque les États-Unis répondaient à une remise en cause de leur « pouvoir, position ou prestige », ou quelque chose comme ça. Cela fait aussi partie de la doctrine Bush. Acheson était une figure importante, mais ce qu'il disait ne représentait pas la politique officielle du gouvernement dans la période de l'après-guerre. A présent il s'agit d'une politique officielle et nous assistons à sa première mise en application. Il s'agit de créer un précédent pour le futur. De telles « normes » n'ont de valeur que lorsqu'une puissance occidentale agit, pas les autres. Cela fait partie du racisme profond de la culture occidentale, qui puise ses sources dans des siècles d'impérialisme et qui est si profond qu'il en devient inconscient. Je crois donc que cette guerre est une nouvelle étape importante, et c'est bien comme ça qu'ils la voient.

Ramachandran : est-ce qu'il ne s'agit pas aussi d'une nouvelle étape dans la mesure où les États-Unis n'ont pas réussi cette fois-ci à convaincre grand monde ?

Chomsky : Ce n'est pas nouveau. Pour la guerre du Vietnam, par exemple, les États-Unis n'ont même

pas essayé d'obtenir une approbation internationale. Néanmoins, vous avez raison de dire que c'est inhabituel. Cette fois-ci, les États-Unis ont été obligés, pour des raisons politiques, d'essayer d'obtenir un soutien international, mais ils n'ont pas réussi à le faire, ce qui est assez inhabituel. D'habitude, le monde cède devant les États-Unis.

Ramachandran : Alors, est-ce un « échec de la diplomatie » ou une re-définition de la diplomatie elle-même ?

Chomsky : Je n'appellerai pas ça de la diplomatie du tout : c'est un échec de la coercition. Faisons une comparaison avec la première guerre du Golfe. A cette époque, les États-Unis ont obligé le Conseil de Sécurité à accepter leur position, bien qu'une bonne partie de la planète s'y opposait. L'OTAN les a suivis, et le seul pays du Conseil de Sécurité qui ne l'a pas fait (le Yémen) fut immédiatement et sévèrement puni. Dans tout système légal digne de ce nom, les jugements rendus sous la menace sont considérés comme invalides, mais dans les affaires internationales menées par les puissants, les jugements rendus sous la menace ne posent pas de problèmes particuliers : on appelle ça de la diplomatie. Ce qui est intéressant dans ce cas est que la menace n'a pas fonctionné. Il y a des pays (en fait la plupart) qui se sont entêtés à prendre la même position que la très grande majorité de leurs populations.

Le cas le plus marquant est la Turquie. La Turquie est un pays vulnérable, vulnérable aux punitions et représailles des États-Unis. Cependant, le nouveau gouvernement, à la surprise générale je crois, a adopté la position de 90 pour cent de la po-

pulation. La Turquie est sévèrement condamnée ici, tout comme la France et l'Allemagne, parce qu'ils ont pris la position de la très grande majorité de leurs populations. Les pays qui sont félicités sont des pays comme l'Italie et l'Espagne, dont les dirigeants ont accepté de suivre les ordres venant de Washington et ce contre l'avis de près de 90 pour cent de leurs populations.

Ça aussi, c'est une nouvelle étape. Je ne connais pas d'autre cas où la haine et le mépris de la démocratie se soient autant étalés au grand jour, non seulement par le gouvernement, mais aussi par les commentateurs libéraux et d'autres. On voit fleurir actuellement toute une nouvelle littérature qui tente d'expliquer pourquoi la France, l'Allemagne, la soi-disant « vieille Europe », la Turquie et d'autres s'en prennent aux États-Unis. Il est inconcevable à leurs yeux que ces pays le font tout simplement parce qu'ils prennent la démocratie au sérieux et qu'ils croient que lorsque la très grande majorité d'une population exprime une opinion, un gouvernement devrait en tenir compte.

Il s'agit là d'un véritable mépris pour la démocratie, tout comme ce qui s'est passé aux Nations Unies et qui est un mépris total pour le système international. En fait, on assiste à des appels, du Wall Street Journal, de membres du gouvernement et d'autres, pour le démantèlement des Nations Unies.

La peur des États-Unis à travers le monde est extraordinaire. Elle est si profonde qu'on en parle même dans les grands médias.

Un numéro de Newsweek du mois de mars est consacré aux raisons de cette peur provoquée par les États-Unis. Le Washington Post aussi a publié un article sur ce sujet il y a

quelques semaines. Bien entendu, ils disent que c'est la faute au monde, que quelque chose ne va pas avec le monde qui nous entoure, mais ils le reconnaissent.

Ramachandran : L'idée que l'Irak représente une quelconque menace est, bien entendu, sans fondement.

Chomsky : Personne n'accorde la moindre importance à cette accusation sauf, et c'est intéressant, la population des États-Unis. Au cours de ces derniers mois, il y a eu une opération spectaculaire, réussie, de propagande de la part du gouvernement et des médias, visible dans les sondages. Les sondages montrent un soutien à la guerre bien plus élevé ici que dans les autres pays du monde. Mais si on y regarde de plus près, on s'aperçoit que les États-Unis se distinguent aussi des autres pays par un autre aspect. Depuis septembre 2002, les États-Unis sont le seul pays au monde où 60 pour cent de la population croient que l'Irak représente une menace imminente, chose que même les populations du Koweït ou de l'Iran ne croient pas.

De plus, environ 50 pour cent de la population chez nous croient désormais que l'Irak est responsable des attaques du 11 septembre. Ça date de septembre 2002. En fait, après le 11 septembre, le chiffre était d'environ 3 pour cent. La propagande du gouvernement et des médias a réussi à faire grimper le nombre à environ 50 pour cent. Ainsi, si les gens croient réellement que l'Irak est l'auteur des attaques terroristes contre les États-Unis et qu'il recommencera, eh bien dans ce cas les gens soutiennent l'idée d'une guerre. C'est ce qui s'est passé après septembre 2002. C'est en septembre 2002 que la campagne du gouvernement et des médias a com-

mencé en même temps que la campagne pour les élections partielles. L'Administration Bush aurait été écrasée lors de ces élections si les sujets sociaux ou économiques avaient été abordés, mais elle a réussi à les éliminer du débat et à les remplacer par la question de la sécurité, et les gens se serrent les uns contre les autres sous l'aile protectrice du pouvoir.

C'est exactement comme ça que le pays fut dirigé dans les années quatre-vingt. Rappelez-vous qu'il s'agit pratiquement des mêmes personnes que sous les administrations de Reagan et de Bush père. Tout au long des années quatre-vingt, ils ont mené une politique contre la population et à laquelle, les sondages l'ont montré, la population était opposée. Mais ils ont réussi à garder le contrôle en faisant peur aux gens. C'est ainsi que l'Armée du Nicaragua ne se trouvait plus qu'à deux jours de marche du Texas, que la base aérienne de l'île de la Grenade pouvait servir aux Russes pour nous bombarder. Une chose après l'autre, chaque année, chacune plus ridicule que la précédente.

L'Administration Reagan a été jusqu'à décréter l'état d'urgence en 1985 à cause de la menace contre la sécurité des États-Unis posée par le gouvernement du Nicaragua. S'il y avait quelqu'un en train de nous observer de la planète Mars, il ne saurait pas s'il faut en rire ou en pleurer. Ils font exactement la même chose maintenant, et ils feront probablement quelque chose de similaire pour la campagne présidentielle. Il faudra un nouveau dragon à abattre, parce que si l'Administration laisse les questions domestiques prendre le devant de la scène, elle est perdue.



Ramachandran : Vous avez écrit que cette guerre d'agression aura de dangereuses conséquences par rapport au terrorisme international et la menace d'une guerre nucléaire.

Chomsky : En cela je ne fais pas preuve de beaucoup d'originalité. Je ne fais que citer la CIA et les autres services de renseignement et pratiquement tous les spécialistes en affaires internationales et en terrorisme. [les revues] Foreign Affairs, Foreign Policy, l'étude de l'Académie Américaine des Arts et des Sciences, la Commission Hart-Rudman sur les menaces terroristes contre les États-Unis sont tous d'accord pour dire qu'il y a de fortes chances pour que cette guerre augmente le terrorisme et la prolifération des armes de destruction massive.

La raison en est simple : en partie par vengeance, mais en partie par auto-défense tout simplement. Il n'y a pas d'autre moyen pour se défendre d'une attaque des États-Unis. En fait, les États-Unis ont clairement envoyé un message au monde, et lui ont donné une leçon qui n'annonce rien de bon.

Comparons la Corée du Nord et l'Irak. L'Irak est sans défense et faible. En fait, l'Irak est le régime le plus faible de la région. Bien qu'il y ait un monstre qui le dirige, ce pays ne représente aucune menace pour quiconque. D'un autre côté, la Corée du Nord représente bel et bien une menace. Mais la Corée du Nord n'est pas attaquée pour une raison très simple : elle possède l'arme de dissuasion. La Corée pointe ses armes sur Séoul et si les États-Unis l'attaquent, elle peut annihiler une bonne partie de la Corée du Sud.

Alors ce que les États-Unis sont en train de dire au monde est ceci : si vous êtes sans défense, nous vous

attaquerons quand bon nous semble, mais si vous avez des armes de dissuasion, nous ne le ferons pas, parce que nous n'attaquons que des proies sans défense. En d'autres termes, ils sont en train de dire aux pays du monde entier qu'ils ont intérêt à développer un réseau terroriste et des armes de destruction massive ou tout autre moyen de dissuasion crédible, sinon, ils seront susceptibles être attaqués « préventivement ». Ne serait-ce que pour cette seule raison, cette guerre va probablement déclencher une prolifération à la fois du terrorisme et des armes de destruction massive.

Ramachandran : Comment pensez-vous que les États-Unis vont gérer les conséquences humaines et humanitaires de cette guerre ?

Chomsky : Personne ne peut le savoir, bien sûr. C'est pour cela que les gens honnêtes et décents n'ont pas recours à la violence : parce qu'on ne le sait pas. Les ONG et les équipes médicales qui travaillent en Irak ont signalé que les conséquences pouvaient être très graves. Tout le monde espère que non, mais des millions de personnes pourraient être touchées. Recourir à la violence devant un tel risque est une attitude criminelle. Il y a déjà là-bas une catastrophe humanitaire, c'est-à-dire avant la guerre. Selon les estimations les plus optimistes, les 10 années de sanctions ont coûté la vie à des centaines de milliers de personnes. S'ils avaient la moindre dose d'honnêteté, les États-Unis verseraient des indemnités juste pour les sanctions. La situation est similaire aux bombardements de l'Afghanistan, dont nous avons déjà parlé lorsque ceux-ci ne faisaient que commencer. Il était évident que les

États-Unis ne chercheraient pas à en connaître les conséquences.

Ramachandran : Où investir là où l'argent était nécessaire.

Chomsky : sûrement pas. Premièrement, la question n'est même pas posée, ce qui fait que personne n'a la moindre idée des conséquences des bombardements pour le pays. Puis les informations en provenance du pays se tarissent. Finalement, on n'en parle plus dans les journaux, et personne ne s'en souvient. En Irak, les États-Unis monteront une opération de reconstruction humanitaire à grand spectacle et placeront un régime qu'ils qualifieront de démocratique, c'est-à-dire un régime aux ordres de Washington. Puis ils se désintéresseront de la question et passeront au suivant.

Ramachandran : Jusqu'à quel point les médias ont-ils été fidèles cette fois-ci à leur réputation de modèles de propagande ?

Chomsky : Jusqu'à présent, il n'y a pas une seule tête qui dépasse. Regardez CNN, qui est une honte, et vous avez la même chose partout. Ce qui n'est pas une surprise en temps de guerre où les médias sont serviles devant le pouvoir.

Mais ce qui s'est passé avant la guerre est plus intéressant. Le fait que la propagande du gouvernement et des médias ait réussi à convaincre les gens que l'Irak représentait une menace et que l'Irak était responsable du 11 septembre est une réussite spectaculaire et, comme je l'ai dit, fut accompli en l'espace de quatre mois. Si vous interrogez les gens des médias à ce sujet, ils vous disent, « Eh bien, nous n'avons jamais rien dit de tel », et c'est vrai, ils

ne l'ont pas dit. Il n'y a jamais eu de déclaration selon laquelle l'Irak allait envahir les États-Unis ou qu'il soit responsable des attentats du 11 septembre. Ce n'était que des insinuations, une allusion après l'autre, jusqu'à ce que les gens finissent par le croire.

Ramachandran : On observe cependant une résistance. Malgré la propagande, malgré le dénigrement des Nations Unies, ils n'ont pas tout à fait réussi leurs objectifs.

Chomsky : On ne sait jamais. Les Nations Unies sont dans une position très délicate. Les États-Unis pourraient chercher à détruire l'organisation. Je ne le crois pas, je pense qu'ils chercheront plutôt à réduire son rôle, parce que si elle ne suit pas les ordres, à quoi peut-elle bien servir ?

Ramachandran : Noam, vous avez observé les mouvements de résistance à l'impérialisme depuis un certain temps : Vietnam, Amérique Centrale, première Guerre du Golfe. Quelles sont vos impressions sur la nature et l'étendue de la résistance actuelle contre l'agression US ? Cela fait plaisir de voir ces mobilisations extraordinaires à travers le monde.

Chomsky : C'est tout à fait correct. Il n'y a jamais rien eu de tel, et cela vaut aussi pour les États-Unis. Par exemple, hier j'étais dans une manifestation dans le centre de Boston. Ce n'est pas la première fois. La première fois, ce fut au cours d'une manifestation en octobre 1965 où je devais prendre la parole. C'était quatre après le début des bombardements du Sud-Vietnam par les États-Unis. La moitié du Sud-Vietnam avait été détruite et la guerre s'était étendue

vers le Nord-Vietnam. La manifestation n'a pu avoir lieu parce que nous avons été attaqués, principalement par des étudiants, avec le soutien de la presse et des radios libérales, qui dénonçaient ces gens qui osaient protester contre une guerre américaine.

Mais cette fois-ci la protestation a été massive avant même le début officiel de la guerre et une fois de plus le jour du déclenchement, et sans contre-manifestations. La différence est radicale. Et si ce n'était pas à cause de la peur dont j'ai déjà parlé, il y aurait eu beaucoup plus de manifestations. Le gouvernement sait qu'il ne peut mener un agression longue et destructrice comme au Vietnam parce que la population ne l'accepterait pas.

Il n'y a présent qu'une seule manière de mener une guerre. D'abord, se choisir un ennemi beaucoup plus faible, sans défense. Puis faire tourner la machine de propagande pour faire croire qu'il est sur le point de nous agresser ou qu'il représente une menace imminente. Ensuite, il faut une victoire rapide. Un document important de la première administration Bush en 1989 décrivait comment les États-Unis devaient mener une guerre. Il disait que les États-Unis devaient combattre des ennemis bien plus faibles, et que la victoire devait être rapide et décisive, parce que le soutien du public pouvait faiblir. Nous ne sommes plus dans les années soixante où les guerres pouvaient durer des années sans la moindre opposition. De bien des manières, le militantisme des années soixante et des années suivantes ont changé le monde, y compris les États-Unis, et l'ont rendu plus civilisé dans bien des domaines.

tendu au-dessus d'un volcan. C'est une position fâcheuse. N'oublions pas que les attaques contre les salariés, la démocratie, le suffrage universel, les mesures appliquées par la « droite » sont la suite de celles mises en œuvre par les deux gouvernements de Lionel Jospin. Jusqu'en février-mars 2000 (grèves généralisées des enseignants et des salariés des impôts) la gauche plurielle disposait d'une base politique parmi les salariés. Rien de tel avec Raffarin. Le « programme de Barcelone », co-signé par Chirac et Jospin, impulsé par le gouvernement, va se heurter au salariat. Il peut s'y fracasser.

Le « non » des salariés de l'EDF illustre parfaitement les potentialités politiques. La CFDT, la CGC, le secrétaire général de la CGT, le PDG François Roussely entouré d'une armée de communicants, appelaient à voter « oui » au référendum et annonçaient sa victoire... S'opposaient à la « réforme » des retraites, à la privatisation, SUD et FO, animés par quelques dizaines de militants révolutionnaires, en tête desquels ceux du PT et des militants oppositionnels du PCF. Peu d'hommes, moins encore de moyens. Mais ce qu'ils exprimaient était ressenti par la masse, et nombre de salariés comprenaient de surcroît que si la direction l'emportait, le gouvernement proclamerait à destination des fonctionnaires : c'est ainsi qu'il faut réformer les retraites, privatiser les services publics. Ils ont dit non.

Cette réaction de classe est réellement exemplaire.

Dans tous les secteurs, les militants doivent y réfléchir, prendre appui sur ce refus, le populariser : la résistance peut être victorieuse.

Le gouvernement Raffarin, plus encore que le dernier gouvernement Jospin, est faible, fragile. En dehors

des ministres régaliens, Intérieur, Défense, Politique étrangère, les autres responsables ministériels sont inexistantes. L'assise de ce gouvernement est constituée par... les 19 % de Chirac au premier tour ! Et la création de l'UMP ne change rien à cette réalité.

Pour avancer sur les retraites, la décentralisation, les privatisations, etc., Raffarin dépend donc exclusivement des appareils syndicaux. Essentiellement de la direction de la CGT, car la CFDT n'y suffit plus. Or malgré le soutien du secrétaire général de la CGT à EDF, les projets gouvernementaux ont été rejetés...

Le résultat des élections à la SNCF (recul de CGT, CFDT, FO, au profit de SUD, qui a refusé de soutenir les projets de la direction) éclaire encore ce tableau.

### LE CONGRES DE LA CGT : UN ÉVÉNEMENT SIGNIFICATIF

Cet article était terminé lorsque, guerre d'Irak oblige, l'impression de ce numéro a été retardée de quelques jours permettant d'ajouter quelques enseignements du Congrès de la CGT. Comme on l'imagine, les assises avaient été préparées par l'appareil. Il a l'habitude, il sait faire. L'appareil syndical a son propre métabolisme et ne peut bien sûr être réduit à l'ancienne bureaucratie stalinienne qui était verrouillée, tenue en main, par la direction du PCF. Et malgré tout, la vie, les interventions croisées de nombreux délégués ont balayé l'ordonnement des fonctionnaires syndicaux. Certes, jamais le groupe dirigeant n'a perdu le contrôle du Congrès. Mais il s'en est fallu de peu. Le résultat du référendum à l'EDF

pesait sur les débats. Au total, comme le relève le Figaro, Bernard Thibault n'a pu faire passer son orientation sur les retraites. La majorité des délégués, évidemment opposés à la politique des dirigeants de la CGT qui tentent de négocier un accord pourri sur le dos des salariés, non plus. C'est un quasi match nul... Dans un Congrès contrôlé de manière bureaucratique, c'est évidemment un échec pour Bernard Thibault et son équipe. Le fait qu'il n'ait été élu que 31<sup>e</sup> du CNN et Le Duigou, en charge des retraites, 50<sup>e</sup> et dernier (!) en dit long sur la fragilité des choses...

La crise économique bat son plein, ravage le pays, exacerbe les tensions, les souffrances. Inévitablement, mécaniquement, il y aura affrontement. Entre les classes. Entre les militants et les « responsables ». C'est à partir de ces rapports politiques qu'il faut définir une stratégie de résistance, de combat. Non en scrutant les humeurs de Marie-Georges Buffet, de François Hollande ou... du nouveau leader des Verts.

Souvenons-nous, ce n'est pas anecdotique, qu'il y a un an, Lionel Jospin, Jean-Pierre Chevènement, Robert Hue, Dominique Voynet ont été défaits, mis à la retraite. Aujourd'hui, des centaines de milliers de salariés, de jeunes, regardent vers les organisations d'extrême gauche : avec, selon les cas, scepticisme, réserve, interrogations, intérêt... Seront-elles capables d'ouvrir un chemin, de les représenter honnêtement, sérieusement ? De proposer des solutions, une issue à la catastrophe économique, politique, sociale, culturelle qui menace ? À la barbarie, à la guerre impérialiste.

Le Front unique ? Il est plus que jamais nécessaire. Rassembler sala-

riés du public, du privé, jeunes, chômeurs, innombrables victimes de la crise du capital s'impose et n'est pas simple. Il n'y a rien à attendre des dirigeants des confédérations, sinon ce qui leur sera imposé. Le Front unique n'est pas une supplique en direction des appareils, mais un rapport de force à construire. C'est là où les militants révolutionnaires, les opposants communistes, socialistes, la LCR, LO, le PT peuvent être d'une aide irremplaçable. Car aujourd'hui, ils constituent une force réelle.

## UN AN APRES

LE 21 AVRIL,

LA GREVE GÉNÉRALE

EST UNE NÉCESSITÉ.

Il faut construire sa préparation. LO et la LCR se sont rencontrées, ont constaté leurs convergences contre les objectifs de Raffarin sur les retraites, les privatisations. Bravo. Ne peut-on aujourd'hui prendre les initiatives concrètes, militantes, unitaires, pour traduire cet accord dans les entreprises, les localités ?

Ainsi, par exemple, un appel national de militants ouvriers appelant à créer [3] des comités locaux et d'entreprises pour le « Tous ensemble » contre le gouvernement Raffarin, offrirait aux militants un instrument de lutte pour la grève générale, rencontrerait l'assentiment de millions de salariés.

Lorsque Thibault fait mine de se résigner à une mobilisation, lorsque Blondel déclare que les retraites « valent bien, comme en 1995, une grève » c'est qu'ils savent que, du plus profond du pays, monte la plainte sociale, la douleur qui risque de se transformer en explosion de rage [4]. Le débat ouvert dans ce numéro à l'initiative de François Chesnais, les

questions qu'il a proposées à de nombreux militants, la solidité des contributions, attestent de l'ardente nécessité de travailler théoriquement sur la nouvelle situation internationale provoquée par l'agression de l'administration américaine contre le peuple Irakien.

La mobilisation internationaliste, de peuples entiers, contre Bush illustre leur disponibilité. Les masses se sont engouffrées dans les divergences d'intérêts réels qui opposent les USA et le Royaume-Uni d'un côté, la France, l'Allemagne, la Russie notamment, de l'autre. L'irruption de millions de manifestants dans les salons des chancelleries a radicalisé la situation, contraint Chirac à se raidir, Berlusconi à la modestie, menaçant directement l'existence des gouvernements Blair et Aznar, fragilisant les cercles dirigeants de l'impérialisme américain.

Plus que jamais, la lutte contre la guerre impérialiste doit marcher sur ses deux jambes. La mobilisation internationaliste et la lutte contre notre propre bourgeoisie vont de pair. Il y a quelques mois, Laurent Fabius a « liquidé » sa retraite de haut fonctionnaire à 55 ans. Il y a quelques semaines, Alain Juppé a liquidé la sienne à 57 ans et demi... Les deux anciens Premiers ministres cumulent évidemment leur pension avec leurs « indemnités » de maire, député, etc... Et les deux agissent pour aligner les fonctionnaires sur le privé, passer de 37,5 annuités à 40 ! Ils sont, chacun dans « leur camp », les futurs candidats à l'élection présidentielle...

Laurent Fabius a déposé un projet de loi instituant le vote « obligatoire » ; Alain Juppé vient de faire voter une loi liberticide qui de fait interdit à toutes les formations politiques, hors l'UMP et le PS,

d'avoir des élus lors des scrutins régionaux et européens. Ce cynisme illustre l'ampleur de la crise politique ouverte le 21 avril par les « responsables » de toutes les forces qui, bec et ongles, défendent « l'économie de marché ».

Rien n'est simple. Rarement la responsabilité des militants révolutionnaires n'aura été si cruciale : il leur faut à la fois aider à la résistance de classe et contribuer à élaborer un programme pour conjurer la catastrophe qui menace. Lorsqu'on rassemble trois millions d'électeurs, c'est un devoir que de proposer au peuple, aux opprimés, un projet anticapitaliste pour gouverner. Un tel gouvernement sera par exemple issu de la grève générale. Ce n'est pas une utopie, mais une véritable alternative. Dans tous les cas, ce débat s'impose.

Un an après la défaite de la gauche gouvernementale, il faut battre le gouvernement Raffarin. Ouvrir une alternative. C'est possible.

¶

## Notes

1- Cf. *Carré Rouge* n° 20 L'urgence politique. Décembre 2001

2- Oscar Lafontaine, ancien ministre socialiste, analysant la situation allemande, considère que le SPD « perd sa substance ».

3- Pour les 37,5 ans pour tous, l'abrogation de la loi Balladur, la lutte contre les licenciements, les privatisations, la décentralisation, etc...

4- Ce 17 mars, les fédérations de fonctionnaires annoncent, à l'exception de la CFDT, une journée de grève générale pour le 3 avril...